

VIRIBUS UNITIS

Mensuel consacré aux problèmes économiques
des Etats de l'Europe Centrale et Orientale

redigé par
LE PROFESSEUR L. KRZYWICKI.



Contenu:

	page		page
1. <i>La Redaction.</i> A nos lecteurs	1	b) Etat de l'agriculture et de l'élevage	39
2. <i>W. Fabierkiewicz.</i> „La crise économique mondiale et son contre-coup sur la situation économique des Etats baltes et pontiques	3	c) Etat de l'industrie avant et après la guerre mondiale	40
3. <i>L. Krzywicki.</i> Quelques remarques sur la question agraire	23	d) Le bilan commercial de la Finlande	42
4. Chronique économique. La Pologne.	27	e) Cours des changes à la bourse d'Helsingfors depuis 1914/VI — 1921/I	44
a) <i>H. Szymański.</i> Etat de l'industrie avant et après la guerre européenne	27	f) Quantité d'or à la Banque d'Etat et des coupures en circulation en 1914/VI — 1919/I, 1920/I et 1921/I.	45
b) <i>A. Sujkowski.</i> Le bilan commercial de la Pologne pour 1920	33	g) L'augmentation du coût d'entretien depuis le début de la guerre jusqu' en Novembre 1920	45
c) <i>E. Szturm de Sztrem.</i> Données sur la production nationale en Pologne indépendante au début de la paix	35	d) <i>Lipiński.</i> Des prix de détail en Pologne.	45
5. <i>E. Balk.</i> La Finlande	38	e) <i>D. Arnold.</i> Les Coopératives de Consommation en Pologne.	48
a) Conditions générale du développement économi- que de la Finlande	38	f) <i>J. Krzywicki.</i> Chronique législative République Polonaise	50
		g) <i>T. Minor.</i> La bourse de Varsovie	52
		6) <i>Dr. Alphons Goldschmidt.</i> Livres et périodiques: „Moscou 1920”	54



EDITION DE L'INSTITUT D'ECONOMIE SOCIALE

19 rue Jasna, téléphone 46-64

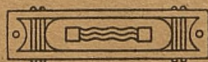
VARSOVIE.

Prix du numéro: en Pologne, Finlande, Estonie, Lettonie, Lithua-
nie, Roumanie, Hongrie, Jougo-Slavie, Bulgarie 150 mk.
dans les autres Etats 3 fr.

Abonnements.

Six mois	{ en Pologne, Finlande etc.	900 mk.
	{ dans les autres Etats. .	18 fr.
trois mois	{ en Pologne, Finlande etc.	450 mk.
	{ dans les autres Etats. .	9 fr.
le numéro	{ en Pologne, Finlande etc.	150 mk.
	{ dans les autres Etats. .	3 fr.

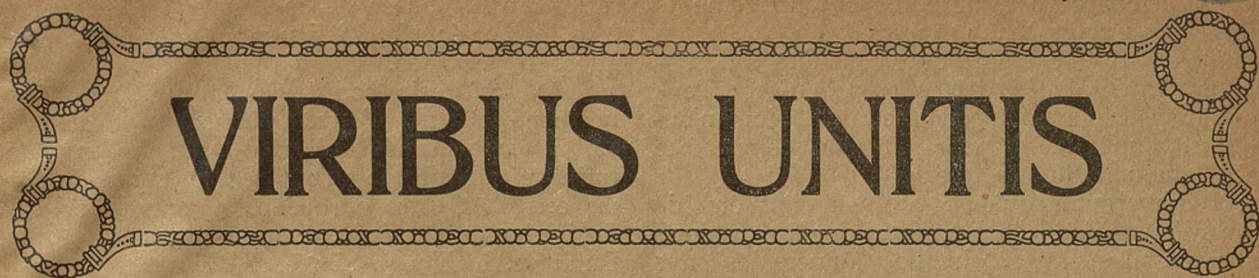
Rédaction et Administration: 19 rue Jasna, Varsovie (Pologne).



PRIX DES ANNONCE:

1 page	10.000 mk.
$\frac{1}{2}$ "	5.000 "
$\frac{1}{4}$ "	2.500 "

10158971



1-me année, N° 1.

15 mai 1921.



Biblioteka Jagiellońska



1003122608

A nos lecteurs.

La carte de l'Europe é été remaniée. Nous avons assisté à la chute d'anciens Etats despotiques dont l'existence s'étayait sur des principes de violence et d'oppression. L'Autriche-Hongrie n'est plus. La victoire des nations coalisées a refoulé l'Allemagne dans les limites de ses frontières ethnographiques. De-dessous les ruines de l'empire des tsars, a surgi toute une série de nouveaux Etats indépendants. Et nous voyons lutter pour la conquête de leur indépendance, ceux des peuples, comme les Ukrainiens et les Blancs-Ruthènes, aux quels les vicissitudes de la destinée n'ont pas permis, d'édifier jusqu'à ce jour, leur propre maison. L'idée de l'émancipation des peuples a donc triomphé Mais cette victoire a été remportée dans certaines conditions qui font qu'à l'heure qu'il est, anciens aussi bien que nouveaux Etats ont à affronter le problème inquiétant de la reconstruction d'une vie économique ruinée par la guerre.

Et ici une question se pose: ce travail de réédification est-il susceptible d'être réalisé, s'il est basé sur les anciens fondements?

Il n'y pas lieu d'envisager seulement le réveil, sous l'influence de la guerre, des masses populaires mises en effervescence, l'acuité inusitée qu'ont prise les luttes de classes, le retentissement toujours plus profond des idées de justice sociale qui cherchent à se frayer un chemin vers leur réalisation dans la vie.

Il faut aussi voir les fissures profondes dont s'est crevassé sous les coups de bélier de la guerre, tout l'édifice du système capitaliste.

La conscience de l'inéluctable nécessité d'un remaniement profond de l'organisme social se fait jour jusque dans les tréfonds de l'esprit des hommes. Et combien éloquantes sont à ce point de vue les péripéties de la crise des heures que nous vivons. Ainsi, nous avons d'une

part le chômage et la banqueroute, filles de la surproduction qui sévissent aux Etats-Unis et dans nombres d'Etats de l'Europe occidentale, la Grande-Bretagne en tête; d'autre part, c'est une pénurie inouïe de produits de toute sorte, la famine et un abaissement très notable du „standard of life” pour les populations qui habitent les Etats affligés de l'extrême dépréciation de leur papier-monnaie.

Entre ces deux mondes il y a un abîme; aucun moyen de jeter un pont qui les relie, ou de nouer des relations commerciales normales.

Que dire du fait de la dépréciation par rapport au dollar, de l'or de cet étalon, semblait-il immuable du système financier et commercial du monde entier? Et le problème des réparations? D'une part, on se rend compte de la nécessité du relèvement économique de l'Allemagne, d'autre part, on est saisi d'appréhension devant ce qui pourrait s'en suivre, notamment devant la main-mise par l'Allemagne sur les marchés des puissances coalisées, connexe de la destruction de leurs industries respectives.

Nous entendons discourir sur la nécessité d'intensifier les productions usinières et agricoles, de mettre un terme aux émissions de papier-monnaie, d'équilibrer les dépenses par les recettes de l'Etat, de renforcer le courant des exportations etc. Mais ce sont là des lieux communs qu'il est parfaitement vain de ressasser car le hic n'est pas de savoir **ce qui est** nécessaire, mais de savoir **comment** le réaliser pratiquement. Le point central du problème est de savoir si dans le complexe de conditions où vit notre époque sont toujours actifs les facteurs d'ordre psychique qui déterminèrent, au cours de la période qui précéda la guerre, le si puissant essor économique du monde. L'une des moitiés du monde pourra-t-elle sup-

porter la charge écrasante de ses engagements financiers envers l'autre moitié?

Peut-il être même question d'un amortissement intégral des dettes contractées? Tous les efforts au lieu de combler cet abîme n'auront ils simplement pour effet de déplacer le siège du mal sans le guérir?

Remarquons qu'un accroissement même de peu d'importance de l'exportation des produits fabriqués des pays à change bas vers les pays à change élevé, a déterminé dans ces derniers une intensification de la crise économique, mettant en danger leurs industries nationales respectives et a poussé ces Etats à endiguer ce mouvement naturel d'égalisation des niveaux des changes, au moyen de taxes douanières protectrices. Notons également le fait que les Etats endettés, ceux qui souffrent de la dépréciation de leur papier, ne sont pas à même de se relever économiquement, par leurs propres moyens; mais que d'autre part, tout emprunt nouveau, tout crédit qui leur est octroyé ne fait que renforcer leur état de vassalité financière, ce qui n'est guère de nature à faciliter ce nivellement des changes, condition *sine qua non* de rapports commerciaux normaux. L'oeuvre de la reconstruction économique du monde exigerait que l'aide apportée soit désintéressée, ce qui est incompatible avec l'essence même d'une économie basée sur la propriété individuelle.

Il se peut que la façon de voir énoncée ci-dessus concernant la nature de la crise que nous traversons soit erronée, que toutes les choses dont nous avons parlé soient les symptômes de grandes difficultés inhérentes aux suites de la guerre, mais qu'il ne sera pas impossible de surmonter. On peut admettre qu'une tentative de reconstruction de l'édifice social sur des bases nouvelles, ne serait qu'un saut dans le vide, bref, que le système capitaliste est le dernier mot de l'évolution des sociétés, la seule forme d'organisation sociale compatible avec ce qu'il y a de plus intime dans la nature psychique de l'homme.

S'il en était ainsi, à plus forte raison s'imposerait l'effort créateur intense de la pensée humaine.

Que les deux doctrines en présence entrent donc dans la lice où se livrent les duels féconds de la pensée, qu'on s'attelle, les manches retroussées, à la recherche de la vérité, mais qu'on en finisse, grand Dieu! avec ces galopades sans espoir dans les ornières du lieu commun, ce qui se pratique malheureusement chez nombre des nations qui ont élu domicile dans l'Europe Centrale.

Trêve de passivité en face des événements! Au rancart, tout le bric-à-brac de la politique de clocher, de cette pensée racornie qui envisage tout sous l'angle aigu de l'arrière-cour étatique.

Nous vivons des jours où les années comptent pour des siècles. Jamais ne s'est imposée avec plus de force la nécessité de la collabo-

ration de la pensée et de la vie; jamais peut-être le ponsée n'eut à jouer un rôle de si première importance.

Notre désir serait par la publication de notre périodique, d'ouvrir un chantier de travail à cette pensée créatrice qui, en dépit de tout, suit indubitablement ses voies au sein des nations du Centre européen, à commencer par la Finlande au nord, à finir au midi par la Bulgarie, la Yougo-Slavie, la Géorgie.

Nous pensons que, sur l'arrière-plan des cachets particuliers de structure sociale et des conditions d'existence qui différencient nettement ces divers pays aussi bien des Etats foncièrement capitalistes de l'Europe Occidentale que de la Russie soviétique, parviendront à se dessiner des valeurs nouvelles et qu'en notre atelier se forgeront les instruments d'émancipation fût-ce même partielle, les armes libératrices des influences venant aussi bien du Couchant que du Levant émanant d'une pensée qui, dans un cas comme dans l'autre, a pris racine dans des complexes tout différents de contingences, en des assises historiques d'un autre ordre. Nous ne sommes ni Orient, ni Occident; nous sommes le Centre Européen, et cela dans l'acception la plus vaste du terme, dépassant de beaucoup la compréhension de l'expression géographique. A notre avis, il est hors de doute, que l'évolution sociale et économique de nos régions est appelée à se manifester sous des formes spécifiques, adaptées au tréfonds historique du terrain.

Tel est l'un des principaux objectifs que nous nous sommes proposés.

Mais là ne se borne pas seulement notre programme d'action.

Nous voyons quels profonds changements a subi, du fait de la structure politique et économique du monde.

Nous voyons sur les décombres des antagonismes d'hier, surgir de nouvelles rivalités; nous assistons au travail de recristallisation, sous des faces nouvelles, des molécules politiques du monde.

Ainsi, voilà que sur ces vastes territoires où se heurtèrent, à l'exclusion de toute autre, les influences de deux grandes Puissances: l'Allemagne et la Russie, a surgi, à l'encontre des intérêts et de la volonté de celles-ci, une pléiade d'Etats indépendants territorialement faibles pour la plupart. N'y a-t-il pas lieu, pour ces nouveaux Etats de rechercher une plateforme d'action convergente, non seulement politique mais aussi économique?

L'intérêt commun ne finira-t-il pas, par dominer de toute sa hauteur, la mesquinerie des autonomies de clocher?

Ne sont-ils pas liés l'un à l'autre par la similitude de leur situation par rapport à l'Europe Occidentale? Ne sont-ils pas économiquement châtiés de la même façon par le cours dérisoire de leur papier-monnaie? Ne sont-ils pas astreints au même malthusianisme commer-

cial par rapport à l'Europe Occidentale? Ne sont-ils pas inéluctablement poussés à rechercher dans des échanges mutuels les produits qui leur manquent? Ne sont-ils pas obligés de suivre les voies d'une même politique commerciale, de se défendre contre les mêmes tentatives d'exploitation venant du dehors?

La période où nous vivons n'est pas seulement caractérisée par la profondeur des transformations sociales; c'est aussi une période de guerre économique, plus âpre que n'importe quand, avant la guerre. La gigantesque crise de surproduction qui sévit dans la plupart des grands Etats de l'Europe Occidentale ainsi qu'aux Etats-Unis, incite tous ces pays à rechercher fiévreusement de nouveaux débouchés pour l'écoulement de leurs marchandises. Les hiatus violents entre les changes des divers pays, sont une source de graves dangers pour l'industrie des nations les plus riches mais rendent simultanément ces dernières formidablement armées pour la conquête économique et pour l'exploitations des pays dont le change est bas.

Telles sont, esquissées à grands traits, les raisons qui imposent nécessairement une étroite union politique et économique à tous les Etats de l'Europe Centrale, aussi bien à ceux nouvellement créés qu'à ceux qui existaient déjà avant la guerre, de la mer Baltique à la mer Noire. Propager cette pensée, s'informer mutuellement quant aux conditions économiques régnant dans chacun des pays intéressés, don-

ner l'impulsion à des actions en commun dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture, des finances, tel est le second des principaux objectifs que nous avons en vue.

Nous conformant aux postulata énoncés ci-dessus et avec la volonté formelle d'y demeurer fidèles dans la rédaction de notre périodique, nous tenons à déclarer, et même nous insistons sur ce point, qu'en tant que rédaction nous n'appuierons de notre préférence aucune doctrine soit sociale, soit politique. Nous désirons que chacun puisse prendre la parole du haut de la tribune de notre organe, quelles que soient les convictions dont il se fera le champion; la seule condition que nous posons à cela est que les articles qu'on voudra bien nous envoyer soient maintenus à la hauteur d'un niveau convenable de pensée scientifique et qu'ils portent, dans la mesure du possible, l'empreinte du désir sincère de ce que nous avons appelé **la recherche de la vérité**.

Enfin, notre désir le plus vif serait que notre périodique, bien que paraissant en Pologne, devînt effectivement une sorte de tribune commune où se feraient entendre les voix de tous les peuples de la Baltique au Pont-Euxin, qu'il conquît partout les suffrages de nombreux lecteurs et collaborateurs et enfin que les buts que nous nous sommes posés, cessent d'être des buts et s'incarnent dans la réalité vivante des temps qui courent.

La Rédaction.

La crise économique mondiale et son contre-coup sur la situation économique des Etats baltes et pontiques.

I. Le processus de la crise.

La crise économique mondiale devient chaque jour plus aigüe.

Les nouvelles qui nous parviennent, ces temps derniers, des Etats-Unis, d'Angleterre, de Suisse, de Hollande et même de Belgique et de France, nous parlent de la baisse des prix, de crachs dans toute une série d'entreprises commerciales et industrielles, de la fermeture de nombreuses usines, de la dégringolade du cours des actions de diverses sociétés par actions, de crise intense, de chômage. Le chiffre des sans-travail en Angleterre, déparait le million: aux Etats-Unis, 2 millions, et chaque journée doit grossir les rangs de ceux qui n'ont que faire de leurs bras. Le problème du chômage

est également à l'ordre du jour, en Suisse, en Hollande, en Belgique. Le marché Américain des cotons est en plaine stagnation. Dans le seul Etat du Texas, on aurait en foui dans le sol pour ne pas le récolter, l'équivalent de 300000 balles de coton c. à d. approximativement le montant de la consommation annuelle de toute la Pologne. Les mêmes tendances en relation avec la refaction de la demande (purement artificielles, évidemment) et avec la chute violente des prix, se sont manifestées parmi les planteurs égyptiens. Les réserves des céréales invendues s'élevaient aux Etats-Unis, vers la mi-Décembre à environ 7 millions de tonnes. La chute des prix était si violente qu'au cours du même mois on se mit dans certaines localités, à utiliser le maïs comme moyen de chauffage.

Les stocks de sucre invendu représentaient, dans ces mêmes Etats-Unis, $1\frac{1}{4}$ millions de tonnes; le prix était tombé de 18—31 cents américains la livre anglaise, en Juillet 1920, à 5—13 cents au début de Décembre de la même année. En Australie, l'accumulation de l'excédent des laines se montait à $2\frac{1}{2}$ millions de balles. En Suisse, la crise industrielle bat son plein; non seulement les fabricants suisses ne parviennent pas à écouler leurs marchandises à l'étranger mais ils se voient éliminés du marché indigène par suite de la concurrence des marchandises venant du dehors, d'Allemagne, de France et vendues à bien meilleur marché. Les milieux intéressés ont demandé au gouvernement de prendre les mesures d'exception nécessaires pour protéger l'industrie du pays contre la concurrence étrangère qui menace toute une série d'industries travaillant pour l'exportation. La Hollande pour sauver son industrie s'est décidée à accorder des crédits à long terme pour les marchandises livrées aux Etats dont le change est bas.

Pour illustrer par quelques exemples ce que nous venons de dire, nous donnons ci-dessous un tableau comparatif du cours des actions de certaines sociétés par actions en Angleterre, aux Etats-Unis, en Allemagne, en Pologne, pour la période Juillet—Décembre 1920:

Bourse de New-York:

Sociétés	14 juillet	17 décembre	Variation en %
Canadian Pacific . . .	185 $\frac{7}{8}$	111 $\frac{3}{4}$	—39,8
Calumet and Hela . . .	400	220	—45,0
Ray Copper	20 $\frac{7}{8}$	11 $\frac{1}{8}$	—46,9
Reading	162	80 $\frac{1}{8}$	—50,0
China Copper	40 $\frac{3}{8}$	18	—52,6
Pensylvania	110 $\frac{3}{4}$	39 $\frac{1}{2}$	—64,3
Chicago-Milwaukee . . .	107 $\frac{1}{8}$	25	—77,9
Baltimore and Ohio . . .	98 $\frac{3}{8}$	31 $\frac{1}{4}$	—68,2
General Motors	89 $\frac{1}{2}$	13	—85,4

Bourse de Londres:

Hudson Bay	9	5 $\frac{1}{2}$	—38,8
Egypte Unified.	99 $\frac{1}{8}$	59 $\frac{1}{2}$	—39,9
Malacca	4	2	—50,0
Nat of Mexico	31	14 $\frac{1}{2}$	—53,2
Mexico Light and Power.	47	17	—63,8
Rio Tinto	68 $\frac{3}{8}$	24	—64,7
Tanganyka	5 $\frac{9}{16}$	1 $\frac{1}{8}$	—79,7
Brasil Railway ord. . . .	26	2	—92,3

Bourse de Berlin:

A. E. G.	243,25	299	+ 22,9
Hamburg-America	127	189	+ 48,8
Siemens et Halske	213,14	320,5	+ 54,5
Gelsenkirchen	183	380,25	+107,7
Harpener	178,5	517	+188,4
Bachumer	134,6	498	+269,9

Bourse de Varsovie.

Żyrardów	6100	15700	+157,0
Rudzki	3725	10100	+171,7
Starachowice	3000	9200	+206,6
Lilpop	4400	16200	+262,1

Le sens de la crise est des plus clairs. Nous sommes, de toute évidence en présence d'une crise de surproduction périodique, dans le genre de celles que nous avons vues à l'époque d'avant-guerre. Le seule différence est que la crise qui sévit aujourd'hui est limitée quant à son champ de dévastation; elle n'affecte notamment que ceux des Etats dont le change a dépassé un certain niveau; plus le change est faible, moins la crise est aigüe. Les pays dont le papier—monnaie se négocie aux „pieds—mouillés“ ignorent à peu près complètement la dite crise de surproduction; ce qui apparaît on ne peut plus clairement à l'inspection du tableau ci-dessus (relèvement du cours des valeurs industrielles en Allemagne et en Pologne) mais ces Etats souffrent également d'une grave crise qui, seulement est de tout autre nature. En effet, ce dont on souffre ici c'est du manque de production, de la pénurie des capitaux et des marchandises et de l'impossibilité d'effectuer des achats par suite de la dépréciation du papier—monnaie. Emissions répétées de coupures, accroissement de la Dette publique, renchérissement de la vie, déficits budgétaires chroniques dont on bouche les trous à coups de papiers nouveaux, voilà les symptômes extérieurs de la crise qui sévit dans les Etats affligés d'un mauvais change.

Nous donnons ci-dessous un tableau du cours des changes de divers Etats, à la bourse de New-York, en 1919 et en 1920. A l'examen de ce tableau, on comprendra sans peine les difficultés aux quelles se heurtent les relations commerciales entre les Etats dont les changes sont d'une part élevés, d'autre part, bas.

Cours des changes à la Bourse de New-York en 1919 et en 1920.

a) Etats au change normal ou dont la dépréciation par rapport au court d'avant-guerre ne dépasse pas 10%.

Indes anglaises.

Date. Cours. Variation en % par rapport au cours d'avant guerre.

27-III 1919	35,73 c.	+ 10,14
30-I 1920	42,00 „	+ 29,47
30-VI 1920	35,51 „	+ 9,46
17-XII 1920	35,51 „	+ 9,46

Japon.

27-III 19	59,50 c.	+ 19,36
30-I 20	49,25 „	+ 1,20
30-VI 20	51,54 „	+ 3,39
17-XII 20	49,50 „	+ 0,70

République Argentine,

27-III	1919	43,95	+	3,56
30-I	1920	43,25	+	1,91
30-VI	1920	41,95	—	1,15
17-I	1921	35,50	—	16,49

b) Etats dont le change comparé à celui d'avant-guerre, a subi une dépréciation de 10 à 40%.

Canada.

Date. Cours. Variation en % par rapport au cours d'avant-guerre.

27-III	19	97,62	c.	— 2,38
30-I	20	89,29	"	—10,71
30-VI	20	89,97	"	—10,03
17-XII	20	89,97	"	—10,03

Sud-Africain.

27-III	19	4,63	d.	— 4,25
30-I	20	3,57	"	—26,62
30-VI	20	4,22	"	—13,29
17-XII	20	4,22	"	—13,29

Nouvelle-Zélande.

27-III	19	4,63	d.	— 4,95
30-I	20	3,55	"	—27,10
30-VI	20	3,98	"	—18,22
17-XII	20	3,98	"	—18,22

Australie.

27-III	19	4,63	d.	— 4,95
30-I	20	3,55	"	—27,10
30-VI	20	3,98	"	—18,22
17-XII	20	3,98	"	—18,22

Suisse.

27-III	19	5,02	fr.	+	3,24
30-I	20	5,6	"	—	7,46
30-VI	20	5,5	"	—	5,77
17-XII	20	6,51	"	—	20,45

Hollande.

27-III	19	40,125	c.	— 0,18
30-I	20	38,375	"	— 4,53
30-VI	20	35,75	"	—11,06
17-XII	20	31,25	"	—22,49

Suède.

27-III	19	26,9	c.	+	0,37
30-I	20	19,7	"	—	26,5
30-VI	20	22,1	"	—	17,54
17-XII	20	19,75	"	—	26,3

Grande-Bretagne.

27-III	19	4,6025	d.	— 5,43
30-I	20	3,53	"	—27,47
30-VI	20	3,2585	"	—18,66
17-XII	20	3,4775	"	—28,56

Espagne.

27-III	19	20,15	c.	+	4,40
30-I	20	18,4	"	—	4,66
30-VI	20	16,55	"	—	14,25
17-XII	20	13,05	"	—	32,4

c) Etats dont le change comparé à celui d'avant-guerre, a subi une dépréciation de 40 à 70%.

Norvège.

Date. Cours. Variation en % par rapport au cours d'avant-guerre.

27-III	19	25,85	c.	— 3,54
30-I	20	17,70	"	—33,96
30-VI	20	16,35	"	—33,96
17-XII	20	16,35	"	—38,99

Danemark.

27-III	19	25,40	c.	— 5,22
30-I	20	16,30	"	—39,18
30-VI	20	16,35	"	—38,99
17-XII	20	14,85	"	—44,59

Brésil.

27-III	19	25,750	c.	—20,62
30-I	20	27,125	"	—16,38
30-VI	20	25,750	"	—20,62
17-XII	20	15,100	"	—54,10

Grèce.

27-III	19	19,25	c.	— 0,26
30-I	20	13,50	"	—30,05
30-VI	20	12,85	"	—33,42
17-XII	20	7,45	"	—61,40

Belgique.

27-III	19	6,12	fr.	—15,32
30-I	20	13,65	"	—62,03
30-VI	20	11,45	"	—54,74
17-XII	20	15,82	"	—67,26

France.

27-III	19	5,98	fr.	—13,34
30-I	20	13,18	"	—60,68
30-VI	20	12,04	"	—56,96
17-XII	20	16,69	"	—68,96

d) Etats dont le change, comparé à celui d'avant-guerre, a subi une dépréciation de 70 à 90%.

Italie.

Date. Cours. Variation en % par rapport au cours d'avant-guerre.

27-III	19	7,90	lit.	34,4
30-I	20	15,48	"	—66,52
30-VI	20	16,75	"	—69,06
17-XII	20	28,13	"	—81,58

Finlande.

27-III	19	10,20	c.	-47,13
30-I	20	4,00	"	-79,27
30-VI	20	4,33	"	-77,56
17-XII	20	2,39	" *)	-89,96

Etats dont le change, comparé à celui d'avant-guerre, a subi une dépréciation de 90 à 100%.

Yougoslavie.

Date. Cours. Variation en % du change par rapport au cours d'avant-guerre.

27-III	19	4,35	c.	-78,54
30-I	20	1,10	"	-94,57
30-VI	20	6,45	"	-92,84
17-XII	20	2,72	" *)	-86,57

Bulgarie.

27-III	19	13,00	c.	-67,39
30-I	20	2,20	"	-88,60
30-VI	20	1,75	"	-90,93
17-XII	20	1,20	" *)	-93,83

Roumanie.

27-III	19	10,69	c.	-44,58
30-I	20	1,90	"	-90,16
30-VI	20	2,34	"	-87,88
17-XII	20	1,17	" *)	-93,93

Tchéco-Slovaquie.

27-III	19	6,06	c.	-70,09
30-I	20	1,40	"	-93,09
30-VI	20	2,39	"	-88,20
17-XII	20	1,14	" *)	-94,37

Allemagne.

27-III	19	9,12	c.	-61,69
30-I	20	1,30	"	-94,54
30-VI	20	2,64	"	-88,92
17-XII	20	1,26	"	-94,71

Autriche.

27-III	19	3,66	c.	-82,03
30-I	20	0,35	"	-98,27
30-VI	20	0,73	"	-96,40
17-XII	20	0,20	"	-99,01

Hongrie.

27-III	19	—	—	—
30-I	20	—	—	—
30-VI	20	0,66	c.	-96,74
17-XII	20	0,66	"	-96,74

Pologne.

27-III	19	8,00	c.	-66,43
30-I	20	0,95	"	-96,01
30-VI	20	0,77	"	-96,77
17-XII	20	0,17	" *)	-99,28

Des chiffres alignés dans les tableaux ci-dessus on peut tirer les conclusions suivantes:

1) Pour la première période de l'après-guerre, et concernant le niveau du change, on peut distinguer trois groupes: a) le groupe des changes normaux ou tout au moins, dont la dépréciation n'a pas dépassé 10% du cours d'avant-guerre. Faisaient partie de ce groupe en premier lieu les Etats neutres du continent européen, les Etats transocéaniques ainsi que l'Angleterre. b) le groupe dont la dépréciation du change unie dans les limites de 10 à 40% des cours d'avant-guerre. Dans ce groupe nous trouvons les Etats dits Alliés. c) Le 3-me groupe englobe les Etats dont la dépréciation du change a atteint de 40% jusqu'à 75% des cours d'avant-guerre. Rentrant dans ce groupe les Etats qui ont perdu la guerre ainsi que les Etats nouveaux. Pendant cette première période, le cours du dollar s'est trouvé en situation d'infériorité par rapport au cours des changes des Etats neutres de l'Europe ainsi que de certains Etats transocéaniques. La chose était causée avant tout par le fait que les Etats-Unis, après leur adhésion à la coalition, octroyèrent de larges crédits à leurs alliés qui couvraient leurs engagements envers les neutres par chèques tirés sur New-York. La nécessité où se trouvèrent les neutres d'avoir à couvrir les demandes du marché intérieur par la production de l'industrie locale; du fait des formidables difficultés qui paralysèrent l'arrivage des marchandises du dehors, ainsi que d'autre part, le violent appel à l'importation des pays en guerre, tout cela fut cause que les Etats neutres connurent des gains formidables et virent affluer dans leurs coffres-forts l'or et les papiers de valeur des Etats en guerre.

2. Au cours du 2-me semestre 1919 et du 1-er semestre 1920, nous constatons un changement notable dans la situation des changes.

Ceux des Etats européens qui ont pris part à la guerre, se ruent à l'assaut des magasins bondés dans les marchés des Etats-Unis et des autres Etats transocéaniques. La guerre a été longue; les réserves de marchandises ont été épuisées; il faut à tout prix combler les vides. Mais d'autre part, les capitaux manquent. On achète à crédit ou on paye au moyen d'emprunts contractés spécialement dans ce but; enfin, on offre son papier-monnaie si déprécié soit-il. Il s'établit donc un courant d'échangers, si on peut dire, unilatéral. Les Etats de l'Europe achetaient à tour de bras sans que ces importations soient balancées par un mouvement d'exportation. Il ne pouvait en résulter qu'une baisse effrénée des changes. Ainsi, nous voyons le papier-monnaie des pays vaincus et des Etats nouveaux, qui ont le plus souffert économiquement du fait de la guerre, subir une chute de 90 à 99% par rapport au dollar; nous voyons les coupures italiennes et finlandaises (surtout les premières) tendre rapidement vers le niveau du change des pays vaincus et

*) Calculé indirectement d'après les cours de la Bourse de Londres.

des Etats nouveaux; le papier grec qui s'était jusque là maintenu à son niveau normal tombe au niveau précédemment occupé par le change français, par le change belge etc.

Se modifie également le rapport du dollar aux coupures des Etats dits neutres. Un bilan commercial négatif par rapport à l'Amérique, en 1919, détermine un reflux de l'or, des papiers de valeur, et plus tard du papier-monnaie; les cours des changes baissent. La „faim du dollar” des Etats-Voisins n'est pas sans exercer son influence: ainsi l'Allemagne achetait les dollars dont elle avait besoin sur les marchés hollandais et suisses; La France achetait en Espagne etc.

Et ainsi, les papiers suisses, espagnols, suédois qui tout d'abord primaient le dollar, ainsi que les papiers danois et hollandais dont le cours était légèrement plus bas, retombent au-dessous du pair d'avant-guerre, sans que cette baisse dépasse, pour l'instant 10%. De même, le dollar tout d'abord primé par les papiers sud-américains et par les roupies indiennes, remonte et finit par primer ceux-ci.

3) Au cours du second semestre 1920, après un éphémère et relativement peu important mouvement de hausse (mai-juillet), conséquence directe du premier flux de la crise, nous assistons à une nouvelle dégringolade du papier-monnaie européen et transocéanique. Parmi les papiers transocéaniques les plus affectés sont les valeurs argentines et brésiliennes; parmi les neutres, c'est l'Espagne et la Grèce qui vont en tête de file; parmi les alliés: la France et l'Italie, parmi les vaincus et parmi les nouveaux venus: la Pologne, l'Autriche, la Hongrie. Ce mouvement de baisse fut déterminé en grande partie par le retrait par les Etats-Unis des crédits qu'ils avaient accordés jusque là; ce qui provoque sur le marché une demande accrue du dollar non seulement pour le paiement au comptant des achats, (dont certains étaient indispensables et certains ne l'étaient pas) mais aussi dans des buts de thésaurisation. Ce qui devait s'en suivre, arriva: les anivages d'Amérique en Europe se renêfièrent et vint alors crise de surproduction dont nous avons parlé plus haut.

Il est difficile aujourd'hui de pronostiquer à coup sûr, de l'allure que suivra dans la suite le mouvement des changes. Un relèvement des papiers européens, peut être éphémère, mais probablement plus accentué qu'en mai-juillet 1920, semble des plus plausibles. La vraie emblance d'une telle supposition est étayée d'une part sur ce qu'on a vu lors de la crise précédente, d'autre part, sur le fait du refrénement de la course au dollar qui doit inévitablement être

déterminée par l'abaissement de la capacité d'achat de l'Europe. Devra entrer également en jeu l'octroi de larges crédits (pour l'Europe) à ceux des Etats dont la situation monétaire est relativement bonne aux fins de tempérer la crise dont ils souffrent. Le fait que les papiers haut cotés ont été achetés dans des buts de thésaurisation peut avoir pour conséquence, en face du faiblissement dans la demande du dollar, de causer, à un moment donné un mouvement d'offre exagérée; le résultat serait une baisse beaucoup plus accentuée que celle à laquelle on s'attend. Mais à raisonner logiquement, il y aurait lieu de s'attendre, après une période de baisse plus ou moins forte, à un nouveau reflux de hausse, corollaire immédiat du renforcement des achats que, profitant de l'heureuse conjoncture l'Europe toujours affamée ne manquera pas de faire; sans compter les versements qui seront à effectuer en couverture des achats du jour et de la veille et en paiement des intérêts échus.

Un revirement durable en faveur de l'Europe ne pourrait être le résultat que de l'établissement d'une balance positive du bilan des paiements ou plutôt du bilan commercial par rapport à l'Amérique, chose qui ne pouvait être, que si concomitante d'un relèvement de son industrie et de son agriculture. Tant que nous n'en serons pas là, il ne pourra être question d'amélioration qui ne soit illusoire, qui ne soit éphémère.

II.

Des bilans commerciaux et du caractère des relations commerciales entre Etats à dénivèlement accentué du cours des changes.

Comment se présentaient jusqu'à présent les bilans de paiements des Etats de l'Europe? Il est très difficile de répondre avec précision à cette question, étant donné le manque de matériaux et de rapports adéquats. Par contre, nous possédons certaines données numériques relatives aux bilans commerciaux des principaux Etats, pour la période de la guerre et pour l'année 1919. Nous reproduisons ci-dessous les chiffres en question, avec cette restriction que ces informations sont sérieusement sujettes à *caution* du fait de la mobilité extrême du cours des changes, du prix des marchandises ainsi que du fait de la divergence des méthodes de calcul des valeurs de l'importation et de l'exportation appliquées par les divers Etats.

Bilans commerciaux pour la période de la guerre et pour 1919

(valeurs approximatives en milliers de dollar¹⁾).

I. Etats transocéaniques.

Nom.	Balance en \pm du bilan com- merc. en 1.000 d'unités monétaires	Cours moyen actuel du change par rapport au dollar	Boni (+) ou déficit (—) en 1.000 de dollars	Totaux pour la période 1914—1919
1. Etats-Unis	1914 + 324.300	—	—	+15.608.483
	1915 + 1776 075	—	—	
	1916 + 3091.006	—	—	
	1917 + 3281.044	—	—	
	1918 + 3118.314	—	—	
	1919 + 4017.744	—	—	
2. Canada	1914 + 102.000	1 dol. = 1 dol.	—102.000	+1.503.603
	1915 + 163 000	"	+163.000	
	1916 + 325.000	"	+325.000	
	1917 + 542.000	"	+542.000	
	1918 + 323.000	"	+323.000	
	1919 + 262.582	1 dol. = 96,2 c.	+252.603	
3. Indes ¹⁾	1914 + 337.894 mille roupies	1 d. = 3,08 roupies	+109.705	+1.302.029
	1915 + 478.107 "	1 d. = 3,16 "	+151.300	
	1916 + 850.669 "	1 d. = 3,11 "	+273.527	
	1917 + 854.434 "	1 d. = 3,01 "	+283.865	
	1918 + 826.288 "	1 d. = 2,95 "	+280.097	
	1919 + 731.762 "	1 d. = 2,41 "	+303.535	
4. Argentine.	1914 + 89.601 mille pesos d'or	1 dol. = 1,037 p.	+ 77.725	+1.040.991
	1915 + 276.691 "	"	+266.722	
	1916 + 206.869 "	"	+198.487	
	1917 + 169.849 "	"	+163.788	
	1918 + 345.600 "	"	+333.269	
5. Japon ²⁾ .	1914 — 4.634 mille yènes	1 d. = 2,006 yen	— 2.310	+675.751
	1915 + 175.856 "	1 d. = 2,028 "	+ 86.714	
	1916 + 371.041 "	1 d. = 1,98 "	+187.394	
	1917 + 567.194 "	1 d. = 1,98 "	+286.461	
	1918 + 293.957 "	1 d. = 1,89 "	+155.532	
	1919 — 74.586 "	1 d. = 1,93 "	— 38.640	
6. Brésil ³⁾	1914 + 179 427 mille milreis	1 d. = 3,08 milreis	+ 58.255	+601.047
	1915 + 462.534 "	1 d. = 4,21 "	+109.865	
	1916 + 326.129 "	1 d. = 4,17 "	+ 78.208	
	1917 + 354.437 "	1 d. = 4,04 "	+ 87.731	
	1918 + 147.695 "	1 d. = 3,87 "	+ 38.164	
	1919 + 844.361 "	1 d. = 3,69 "	+228.824	
7. Cuba.	1914 + 56.879 mille dollars	1 dol. = 1 dol.	—	+475.210
	1915 + 98.843 "	"	—	
	1916 + 108.293 "	"	—	
	1917 + 95.492 "	"	—	
	1918 + 115.703 "	"	—	

¹⁾ Voir: comptes-rendus de la conférence financière de Bruxelles, „Almanach Gotha“ pour 1920., „Weltwirtschaftliches Archiv“ 1914 — 20., „Monthly Bulletin of Statistics“ 1920., „Currencies after the war“ 1919.

²⁾ Nous calculons indirectement le cours par rapport au dollar sur la base des cours de la Bourse de Londres.

³⁾ Cours de 1915, 1916, 1917 calculés indirectement d'après les cotations de la Bourse de Londres.

³⁾ Cours de 1917 et 1918 calculé d'après les cotations de la Bourse de Londres.

8. Etats-Unis de Malaisie	1914	—	—	—	—	—
	1915	+11.879	mille livres	1 L. = 4,756	d.	+ 56.496
	1916	+17.538	"	1 L. = 4,76	"	+ 83.480
	1917	+23.189	"	1 L. = 4,76	"	+110.379
	1918	+17.303	"	1 L. = 4,76	"	+ 82.362
	1919	+18.699	"	1 L. = 4,35	"	+ 81.340
						+414.057
9. Nouvelle- Zélande.	1914	+ 4.200	mille livres	1 L. = 4,8666	d.	+20.439
	1915	+ 9.000	"	1 L. = 4,756	"	+42.804
	1916	+ 7.000	"	1 L. = 4,76	"	+33.320
	1917	+ 9.900	"	1 L. = 4,76	"	+47.124
	1918	+ 4.100	"	1 L. = 4,76	"	+19.516
	1919	+22.224	"	1 L. = 4,35	"	+96.674
						+259.877
10. Egypte.	1914	—	—	—	—	—
	1915	+ 7.718	mille livres	1 L. = 4,756	d.	+ 37.560
	1916	+ 6.608	"	1 L. = 4,76	"	+ 31.227
	1917	+ 9.210	"	1 L. = 4,76	"	+ 43.839
	1918	+ 5.785	"	1 L. = 4,76	"	+ 27.536
	1919	+33.588	"	1 L. = 4,35	"	+146.107
						+231.197
11. Australie.	1914	— 5.184	mille livres	1 L. = 4,8666	d.	— 25.228
	1915	— 5.880	"	1 L. = 4,756	"	— 27.965
	1916	—12.720	"	1 L. = 4,76	"	— 60.547
	1917	+ 9.984	"	1 L. = 4,76	"	+ 47.523
	1918	+13.356	"	1 L. = 4,76	"	+ 63.574
	1919	+48.773	"	1 L. = 4,35	"	+212.162
						+209.519

II. Etats d'Europe dits neutres.

1. Hollande.	1914	—384.000	mille guld.	1 d. = 2,48	g.	—154.838
	1915	—362.000	"	1 d. = 2,45	"	—147.755
	1916	—546.000	"	1 d. = 2,37	"	—230.379
	1917	—339.000	"	1 d. = 2,38	"	—142.437
	1918	—356.000	"	1 d. = 2,08	"	—171.153
	1919	—414.000	"	1 d. = 2,60	"	— 543.846
						—1390.408
2. Finlande.	1914	— 95.000	mille marcs d'or	1 d. = 5,31	mk.	— 17.890
	1915	— 311.900	"	1 d. = 6,46	"	— 48.281
	1916	— 452.200	"	1 d. = 7,23	"	— 62.544
	1917	— 787.100	"	1 d. = 7,49	"	—105.086
	1918	— 277.200	"	1 d. = 8,40	"	— 33.000
	1919	—1662.100	"	1 d. = 17,57	"	— 94.598
						—361.399
3. Norvège ⁴⁾ .	1914	—157.255	mil. couron.	1 d. = 3,73	couron.	— 42.159
	1915	—191.208	"	1 d. = 4,04	"	— 47.328
	1916	—365.332	"	1 d. = 3,81	"	— 95.887
	1917	—869.936	"	1 d. = 3,33	"	—261.242
	1918	—499.382	"	1 d. = 3,27	"	—152.716
	—	—	—	—	—	—
						—599.332
4. Danemark.	1914	+ 72.000	mille cour.	1 d. = 3,73	couron.	+ 19.303
	1915	— 28.000	"	1 d. = 3,82	"	— 7.340
	1916	— 49.000	"	1 d. = 3,50	"	— 14.000
	1917	— 17.000	"	1 d. = 3,42	"	— 4.970
	1918	—202.000	"	1 d. = 3,34	"	— 60.479
	1919	—1623.000	"	1 d. = 4,28	"	—379.205
						—446.691

⁴⁾ Cours pour les années 1914 — 1915, calculés d'après les cotations de la Bourse de Londres.

5. Suisse.	1914	— 291.521 mille francs	1 d. = 5,18 ¹ / ₄ fr.	— 56.521	
	1915	— 9.972 „	1 d. = 5,29 „	— 1.885	
	1916	+ 69.210 „	1 d. = 5,19 „	+ 11.986	
	1917	— 82.191 „	1 d. = 4,78 „	— 17.194	
	1918	— 438.292 „	1 d. = 4,41 „	— 99.385	
	1919	— 335.300 „	1 d. = 5,41 „	— 43.493	— 206.492
6. Suède.	1914	+ 45.000 mil. couron.	1 d. = 3,73 kor.	+ 12.064	
	1915	+ 173.000 „	1 d. = 3,78 „	+ 45.767	
	1916	+ 417.000 „	1 d. = 3,46 „	+ 120.520	
	1917	+ 591.000 „	1 d. = 2,89 „	+ 204.498	
	1918	+ 117.000 „	1 d. = 3,05 „	+ 38.360	
	1919	— 910.300 „	1 d. = 4,09 „	+ 222.567	+ 198.642
7. Espagne ⁵⁾ .	1914	— 154.500 mille peset.	1 d. = 5,18 ¹ / ₄ p.	+ 29.813	
	1915	+ 274.200 „	1 d. = 5,52 „	+ 49.673	
	1916	+ 448.200 „	1 d. = 5,04 „	+ 88.928	
	1917	+ 577.500 „	1 d. = 4,43 „	+ 130.361	
	1918	+ 362.700 „	1 d. = 4,33 „	+ 83.764	
	1919	+ 460.200 „	1 d. = 5,11 „	+ 90.058	+ 472.597
III. Etats européens dits alliés.					
1. France.	1914	— 1.584.000 mil. fran.	1 d. = 5,18 ¹ / ₄ fr.	— 305.644	
	1915	— 9.099.000 „	1 d. = 5,4277 „	— 1657.950	
	1916	— 1.442.500 „	1 d. = 5,89 „	— 2449.066	
	1917	— 21.541.000 „	1 d. = 5,77 „	— 3771.403	
	1918	— 17.578.000 „	1 d. = 5,655 „	— 3108.399	
	1919	— 21.065.000 „	1 d. = 7,83 „	— 2690.293	— 13.982.755
2. Grande-Bretagne.	1914	— 170.440 mille livres	1 L. = 4,8666 d.	— 829.463	
	1915	— 367.963 „	1 L. = 4,756 „	— 1750.032	
	1916	— 344.660 „	1 L. = 4,76 „	— 1640.581	
	1917	— 467.407 „	1 L. = 4,76 „	— 2224.857	
	1918	— 783.787 „	1 L. = 4,765 „	— 3734.745	
	1919	— 669.204 „	1 L. = 4,19 „	— 2803.064	— 12.903.642
3. Italie.	1914	— 713.000 mil. liras	1 d. = 5,18 ¹ / ₄ lit.	— 137.578	
	1915	— 2.170.000 „	1 d. = 6,47 „	— 335.394	
	1916	— 5.302.000 „	1 d. = 6,58 „	— 805.775	
	1917	— 10.682.000 „	1 d. = 7,48 „	— 1427.777	
	1918	— 12.694.000 „	1 d. = 7,86 „	— 1615.012	
	1919	— 11.328.000 „	1 d. = 9,61 „	— 1178.772	— 5.500.308

REMARQUE.

Pour ce qui concerne le bilan commercial des Etats Centraux pour la période 1914—1919, nous ne possédons presque pas de données numériques. Les calculs qui auront pu être faits, n'ont en tout cas, pas été publiés. Dans le rapport présenté par l'Allemagne à la Conférence financière de Bruxelles, le déficit global du bilan

⁵⁾ La différence marquée entre, d'une part les engagements des Etats européens tels qu'ils résultent du bilan commercial, et d'autre part, les bénéfices correspondants des Etats transocéaniques, caractérise suffisamment la valeur des méthodes de calcul appliquées par les divers Etats. Il se peut que dans une certaine mesure cette différence puisse s'expliquer par les faits que les calculs des Etats européens basés sur les déclarations d'importation, impliquent dans certains cas les montants non négligeables des frais de transport et des droits de douane.

commercial de ce pays pour la période allant des premiers jours de la guerre à la fin d'Août 1920, est de 33 milliards de marks. Les émanations de source anglaise qu'à 438.4 millions de livres sterlings le déficit du bilan commercial de la Hongrie pour la période 1914—1917. Si, d'une part la somme alléguée par les Allemands paraît avoir été intentionnellement corsée, il est des plus plausibles d'autre part qu'il faille considérer le second chiffre comme bien inférieur au chiffre réel.

Sur la base des données présentes dans les tableaux ci-dessus, on peut tirer les conclusions suivantes: 1-^o En toute netteté, apparaît une convergence remarquable dans l'orientation des bilans commerciaux d'une part, et des changes, d'autre

part; donc aussi bien sur la base du cours des changes que d'après les bilans commerciaux, on peut classer l'ensemble des Etats en quatre groupes:

- A) Etats transocéaniques, Etats - Unis en tête.
- B) Etats européens dits neutres.
- C) Etats dits alliés.
- D) Etats vaincus et Etats de création nouvelle.

Dans le premier groupe c.à.d. dans celui des Etats transocéaniques, plus de 70% du total des bénéfices mis en évidence par les bilans commerciaux constituent la part des Etats-Unis.

Dans le groupe des Etats européens neutres, on peut distinguer deux sous-groupes d'une part, la Hollande, le Danemark, la Suisse; d'autre part, l'Espagne et la Suède. Effectivement, la Finlande appartient au 4-me groupe, notamment, à celui des Etats de création nouvelle). Pour ce qui est des trois premiers, nous constatons un bilan commercial négatif; pour les deux autres Etats, le bilan commercial se boucle par une plus-value. Or nous constatons que l'allure des changes ne concorde pas ici avec celui des bilans commerciaux, ce qui indique qu'il entre en jeu d'autres facteurs. De même, peut nous paraître étrange de prime abord, la baisse du change italien devançant notablement celle des changes français et anglais.

2) Au cours de 1919, les *exportations* dépassent considérablement le chiffre des importations dans les Etats transocéaniques dotés d'une large production agricole et de matières premières. (Etats-Unis, Argentine, Brésil, Australie, Egypte, Nouvelle-Zélande etc.). Par contre, chez les Etats neutres du continent on constate un accroissement brusque, très accentué des *importations* par rapport aux exportations (Hollande, Danemark, Suède) contrairement à ce qu'on voit se produire chez les Etats Alliés (Angleterre, Italie, France) où se manifeste une certaine tendance à un ralentissement qualitatif et surtout quantitatif du mouvement (et par suite de l'excédent) des importations.

Mais ce phénomène n'a de positif que les apparences. Il n'est aucunement représentatif de la situation effective des marchés intérieurs de ces pays et il ne peut être considéré comme symptôme d'une amélioration des conditions économiques indigènes. Le retard aux importations a été, en l'occurrence, fonction directe de la difficulté d'effectuer les achats par suite de la dégringolade ininterrompue des changes.¹⁾

Le même phénomène, mais centuple dans son intensité, s'est produit chez tous les Etats du quatrième groupe où l'appel des besoins intérieurs à l'importation ne peut être comparé,

quant à son acuité, même de loin à celui de la France ou même de l'Italie.

Pour ce qui est des pays neutres notamment de ceux dont le change est au pair ou même prime le dollar, l'accroissement des importations par rapport aux exportations est en soi tout ce qu'il y a de plus compréhensible. Ces Etats étaient à même de satisfaire dans leur quasi intégralité les besoins de produits divers dont ils avaient été sevrés par la force des événements au cours de la guerre.

Une analyse détaillée mettra encore plus clairement en évidence le caractère déficitaire des rapports commerciaux de l'Europe avec les pays transocéaniques (voir les tableaux ci-dessus relatifs aux bilans commerciaux). Nous donnons plus loin quelques valeurs numériques, concernant le commerce extérieur de certains Etats en 1919, et qui jettent quelque lumière sur le degré d'interdépendance de ces Etats et qui seront une excellente illustration du niveau de leurs changes.

1. Etats-Unis (en milliers de dollars).

Commerce avec les principaux pays transocéaniques.

Excédent des importations sortant des Etats-Unis: +

Excédent des importations entrant aux Etats - Unis: —

Canada	+ 239.573
Indes	— 240.632
Cuba	— 140.219
Brésil	— 118.915
Chine	— 51.903
Japon	— 43.488
Argentine	— 43.190
Mexique	— 17.474

Commerce avec les principaux Etats Européens mêmes signes conventionnels (+ —) que ci-dessus.

Angleterre	+ 1.969.989
France	+ 769.498
Italie	+ 383.629
Belgique	+ 370.176
Hollande	+ 179.627
Danemark	+ 157.763

2. Canada (en milliers de dollars).

Commerce avec les principaux Etats transocéaniques mêmes signes conventionnels (+ —) que ci-dessus (par rapport au Canada).

Newfoundland	+ 14.408
Australie	+ 11.979
Afrique du Sud	+ 9.836
Argentine	+ 5.141
Chine	+ 3.574
Nouv. Zélande	+ 3.508
Chili	+ 1.899
Indes anglaises	+ 776
Brésil	+ 533

¹⁾ A ce point de vue, la Grande-Bretagne constitue une exception.

Etats-Unis	285.961
St. Domingue	— 10.422
Cuba	— 6.923
Guyane angl.	— 5.129
Japon	— 5.128
Indes holland	— 2.832
Mexique	— 2.159
Pérou	— 4.212

Commerce avec les principaux Etats Européens.

France	+58.329
Belgique	+19.079
Grèce	+16.068
Italie	+16.050
Roumanie	+ 8.022
Norvège	+ 4.001
Hollande	+ 2.479
Suède	+ 587
Suisse	— 3.137

3. Argentine (en milliers de pesos-papier) (1918).

Commerce avec les principaux pays transocéaniques, même signes conventionnels (+ —) rapportés à l'Argentine.

Etats - Unis	+31.541
Japon	—21.013
Indes angl.	—16.089
Mexique	—13.514
Brésil	10.960

Commerce avec principaux Etats d'Europe.

Angleterre	+117.797
France	+ 54.918
Belgique	+ 36.513
Hollande	+ 35.655
Danemark	+ 13.926
Norvège	+ 13.671
Italie	+ 10.440
Espagne	— 18.829

4. Angleterre (en milliers de livres st.)

Commerce avec les principaux Etats transocéaniques mêmes signes conventionnels (+ —).

Etats-Unis	—509.136
Canada	99.276
Argentine	60.618
Australie	85.321
Indes angl. et. }	61.686
Indes occident. }	
Nouv. Zélande	43.105
Egypte	41.314
Cuba	15.404
Afrique du Sud et }	17.767
Afrique occidentale }	
Japon	11.098

Commerce avec les principaux Etats européens.

France	+98.420
Belgique	+38.736
Danemark	+24.679

Allemagne	+13.703
Italie	+13.080
Hollande	+12.765
Turquie	+12.667
Norvège	+10.346
Roumanie	+ 5.580
Autriche	+ 980
Espagne	—23.687
Suède	—11.131
Portugal	— 5.275
Grèce	— 3.855
Suisse	— 1.125

5. Suisse (en milliers de francs).

Commerce transocéanique.

Canada	+ 24.451
Etats-Unis	—605.086
Argentine	—170.533
Indes hollandaises	—138.784
Brésil	— 31.771
Japon	— 31.072
Indes anglaises	— 3 372
Australie	— 3.355

Commerce avec les principaux Etats européens.

Allemagne	+215.501
Autriche	+172.859
Suède	+125.450
Russie	+117.578
Hollande	+ 97.168
France	+ 94.633
Roumanie	+ 72.954
Norvège	+ 51.257
Danemark	+ 61.356
Turquie	+ 39.535
Espagne	—144.268
Italie	— 42.414
Grande-Bretagne	— 15.928
Belgique	— 7.720

6. Hollande (en milliers de florins).

Commerce transocéanique.

Etats-Unis	—492.226
Indes hollandaises	—165.492
Argentine	—157.678

Commerce avec les principaux Etats d'Europe.

Danemark	+ 14.875
France	+ 5.478
Allemagne	— 315.007
Angleterre	— 98.109
Belgique	— 40.091
Suède	— 38.617

7. France (en milliers de francs).

Commerce transocéanique.

Etats-Unis	—7.513.226
Argentine	—1.173.794
Brésil	728.954

Algérie	288.110
Maroc	88.751

Commerce avec les principaux Etats d'Europe.

Allemagne . . . +	693.272
Belgique . . . +	248.980
Angleterre . . . -	5.794.501
Espagne . . . -	810.826
Italie . . . -	327.753

8. Italie (en milliers de livres).

Commerce transocéanique.

Tripolitaine . . +	76.223
Etats-Unis . . -	6.947.910
Argentine . . -	1.285.312
Indes . . . -	754.247
Brésil . . . -	324.820
Egypte . . . -	147.860
Tunisie . . . -	55.440

Commerce avec les principaux Etats d'Europe.

France . . . +	411.568
Suisse . . . +	285.267
Grèce . . . +	94.443
Angleterre . . -	1.556.772
Espagne . . . -	150.451

9. Finlande (en milliers de marks).

Commerce transocéanique.

Etats-Unis . . . -	618.362
Argentine . . . -	62.649
Brésil . . . -	42.933

Commerce avec les Etats d'Europe.

France . . . +	59.642
Angleterre . . . -	301.909
Suède . . . -	256.140
Danemark . . . -	229.152
Allemagne . . . -	77.676
Hollande . . . -	1.491

Des données ci-dessus il résulte que pratiquement aucun des Etats européens n'avait de bilan commercial positif pour ce qui est de ses rapports commerciaux transocéaniques *). Les soldes déficitaires de tous ces Etats, notamment par rapport aux Etats-Unis, à l'Argentine, aux Indes, au Brésil, étaient extrêmement élevés. Entre les Etats d'Europe dits neutres, avec l'Angle-

terre d'une part, et les autres Etats de l'Europe d'autre part, s'étaient, d'une façon générale, établis les mêmes rapports qu'entre l'Amérique et l'Europe (dans son ensemble). Analogue était le rôle des Etats Alliés par rapport aux Etats vaincus et aux Etats nouveaux. D'autre part, nous voyons les Etats de formation nouvelle devenir le terrain principal de l'expansion allemande (Pologne, Bohême, Roumanie, Finlande). Nous sommes là en présence d'un curieux échelonnement qui correspond, à peu de chose près, à la gradation des changes.

III. Des conséquences du manque d'équilibre dans les relations commerciales des divers groupes d'Etats.

C'est dans ce complexe de relations commerciales que prit naissance tout un ensemble de faits dont les plus notoires furent la migration de l'or et des papiers de valeur, l'accroissement de l'endettement, les émissions considérables de papier-monnaie etc.

Par l'exportation de l'or on ne couvrait qu'une infime partie des engagements commerciaux, car les Etats d'Europe prenant part à la guerre, ne se résignaient qu'en tout dernière extrémité à lâcher le métal précieux qui devait avant tout servir de garantie aux formidables émissions de papier-monnaie. Les Etats Centraux exportèrent beaucoup plus d'or que les Etats alliés; quant aux neutres ils virent leurs réserves métalliques grossir, et dans de considérables proportions parfois. Les tableaux comparatifs insérés plus loin donnent un aperçu de l'ampleur des mouvements de translation de l'or, pendant la période 1914—1919. Mais ces tableaux pèchent par un côté: notamment, les chiffres concernant la fin de l'année 1919, ne comprennent que les réserves d'or en dépôt dans les banques; les chiffres relatifs à l'exportation sont donc trop faibles et ceux relatifs à l'importation trop forts, d'une certaine fraction demeurée dans la circulation privée et détenue dans des buts de thésaurisation, du moins pour ce qui concerne la grande majorité des Etats européens.

I. Quantités d'or, ou dépôt dans les banques et en circulation, vers la fin 1913 (en millions de dollars, d'après les calculs du Bureau monétaire américain).

II. Quantité d'or en dépôt dans les banques à la fin de 1919. (en millions de dollars).

III. Différence en (+) ou (-) et en %, entre l'importation et l'exportation de l'or.

*) A l'exception de l'Espagne et de la Suisse dont le bilan commercial était positif; la première par rapport à l'Argentine, la seconde par rapport au Canada.

Etats transocéaniques.

1. Etats-Unis	2.930	4.183 ²⁾	+1.253	+ 42,7 ⁰ / ₀
2. Japon	206	1.029 ²⁾	+ 823	+399,5 ⁰ / ₀
3. Argentine	245	465	+ 220	+ 89,9 ⁰ / ₀
4. Indes	—	—	+ 190	—
5. Canada	144 ³⁾	185	+ 41	+ 28,4 ⁰ / ₀
6. Australie	206	211	+ 5	+ 2,4 ⁰ / ₀
7. N. Zélande	33,5 "	33,1	— 0,4	— 1,1 ⁰ / ₀
8. Afrique de Sud	361	33,6	— 327,4	— 90,6 ⁰ / ₀

Etats européens dits neutres.

9. Portugal	16,5	107,6	+105,95	+642,1 ⁰ / ₀
10. Hollande	71,7	256	+184,3	+257,0 ⁰ / ₀
11. Espagne	106 ³⁾ VII.14	471	+365	+344,3 ⁰ / ₀
12. Suisse	44	100	+ 56	+127,2 ⁰ / ₀
13. Suède	30,4	81	+ 50,6	+166,4 ⁰ / ₀
14. Norvège	17,9	39,2	+ 21,3	+119,0 ⁰ / ₀
15. Danemark	19	60	+ 41	+215,8 ⁰ / ₀
16. Grèce	8	10,7	+ 2,7	+ 33,7 ⁰ / ₀

Etats d'Europe dits alliés.

17. Angleterre	764	594	—170	—22,2 ⁰ / ₀
18. Italie	290	157	—133	—45,8 ⁰ / ₀
19. France	1.192	710	—482	—40,4 ⁰ / ₀
20. Belgique	68	69	+ 1	+ 1,4 ⁰ / ₀

Etats vaincus et ceux de l'Europe Centrale.

21. Finlande	10,6	8,2	— 2,4	—22,6 ⁰ / ₀
22. Allemagne	813	266	—547	—67,2 ⁰ / ₀
23. Roumanie	43 ³⁾	35	— 8	—18,6 ⁰ / ₀
24. Autriche-Hongrie	254 ³⁾ VII.14	52	—202	—79,5 ⁰ / ₀

REMARQUE.

Les quantités d'or, se trouvant dans les autres Etats de l'Europe, sont insignifiantes. La plus grande partie des engagements des Etats de l'Europe prenant part à la guerre était couverte au moyen d'emprunts et de crédits.

Fluctuation de la dette extérieure des divers Etats, au cours de la période 1914 — 1920 (en millions de dollars).

- I. Dette extérieure en 1913.
- II. Dette extérieure en 1920/VI.
- III. (+) accroissement, (—) diminution de la dette.
- IV. Prêté à d'autres Etats.
- V. Dette nette en 1920.
- VI. (+) accroissement, (—) diminution par rapport à la dette en 1913.

1. Etats transocéaniques.

	I.	II.	III.	IV.	V.	VI.
1. Etats-Unis	4.000	—	—4000	9102	—	—4000
2. Japon	760	653,5	— 106,5	213,2	440,3	— 319,7
3. Argentine	676,	603,6	— 73,2	263	340,3	— 336,2
4. Canada	285,	497,2	+ 211,7	250,9	246,3	— 39,5

²⁾ Exclusivement l'or déposé en banque.

³⁾ Ces pays possèdent de riches mines d'or considéré comme article d'exportation; les fluctuations de l'or n'ont donc aucune signification dans ces pays.

2. Etats d'Europe, neutres.

5. Hollande	—	—	—	200	—	—
6. Suisse	—	—	—	68,4	—	—
7. Espagne	198,3	175,7	22,6	93,9	81,8	116,5
8. Suède	157,5	140,3	—17,2	6,3	134	23,5
9. Norvège	90,8	88,4	— 2,4	40,2	48,2	42,6
10. Danemark	77	68	— 5	—	68	5

3. Etats Alliés.

11. Angleterre	—	6224	+6224	6239 ¹⁾	—	—
12. France	—	6494,9	+6494,9	683,6 ²⁾	5811,3	+5811,3
13. Italie	—	3901,5	+3901,5	—	3901,5	+3901,5
14. Belgique	37,9	325,6	+ 284,7	—	325,6	+ 284,7

4. Etats vaincus et situés dans l'Europe Centrale.

15. Allemagne	—	716	+716	(2553,7) ³⁾	716	+716
16. Finlande	—	68,3	+ 68,6	3,8	64,3	+ 64,5
17. Bohême	—	613,6	+613,3	—	613,6	+613,6
18. Pologne	—	187	+187	—	187	+187

REMARQUES.

Les dettes extérieures de la Roumanie, de l'Autriche, de la Hongrie, de la Bulgarie etc. sont indiquées en connexité avec les dettes intérieures de ces Etats. Voilà pourquoi nous ne les donnons pas ici.

Les chiffres du tableau ci-dessus nous disent, qu'à l'exception des Etats-Unis dont la situation parmi les Etats du monde est tout à fait exceptionnelle, car non seulement ils ont amorti intégralement toutes leurs dettes d'avant-guerre et ont avancé aux autres Etats une somme globale dépassant la totalité de toutes les avances consenties par l'ensemble des autres Etats, ces chiffres donc nous disent que sont devenus créanciers des autres: parmi les Etats transocéaniques, l'Argentine et le Japon; parmi les Etats neutres de l'Europe, tous ceux énumérés à l'exception du Danemark; parmi les Etats alliés, l'Angleterre et dans une certaine mesure la France. Néanmoins, des Etats européens, seules la Hollande et la Suisse ont su se maintenir dans la position d'Etats exclusivement créanciers, ce qui explique la santé robuste de leurs changes. Les autres Etats

neutres, bien qu'ils aient réussi à amortir une notable partie des dettes contractées avant la guerre et qu'ils aient même fait certaines avances à d'autres, sont en définitive demeurés débiteurs de l'extérieur.

IV. Coup d'oeil rapide sur les bilans monétaires et sur la situation financière des principaux Etats du monde.

Dans quel rapport se trouvaient, d'une part les excédents de sortie ou d'entrée de l'or, des emprunts contractés ou des prêts consentis, aux engagements ou respectivement aux bénéfices résultant des échanges commerciaux?

En supposant que les avances consenties ont servi exclusivement à la couverture de la valeur des marchandises reçues, nous obtiendrons le tableau suivant.

I. Plus-value (+) ou déficit (—) du bilan commercial pour 1914—1919.

II. Excédent des sorties (—) ou des entrées (+) de l'or.

III. Montant des prêts consentis (+) ou des emprunts contractés (—) pour la période 1914—1920.

1. Etats transocéaniques (en milliers de dollars).

	I.	II.	III.
	milliers dol.	milliers dol.	milliers dol.
1. Etats-Unis	+ 15608483	+1253000	+9102000
2. Argentine	+ 1040991	+ 220000	+ 263000
(1914—1918) ¹⁾	"	"	"
8 mois 1919	+ 1066652	—	—
4 mois 1919	+ 533300	—	—
3. Canada	+ 1503603	+ 41000	+ 250900
4. Japon	+ 675751	+ 823000	+ 213200

¹⁾ Non compris la Russie à laquelle l'Angleterre a avancé pendant la guerre 568 millions de livres ster.

²⁾ Non compris la Russie à laquelle la France avançait pendant la guerre 4035 millions de francs.

³⁾ Nous ne tenons pas compte de cette somme avancée en majeure partie à l'inexistante Autriche Hongrie et à l'insolvable Turquie.

⁴⁾ D'après les données de source anglaise l'excédent d'exportation de l'Argentine s'est monté, pour les 8 premiers mois à 254.571 milliers de livres. Nous avons transformé cette somme en dollars suivant le cours moyen de la livre sterling, en 1919, à la Bourse de New York. Notre évaluation pour les 4 derniers mois a été basée sur l'excédent mensuel moyen de l'exportation.

2. Etats européens neutres.

5. Hollande	—	1390408	milliers dol.	+	184300	milliers dol.	+	200000	milliers dol.
6. Suisse	—	206492	"	+	56000	"	+	68400	"
7. Espagne	+	472597	"	+	365000	"	+	93900	"
8. Suède	+	198642	"	+	50600	"	+	6300	"
9. Norvège	—	599332	"	+	21300	"	+	40200	"
10. Danemark	—	446691	"	+	41000	"	—	—	—

3. Etats européens alliés.

11. Angleterre	—	12903642	milliers dol.	—	170000	milliers dol.	—	6224000	milliers dol.
12. France	—	13982755	"	—	482000	"	+	6494900	"
13. Italie	—	5624019	"	—	133000	"	+	683600	"
							—	3901500	"

4. Etats du Centre-Européen.

14. Finlande	—	361399	milliers dol.	—	2400	milliers dol.	+	3800	milliers dol.
------------------------	---	--------	---------------	---	------	---------------	---	------	---------------

Du collationnement des diverses positions il résulterait que, *pour le moins*, 5253 millions de dollars du bénéfice réalisé par les Etats-Unis par le fait du boni à l'exportation auraient été couverts par les Etats respectifs en papiers de valeur et en espèces. En réalité, une somme beaucoup plus élevée fut couverte de la sorte et cela pour les raisons suivantes:

1. Une partie des prêts consentis aura pu servir, et a servi effectivement, à couvrir les achats de marchandises livrées par d'autres Etats.

2. Les Etats-Unis, en plus des profits retirés des opérations commerciales, avaient également d'autres sources très importantes de revenus dont la couverture devait s'effectuer de façon analogue. Du nombre de ces revenus étaient avant tout les bénéfices du fret pour le transport des marchandises pour le compte des pays étrangers; les dividendes des capitaux placés à l'étranger etc.

Il est douteux que ces revenus aient été intégralement équilibrés par les envois d'argent à l'étranger des émigrants. D'après des calculs de source américaine, que cite W. Fajans sans d'ailleurs en indiquer la source, les Etats-Unis, après le retrait complet de toutes leurs émissions (4 milliards de dollars), ont acquis pour environ 2 milliards de dollars de valeur étrangères. Les intérêts seuls des sommes avancées représentent une rente annuelle de 500 à 600 millions de dollars.

Pour ce qui est de l'Argentine et du Canada, la différence entre, d'une part l'excédent des entrées de l'or et les prêts consentis à l'étranger et d'autre part, les bénéfices découlant de l'excédent des exportations, ne peut pas être considéré comme représentant l'équivalent du versement par l'étranger de valeurs siennes et étrangères ainsi que d'argent étranger car indubitablement une partie des bénéfices commerciaux a servi à couvrir les frais du fret des marchandises transportées ainsi qu'à payer les intérêts des dettes encore non remboursées

contractes avant la guerre et des dividendes des capitaux étrangers placés dans le pays. Globalement, l'Argentine a payé, au cours de la période 1914 — 1919, de 60 à 80 millions de dollars à titres d'intérêts des emprunts d'avant-guerre. La majeure partie de cette somme a dû passer aux Etats-Unis. Le retrait d'une partie des ses propres émissions, placées à l'étranger et s'élevant à 32 millions, concerne presque exclusivement l'Europe, notamment la France, et l'Angleterre. Les Etats Unis ont retiré des marchés européens un montant beaucoup plus élevé de papiers et d'emprunts argentins et cela à titre de règlement des engagements commerciaux. Rappelons-nous que, pour les années 1918 et 1919, le bénéfice retiré des opérations commerciales avec les principaux Etats de l'Europe s'est élevé à environ 800 millions de dollars tandis que la somme de l'excédent d'importation de l'or et des prêts consentis pendant la période 1914 — 1919, représentait 332 millions. Prenant encore en considération le fait que pour le transport des marchandises l'Argentine possédait encore quelques créances, peu importantes il est vrai, et d'ailleurs seulement en Angleterre, on comprendra aisément quelle quantité énorme de valeurs, siennes et étrangères, de coupures des Etats européens, a été accaparée pour ce pays jusque vers la fin de 1919. Or, sachant qu'avant la guerre, la République Argentine équilibrait ses achats par les bénéfices de son bilan commercial et que ces bénéfices ne dépassaient jamais 50 millions de dollars par an, sachant également que les bénéfices des capitaux placés dans les entreprises commerciales et industrielles ont, d'une façon générale, peu augmenté, nous serons en mesure de fixer définitivement le montant des papiers de valeur et de papier-monnaie retirés des marchés européens. Or, ce montant se chiffre **au moins** par 1700 à 1800 millions de dollars. En suivant la même méthode d'évaluation, on trouvera que le Canada, pendant la période 1914—1919, a drainé pour au

moins 700 à 800 millions de dollars de papiers européens. L'Europe paye annuellement, à titre d'intérêts des emprunts contractés, de 5 à 8 millions de dollars à l'Argentine, de 12 à 15 millions de dollars au Canada. Les bénéfices du Japon, tirés non seulement de la plus-value des exportations mais aussi du transport des marchandises et du placement des capitaux, ont été en majeure partie couverts en or ou au moyen d'emprunts. Ce que nous avons vu pour l'Argentine et pour le Canada, a été aussi le cas d'autres Etats transocéaniques: plus-value croissante du bilan des versements par rapport à l'Europe et accroissement des engagements et des paiements par rapport aux Etats-Unis. C'est à la lumière de ces faits qu'on peut se rendre clairement compte de la variation des cotations du change de ces pays et exposées au début de cette étude: tendance ferme à la hausse par rapport aux valeurs européens, tendance à la baisse par rapport au dollar.

Passant maintenant aux Etats neutres de l'Europe nous voyons, notamment en ce qui concerne la Hollande et la Suisse, une contexture tant soit peu différente des conditions économiques. L'intégralité des gros bénéfices réalisés par la Hollande et par la Suisse et dont nous trouvons l'expression dans l'afflux de l'or et dans l'octroi de crédits au dehors, avait une tout autre source que la plus-value de leurs bilans commerciaux. Les sources de ces bénéfices sont les suivantes.

a) bénéfices sur transports par mer (Hollande) et voie de terre (Hollande et Suisse); la Hollande était par excellence le pays du transit vers l'Allemagne; par la Suisse passaient les transports des pays occidentaux vers les pays orientaux et vice-versa, et partiellement le mouvement de transit commercial Italie-Allemagne;

b) des capitaux importants placés par divers pays à l'étranger, encore avant la guerre;

c) des commissions pour médiation dans les opérations commerciales et financières.

Le revenu global de la Hollande, ainsi réalisé, au cours de la période 1914—1919, peut être évalué, au minimum à 1700—1800 millions de dollars; pour la Suisse à 300—400 millions de dollars*).

Un exemple frappant de la puissance financière de la Hollande et de ses capacités d'expansion nous est fourni par la Société par actions „Royal Dutch” financée principalement par les capitaux indigènes et qui dans le do-

maine pétrolier s'est acquis de très fortes influences ayant la portée d'une véritable monopolisation; rappelons également que ces derniers temps, le capital hollandais a entrepris une vaste action de crédit et de placement de fonds en Europe Centrale. Néanmoins, dans ces deux pays on aura pu observer une baisse du change par rapport au dollar, baisse causée en tout premier lieu, par une brusque et très importante augmentation des achats en Amérique et par l'acquisition en quantités importantes de dollars sur les marchés hollandais et suisses, par les Etats voisins.

Pour ce qui est des autres Etats neutres, notamment l'Espagne la Suède, la Norvège et le Danemark, la situation financière florissante des deux premiers pays était le fait dans une large mesure d'un bilan commercial positif. Avant la guerre, ces deux pays, l'Espagne dans une plus large mesure, la Suède à un moindre degré, souffraient plutôt du manque que d'un excès de capitaux, ce qui s'exprimait par leur état d'endettement relativement considérable. La guerre modifia radicalement cette situation; aujourd'hui, nous voyons les capitaux de ces deux Etats faire leur entrée sur les marchés étrangers. Mais cette situation n'a rien de stable; quelque fort revirement dans leur bilan commercial, suffirait pour ébranler cet état de prospérité. Pour ce qui est du Danemark et de la Norvège, les revenus des capitaux placés à l'étranger par l'intermédiaire de ces pays, jouent un rôle peu important. Aussi voyons-nous le change de ces Etats, sapé à sa base par le déficit du bilan commercial, se maintenir à un niveau inférieur à celui des autres Etats faisant partie du même groupe.

Dès changements encore plus profonds se sont produits dans la situation économique des Etats Alliés, notamment de l'Angleterre, de la France et de l'Italie. Avant la guerre, la France et l'Angleterre étayaient leur bilan des virements avant tout sur les revenus des capitaux placés dans d'autres pays; ces Etats, qui avaient joué jusque là le rôle de banquiers mondiaux durent contracter des dettes formidables dont les intérêts, en ce qui concerne spécialement la France, dépassent considérablement le montant des revenus de sources diverses. D'ailleurs, une partie importante des capitaux, notamment français, avait été placée dans des fonds russes, tures, dans les fonds des Etats centraux, dont la plupart ne payent plus d'intérêts; quant aux papiers des Etats transocéaniques qui jusque là donnaient de bons intérêts, ils ont servi, en grande partie, à couvrir les engagements contractés envers ces mêmes Etats ainsi qu'envers les Etats-Unis.

D'après les comptes-rendus de „l'American Dollar Securities Comité”, on est parvenu à mobiliser en Angleterre dans la période allant du milieu de l'année 1915 à Avril 1919, pour 605 millions de livres sterling c. à. d. environ 2,944 millions de dollars, de valeurs étrangères

*) Avant la guerre, la Suisse tirait de larges profits de l'exploitation du tourisme. Au cours de la guerre et dans la période qui suivit, le cours élevé du franc suisse a tari, dans une très grande mesure, cette source de revenus ce qui déterminait une crise aiguë de l'industrie hôtelière.

qui servirent à couvrir les engagements dont il a été question; d'après les explications officielles fournies par M^r Chamberlain à la Chambre des Communes, le montant des valeurs vendues à l'étranger s'est élevé à un milliard de livres c. à d. environ 4.866 millions de dollars; ces valeurs comprenaient surtout des papiers nord et sud-américains ainsi que des valeurs d'autres pays transocéaniques. Les dettes contractées à l'étranger coûtent annuellement à l'Angleterre environ 340 millions de dollars; si on y ajoute le déficit à l'importation, qui s'est élevé en 1919 à 2.800 millions de dollars nous obtenons ainsi environ 3.140 millions de dollars (de déficit annuel total) de déficit annuel total. On équilibre cette moinsvalue, partiellement par les bénéfices de la flotte de commerce et par les revenus des capitaux placés à l'étranger à bon rendement.

D'après les évaluations fournies par le^t „Board of Trade Journal“ (20.1.20) le revenu global des 3 milliards de livres demeurés encore à l'étranger s'est élevé en 1919 à environ 150 millions de livres c. à d. 730 millions de dollars. Mais ces calculs sont vicieux en ce sens qu'ils englobent les capitaux placés en Russie, en Asie Mineure etc. dont une partie doit être considérée comme irrémédiablement perdue et dont une autre partie ne donne actuellement aucun revenu. La flotte marchande rapportait en 1919, d'après des renseignements de source compétente, environ 400 millions de livres c. à d. 1946 millions de dollars. Même en acceptant les estimations optimistes citées plus haut, nous resterions en présence d'un déficit s'élevant à environ 500 millions de dollars.

Pour couvrir ce déficit il faudrait envisager de nouveaux emprunts, un nouvel exode de papiers de valeur et d'espèces jusqu'au jour où les capitaux avancés aux Etats ruinés ou de création nouvelle, commenceraient à rapporter des intérêts, ce qui a d'ailleurs fort l'air de devoir être relégué dans un certain lointain.

La situation de la France est plus pénible que celle de l'Angleterre du fait qu'elle s'est beaucoup plus aventurée que celle-ci dans le placement de ses capitaux sur les marchés russe et turc; d'autre part, au lieu de tirer des profits de sa flotte marchande elle a été obligée de payer de grosses notes de fret à l'Angleterre et aux Etats-Unis. Si on appliquait ici la méthode de calcul suivie par le „Board of Trade Journal“ (relativement à l'Angleterre) c. à d. que si nous inscrivions à l'actif du bilan de payments le revenu de tout le capital placé à l'étranger, avant et durant la guerre, le considérant comme intégralement existant et possédé par la France, (faisant uniquement exception pour les emprunts d'Etats russes, turcs et serbes, nous verrions que, même dans ce cas, apparaîtrait un déficit qui, pour l'ensemble de la période 1914 — 1919 se chifferrait par environ 5.300 millions de dollars, sans

*compter les créances pour frais de transport des marchandises et les intérêts pour les emprunts contractés *).*

La situation financière de la France apparaît sous un jour encore plus déplorable si, nous prenons pour base de nos calculs l'année 1919, au cours de la quelle l'excédent des importations représentait 2.690 millions de dollars. Si nous ajoutons à cette somme le montant des intérêts des emprunts contractés (environ 325 millions de dollars) et si nous en défalquons les intérêts perçus pour avances faites au cours de la guerre (environ 35 millions de dollars), nous obtiendrons le chiffre de 300 millions de dollars, représentant le déficit annuel, (sans compter les créances pour transport des marchandises) lequel déficit serait appelé à être couvert au moyen de nouveaux emprunts, éventuellement par l'exode du papier-monnaie et du reliquat des valeurs étrangères et nationales, demeurées en possession des particuliers. Tout ce qui précède met vivement en évidence toute l'importance qu'a pour la France le problème des réparations, permet de comprendre l'attitude qu'a eue jusqu'à ce jour ce pays, à l'égard de la Russie bolchéviste, la nécessité où il se trouve de réduire ses importations à un strict minimum, indépendamment des besoins effectifs du pays, et enfin, explique la chute constante et rapide du franc français.

La situation de l'Italie n'est pas meilleure; elle est plutôt pire pour ce pays qui, déjà avant la guerre, avait un bilan de paiements déficitaire et dont l'émigration, définitive ou saisonnière, à l'étranger, était peut-être la plus forte de l'Europe. En faisant pour l'Italie les mêmes supputations que ci-dessus, on voit que, rien que pour couvrir les moins-values du bilan commercial, l'Italie a dû rendre à l'étranger pour environ 1.5 milliards de dollars de valeurs, siennes et étrangères, ainsi que de papier-monnaie; rien que pour le paiement des intérêts des emprunts contractés à l'étranger, il lui faut déboursier annuellement 20 millions de dollars. La situation précaire à l'intérieur a fait que le capital de ces deux derniers Etats dans son mouvement d'expansion vers les pays de l'Europe Centrale, (expansion facilitée par le cours

Le capital français placé à l'étranger s'élevait, avant la guerre, à environ 45 milliards de francs dont 27 milliards d'emprunts d'Etats. („Frankfurter Zeitung“ du 26.8.18). Défalcation faite des papiers d'Etats russes, serbes et turcs, il reste 27.155 millions de francs c. à d. 5.242 millions de dollars. Pendant la guerre, la France a avancée à ses alliés (non compris la Russie) 683.6 millions de dollars. Le revenu annuel de ces capitaux peut-être estimé à environ 296 millions de dollars c. à d. pour l'ensemble de la période à 1776 millions de dollars. Or, la moins-value du bilan commercial s'est élevée au total de 13.982 millions de dollars qu'on couvrit partiellement par l'envoi d'environ 482 millions d'or et par 6.495 millions d'emprunts; le déficit non couvert s'élève donc, comme ci-dessus, à 5.300 millions de dollars c. à d. est supérieur à l'ensemble des créances de la France, d'avant et de durant la guerre. De tout cela, il s'ensuit qu'une fraction importante des créances a été couverte par l'exportation du papier-monnaie.

relativement élevé du franc français et de la lire italienne comparativement aux changes de ces pays), a une allure des plus dangereuses pour les pays de l'Europe Centrale. En effet, on se trouve ici en présence d'une propension vers cette forme de brigandage économique qui consiste, avec un minimum de mise de fonds, à retirer des bénéfices maxima dans un laps de temps aussi court que possible. Cette tendance est éminemment caractéristique celle du capital français.

Si nous avons vu les Etats Alliés placés dans la nécessité de couvrir leurs engagements envers les Etats-Unis et les autres Etats transocéaniques, au moyen du crédit, de l'exportation des valeurs étrangères, de la vente des valeurs nationales et de leur papier-monnaie, si nous les avons vus acculés à la nécessité de restreindre au minimum leurs importations, quand nous envisageons la situation des Etats vaincus et de création nouvelle, nous voyons ceux-ci placés de suite devant la nécessité de l'exportation de leur papier-monnaie, de la vente de leurs valeurs et de leurs richesses naturelles et dans leurs relations commerciales avec les Etats-Unis et les autres Etats transocéaniques, nous les voyons obligés de limiter pratiquement leurs achats exclusivement aux articles reçus à crédit. La situation financière de la Finlande ne rentre pas ici sous la commune mesure. En effet, ce pays bien que son bilan commercial soit négatif, et qu'il soit obligé de payer à l'étranger des sommes importantes, montant des intérêts et des dividendes des capitaux étrangers placés chez lui, cet Etat, dis-je, a en sa flotte marchande une source importante de revenus, et qui pèse de son poids dans l'équilibre du bilan commercial. Les autres Etats de l'Europe Centrale sont non seulement privés de flotte marchande et obligés de ce fait de payer un lourd tribut à l'étranger, mais auparavant déjà dans la période d'avant guerre constituaient un important terrain d'expansion pour les capitaux étrangers et sont obligés de ce fait de déboursier annuellement des sommes importantes. De plus, certains de ces Etats sont encore obligés de s'acquitter des droits de commissions commerciales et financières (p. ex. la Pologne); d'autres, ont à supporter les frais de transit, terrestre et fluvial, à travers les territoires étrangers. Par-dessus le marché, nous sommes justement ici dans les contrées de l'Europe qui ont le plus souffert des opérations militaires ou qui, comme c'est par exemple le cas de la Pologne, de la Roumanie, de la Lettonie et de la Yougoslavie, ont de plus été victimes du vandalisme voulu et systématiquement perpétré par les occupants. Dans la plupart de ces pays, l'industrie a été détruite, soit partiellement, soit dans de vastes proportions, soit même totalement; la production rurale a diminué dans de larges proportions; la pénurie complète du marché intérieur en articles de toute sorte a obligé ces pays à procéder à des

achats en masse de marchandises étrangères, sans égard aux prix ni à la qualité des denrées fournies. Le déficit du bilan commercial de ces Etats a pris une allure véritablement catastrophique. En effet, le bilan commercial était normalement appelé à boucher ne fût-ce qu'en partie, les trous béants du bilan des virements d'argent; il *devait* s'en suivre, par suite d'un violent appel aux devises étrangères, aux fins non seulement d'achats de marchandises mais aussi de spéculation et de thésaurisation, un exode abondant vers les marchés de l'étranger du papier-monnaie national et la vente au dehors, partielle ou totale, de toute valeur existante dans le pays. Les conséquences d'un tel état de choses sont évidentes par elles-mêmes. L'encombrement des marchés de l'étranger par des torrents de chiffons de papier peu demandés et ne présentant guère de perspectives d'être de sitôt demandés, *ne pouvait que* déterminer une baisse rapide du change. De faibles quantités jetées sur le marché suffisaient pour rompre l'équilibre du moment, offrant une proie des plus tentantes aux manoeuvres des spéculateurs. Comme tout organisme étatiste, à l'instar de l'organisme humain qui cherche tant qu'il est en vie à se maintenir en un certain état d'équilibre, il s'en suit que dans le cas donné, la dépréciation du papier-monnaie a pour effet d'une part, de déterminer une restriction anormale de l'importation et d'autre part, un chauffage excessif de l'exportation, au grand, dommage parfois des besoins de la consommation intérieure. Nous avons observé quelque chose d'analogue en France et en Italie; mais c'est dans les pays de l'Europe Centrale que les faits de ce genre se dessinent le plus portamment. Que le rapport de l'exportation à l'importation ait passé de 1:27 à 1:5 ou de 1:5 à 3:4 ou même à 1:1, ce n'est en général pas au gouvernement qu'en doit être imputé le mérite; bien plus ce n'est pas un phénomène désirable en soi, à être considéré comme symptôme d'une amélioration de la situation car au prix d'une telle "amélioration" sur le terrain des marchés étrangers on voit empirer la situation à l'intérieur par suite du manque d'équilibre qu'on a ainsi accentué, entre les besoins de première nécessité et leur satisfaction; par suite de la limitation factice des exigences vitales, parfois même au-delà des limites du possible; par suite enfin du déchaînement des antagonismes de classes, de la croissance de la cherté de la vie etc.

Ce qui s'en suit naturellement c'est un nouvel accroissement de l'endettement intérieur et extérieur, du déficit budgétaire, des émissions de papier-monnaie qui, par contre-coup, déterminent à leur tour (motifs psychiques) un nouveau plongeon, un instant contenu, des cours du change. Nous allons voir maintenant un exemple typique de restriction à la consommation intérieure appliquée en vue d'un rétablissement du bilan commercial, et concernant, dans le cas particulier, la Pologne. Conformé-

ment à un arrêté du ministre du Ravitaillement, le rationnement en sucre de la population, a été établi comme suit, à partir de Décembre 1920: dans les villes ayant plus de 25.000 âmes, 400 grs. par tête d'habitant; villes de 8.000 à 25.000 hab.: 300 grs.; villes de 3.000 à 8.000 hab.: 200 grs. (rations mensuelles). Simultanément des quantités notables de ce produit ont été envoyées en France où, il n'y a pas longtemps de cela le rationnement par habitant et par mois était fixé à 700 grs. A la même époque, aux Etats Unis, la consommation du sucre a dépassé considérablement celle d'avant-guerre; le prix du sucre cristallisé, par suite de l'encombrement du marché a baissé de quelques dizaines de points. Ce que nous voyons en Pologne, pour ce qui est du sucre, nous pouvons l'observer en Bulgarie et en Yougoslavie pour ce qui est des céréales. Partout, la tendance à équilibrer le bilan des paiements et à relever le cours du change, est cause de restrictions apportées à la consommation intérieure et d'autant plus sévères que le cours du change est plus bas. Parfois, le système des restrictions est poussé si loin qu'il y a lieu d'envisager l'intervention d'une croisade internationale pour enrayer le typhus de la faim. Il faut reconnaître qu'ici les appels éloquentes à l'économie de la Conférence financière de Bruxelles ont été écoutés, qu'ils ont même été très scrupuleusement suivis.

Nous allons voir, sur un autre exemple quelle répercussion à l'intérieur, peut avoir sur un bilan des paiements balancé artificiellement; il s'agira de prix extérieurs à la fin de 1919.

Aux Etats-Unis, la hausse du prix des denrées fut la suivante: du début de la guerre à Décembre 1916, ces prix ont passé de 100 à 165; en Décembre 1919, ils étaient montés à 186. En Hollande: de 100 à respectivement, 176 et 204. En Angleterre: de 100, à 210 et 217. En France: de 100 à 206 et 261. En Pologne de 100 à 1509 et 2095.8 *).

Evidemment, si on supprimait toutes restrictions et tous freins à l'exportation, l'influence de la tendance naturelle des organismes étatiques à rétablir et maintenir l'équilibre du bilan des virements d'argent, et par suite, les limitations de la consommation intérieure, se ferait sentir au centuple, étant donnée la croissante capacité d'achat des papiers haut cotées. Voici à titre d'exemple, l'accroissement de la puissance d'achat du dollar en Pologne d'Avril 1919 à Janvier 1921, (par rapport aux plus importantes denrées alimentaires, considérées

sous des unités appropriées) **) dans leurs emiles respectives.

Avril 1919 :	15,42 dollars =	214,60 mk.	100
Janvier 1920 :	7,67 „ =	1052,45 „	201
	3,77 „ =	3581,40 „	409

Voici maintenant un exemple encore plus caractéristique de la puissance d'achat du dollar quant aux valeurs immobilières, comme p. ex. la terre. *Avant la guerre*, la terre valait en moyenne en Pologne russe, 160 roubles l'acre polonaise (morga) c. à. d. environ 82 dollars; le 1-er Janvier 1921, le prix moyen courant de la même acre pour les terrains livrés au morcellement par l'Union des Propriétaires fonciers, dans 25 districts de l'ancienne Pologne russe, atteignait environ 4800 mk. c. à. d. selon le cours du dollar qui oscilla pendant les deux derniers mois de 1920 entre 500 et 600 mks., de 8 à 10 dollars. Le prix de la terre en Couiavie en Janvier 1921, au cours de ventes libres par totalité de domaines bien aménagés ***) atteignait le *maximum* de 40.000 mk. l'acre c. à. d. *environ 42 dollars*, au cours de la Bourse de Varsovie (950 mk.), donc, près de la moitié du prix d'avant-guerre. Si nous prenons de plus, en considération le fait du renchérissement considérable des valeurs immobilières ainsi que des marchandises dans les Etats dont le cours est sain, (de 100 à 300 % en moyenne, par rapport aux prix d'avant-guerre), on se rendra clairement compte des bénéfices fantastiques que pourraient réaliser les capitaux étrangers placés dans les pays dont le change est bas; du même coup, on saisira l'immensité des pertes dont ces mêmes pays courraient le danger. Les inconvénients de l'expansion à l'intérieur du pays de capitaux étrangers ne se bornent pas aux dommages immédiats subis par la propriété nationale. En effet les bénéfices retirés de ces capitaux sont incomparablement plus élevés que ceux qu'ils donnent dans les Etats au change solide; il en résulte un appoint négatif considérable, de nature à contribuer à déséquilibrer le bilan des paiements; et ici, les effets de la même cause sont beaucoup plus accusés pour ce qui est des fluctuations du cours du change.

Un pays, dont le change est déprimé, plus il est petit, plus il dépend politiquement des grands de ce monde, peut par suite d'autant moins se permettre une politique économique indépendante susceptible de contrecarrer les tendances pernicieuses du capital étranger; plus il sera astreint à payer de frites redevances, à l'étranger, plus rapidement il verra se renforcer son état de vassalité économique et politique à l'égard de l'étranger, et d'autant plus

*) Le bond formidable des prix en Pologne a été également causé par la guerre avec la Russie soviétique ce qui obligea à une émission anormale de papier-monnaie; en en également en ligne de compte: la maladresse pour ne pas dire l'impéritie foncière de la politique suivie quant au ravitaillement du pays le manque d'expérience de l'administratif et avant tout, la prédominance de la demande sur l'offre, conséquence de la nécessité de limiter l'importation.

**) Pain: 30 livres; pommes de terre: 36 l. gruaux 8 l.; viande de boeuf: 8 l.; pois: 4 l.; lard: 2 l.; beurre: 2 l.; lait: 15 litres.

***) La terre au Couiavie, par suite de sa bonne qualité et en tant que très bien entretenue toujours été cotée le plus cher.

fortement aussi verra-t-il s'abaisser le „standard of life“ des masses populaires.

Une remarque, encore...

Un Etat financièrement vassal des autres, soit par suite de grands emprunts contractés au dehors, soit par suite d'importants placements intérieurs de capitaux étrangers, est obligé d'orienter son travail dans un sens déterminé, et voit son commerce extérieur subir, durant de longues années, des pressions et des emprises d'un ordre particulier. Les Etats de l'Europe Centrale, et en particulier les Etats de création nouvelle courent le gros danger de se voir érigés en colonies qu'exploiteront les grandes Puissances. Nous avons un exemple saisissant de la chose, par l'Autriche, ce pays où la vente aux étrangers des valeurs de toute sorte, a été poussé très, très loin.

V. Des bases économiques d'une entente éventuelle des Etats baltico-pontiques.

Nous nous sommes efforcés de donner un aperçu des grandes lignes selon les quelles s'est modifiée sous l'influence de la guerre mondiale la situation économique des divers groupements d'Etats.

Nous avons constaté:

1. que les fluctuations, l'état et les rapports réciproques du cours des changes reflétaient leur situation économique effective;

2. que la répartition des Etats suivant des groupes caractérisés par un certain niveau des changes, concordait avec un état déterminé de l'équilibre du bilan des paiements;

3. qu'entre ces divers groupes, basés sur l'état du change, s'étaient établis des rapports explicites de dépendance économique et financière. Nous avons vu les Etats-Unis devenir les créanciers du monde entier; nous avons vu les autres Etats dont le change est normal, exercer une suzeraineté d'ordre financier sur les Etats appartenant au groupe inférieur des changes, suzeraineté basée sur le caractère actif de leur bilan des paiements et en particulier, de leur bilan commercial. Nous avons également vu des rapports de dépendance financière et commerciale s'établir entre les groupes 2 et 3, et entre le groupe 3 et celui placé au plus bas échelon;

4. que l'établissement d'un tel système de rapports avait eu pour effet:

a) la baisse de tous les changes par rapport au dollar; baisse des changes du groupe 2 par rapport à ceux du groupe 1; de ceux du groupe 3 par rapport à ceux du groupe 2; de ceux du dernier groupe par rapport à ceux des trois premiers.

b) L'exode aux Etats-Unis, vers les Etats transocéaniques et vers les Etats neutres du continent des papiers de valeurs étrangers et en partie nationaux des Etats rattachés au groupe 2 ainsi que la vente par ces Etats de leur propres

papiers de valeur, et de leurs richesses naturelles, ainsi que l'exportation du papier-monnaie des Etats appartenant aux groupes 3 et 4.

c) Une gradation concordante de l'étalon de vie de la population et de la consommation intérieure;

5) que la baisse marquée du change de presque tous les Etats européens avait déterminé une forte réduction des importations, proportionnelle à l'importance de cette baisse. D'autre part, nous avons vu qu'une crise ayant sa source dans la surproduction, sévissait aux Etats-Unis et ensuite dans tous les autres pays dont le change était à peu près convenable; que cette crise avait déterminé ces Etats à octroyer de nouveaux crédits ainsi que des emprunts, à ceux des Etats de l'Europe dont le cours du change était bas, ce qui, concurremment avec le ralentissement de la demande des papiers au cours élevé, pouvait assurer à certains pays une amélioration temporaire de leur change;

6. que la forte dénivellation des cours des Etats des groupes 3 et 4 avait créé pour ceux-ci des conditions extraordinairement favorables à l'exportation; mais que la chose était concomitante du danger pour ces pays de tomber, économiquement aussi bien que politiquement sous la coupe d'autres Etats, du danger de voir passer entre les mains de l'étranger l'intégralité du domaine national, ce dont les Etats de création récente étaient particulièrement menacés.

Quelles conclusions pratiques peut-on tirer de la constatation d'un tel état de choses? Evidemment, le but à atteindre serait l'égalisation du niveau des changes entre les divers groupes. Une telle réponse n'est pas explicite en elle-même. Voyons donc quels sont les facteurs dont dépend le nivellement du cours des changes. Nous avons constaté ci-dessus que la répartition des Etats par groupes, suivant l'état du change, avait son correspondant dans la situation des bilans de virements. Il faut donc qu'un changement soit apporté à ces bilans de virements, changement qui devra être d'autant plus considérable que le cours du change sera plus déprimé. Pratiquement, cela signifierait que tous ces Etats devraient exporter aux Etats-Unis un surplus de denrées *au moins* équivalent à la couverture des intérêts des emprunts contractés au paiement des dividendes et de l'intérêt des capitaux placés chez eux par les Etats-Unis ainsi qu'à l'amortissement graduel des dettes contractées. Il en serait de même concernant les rapports entre les Etats des groupes 2 et 1, ainsi qu'entre les Etats des groupes 3 et 4 d'une part, du groupe 2 d'autre part. Les Etats vaincus et ceux de création nouvelle seraient donc astreints à exporter le plus de tout ce qui ne serait réalisable que concurremment avec un très sérieux accroissement de leurs productions, tant rurales qu'industrielles.

La deuxième condition essentielle de l'amélioration de la situation internationale serait le relèvement de la consommation intérieure. Mais cela ne peut être envisagé que le jour, où l'effet de l'intensification de la production indigène ainsi que de l'exportation, se renforcera la puissance d'achat du papier-monnaie indigène. Mais a coup sûr de telles tendances seraient énergiquement contrecarrées par les Etats dont le change est bien portant et qui se trouveraient ainsi menacés de voir s'intensifier leur crise intérieure et périliter leur propre industrie *).

Nous avons dès maintenant un avant-goût de la chose; il suffit de jeter un coup d'oeil sur les exportations croissantes de l'Allemagne, en rapport avec la dépression du change de ce pays (quant aux exportations des Etats de création nouvelle elles sont relativement si minimes qu'elles n'entrent pratiquement pas en ligne de compte) exportations qui inondent les marchés de la France, de la Suisse, de la Hollande, de la Grande-Bretagne; nous voyons non seulement l'industrie d'exportation de ces pays mais aussi l'industrie travaillant pour le marché intérieur, mises en danger. Par contre-coup, il s'est dessiné dans tous ces pays un fort courant tendant à ce qu'une barrière de tarifs douaniers appropriés soit opposée à l'invasion des marchandises étrangères, notamment de celles provenant des pays à change bas. Ces tendances protectionnistes ont déjà été partiellement réalisées, dans certains de ces Etats y compris la libre-échangiste Angleterre, pour ce qui est des divers articles importés; il est hors de doute que des tendances protectionnistes des Etats à change élevé, s'accroîtront du jour où se renforcera la capacité d'exportation des Etats des groupes 3 et 4. Des plus symptomatiques fut d'ailleurs la position prise par Lloyd George qui s'opposa à ce que l'Allemagne se libérât sous forme de marchandises, des réparations qui lui ont été imposées et cela en soulignant le fait que cela pourrait faciliter aux Allemands la main-mise sur le marché anglais et l'anéantissement de l'industrie anglaise. Cependant comme du relèvement de l'Allemagne dépend dans une large mesure le relèvement économique du monde entier, il s'ensuivrait que ce pays devrait tendre à *profiter de toutes les conjonctures favorables à son expansion sur les marchés des Etats de l'Europe Centrale*.

Il existe donc, indubitablement, une communauté d'intérêts et une communauté de pro-

blèmes à résoudre, entre les Etats dont les changes se tiennent au même niveau; cette communauté ne peut être que plus étroite si on envisage les Etats appartenant au 4-me groupe, c. à d. comprenant, au nord la Finlande et ensuite, en allant vers le sud l'Estonie, la Lettonie, la Lithuanie la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Yougoslavie, la Géorgie *).

Ce rapport de convergence résulte de la similitude de leur position par rapport à l'Europe Occidentale et par rapport aux Etats-Unis ainsi que de l'identité des dangers qui les menacent, ce qu'on peut d'ailleurs résumer comme suit :

1. Tous sont de petits Etats (à l'exception peut-être de la seule Pologne) incapables d'offrir une résistance à n'importe quelles attaques venant de l'extérieur. Ce n'est qu'en unissant leurs efforts qu'ils seront à même de renforcer de consolider leur indépendance.

2. Tous sans exception, dans une plus large ou dans une plus faible mesure, constituent un terrain d'expansion pour les capitaux étrangers; ils sont donc tous menacés d'une même main-mise sur le système de leur vie économique; vassalité économique ayant pour corollaire la vassalité politique à l'égard d'une des Puissances de l'Europe Occidentale ou à l'égard de la Russie.

3. Dans la mesure où il doit entretenir des relations commerciales et financières, plus ou moins animées avec les pays de l'Europe Occidentale, chacun de ces Etats, est acculé, dans la même mesure, étant donné le cours dérisoire de son papier-monnaie, à des paiements excessifs en couverture des marchandises reçues ce qui, en présence de revenus incommensurablement plus faibles, entraîne, un resserrement des liens de vassalité financière, la nécessité de pousser plus loin les restrictions à l'intérieur, l'obligation de rendre, entre des mains étrangères, les richesses naturelles du pays, à des conditions d'autant plus onéreuses que plus étroit sera l'état de dépendance financière, que plus bas sera le cours du papier-monnaie indigène.

4. Tous ces Etats éprouvent, au même degré, le même besoin de renforcer leurs exportations et de remonter le niveau de leur production agricole et industrielle.

L'identité de la situation, la similitude des problèmes, doivent trouver leur expression dans une communauté d'action dans le plan économique.

Le but d'une telle collaboration serait l'émancipation de l'emprise de l'importation étrangère, le renforcement de la production intérieure, de façon à rendre possible un relèvement du cours du change des Etats respectifs et à écarter les dangers d'exploitation et d'hé-

*) D'autant plus que les emprunts et les crédits consentis à l'Europe, p. ex. par les Etats-Unis émanaient effectivement de groupes relativement restreints de milliardaires et de millionnaires les quels furent également les principaux bénéficiaires des bénéfices réalisés par les Etats-Unis au cours de la guerre; aussi, sera-t-il à prévoir que l'anéantissement de l'industrie par le fait de la concurrence étrangère serait le point de départ d'explosions révolutionnaires et de graves désordres intérieurs.

*) Eventuellement l'Ukraine et la Ruthénie-Blanche dans le cas où ces pays parviendraient à se constituer en Etats indépendants.

gémonie qui menacent de l'extérieur. Se compléter les uns par les autres dans la satisfaction des besoins de la vie économique, spécialement dans l'ordre des produits importés des pays dont le change est normal; développement des branches de l'industrie dont le manque ou l'insuffisance se fait le plus vivement ressentir; action concertée en vue de l'établissement de voies de communication indispensables pour l'innervation et l'homogénéisation du bloc des Etats; élimination de la concurrence mutuelle dans le domaine des marchandises destinées à l'exportation; fixation d'une politique commune concernant les prix marchands dans le but de réagir contre les tendances de l'étranger à une exploitation excessive; conclusion d'accords économiques étroits; constitution de syndicats communs dans des branches appropriées de l'industrie d'exportation; l'achat en commun des matières premières indispensables; tels seraient les premières étapes d'une action commune dans le champ économique du bloc éventuel des Etats baltico-pontiques.

Nous nous rendons clairement compte, en exposant ce plan (dont l'idée vit d'ailleurs dans la conscience des Etats intéressés), de l'énormité des difficultés qu'il aurait, inévitablement, à surmonter pour parvenir à une réalisation quelconque; nous savons fort bien qu'il ne sera pas aisé de venir à bout de certaines rancunes, à propos de question territoriales ou autres. Le passé a imprimé à beaucoup de ces pays un cachet trop puissant, a orienté trop exclusivement et dans un sens déterminé leur évolution économique, pour qu'on puisse songer à redresser d'emblée certains courants et à les obliger à suivre le cours imposé par les conditions nouvelles suscitées par le processus de l'histoire.

D'autre part, nous constatons dans tous ces Etats, de très notables divergences dans les méthodes et dans l'orientation de la politique économique suivie; nous voyons certains d'entre eux fort peu préparés à jouer le rôle qui leur incomberait. Nous ne nous faisons donc guère d'illusion quant aux possibilités d'une rapide réalisation pratique de l'idée dont nous nous sommes faits les champions.

Mais nous ressentons si vivement combien est profonde, réelle, la communauté d'intérêts de ces pays, la convergence des problèmes aux quels ils ont à faire face, nous voyons trop clairement l'identité des dangers qui les menacent, pour que nous ne soyons pénétrés d'une foi profonde dans le succès final d'une cause qui pensons-nous, est une cause commune à toutes les nations de la mer Baltique à la mer Noire.

Janvier 1921.

W. Fabierkiewicz.

Remarque. L'article ci-dessus était déjà rédigé que, conformément à nos prévisions, le cours des changes européens par rapport au dollar, avait remonté. La hausse a été relativement la plus accentuée pour ce qui est du franc, français et belge, de la livre sterling, le la lire italienne et des devises des Etats nouveaux tels que: l'Esthonie, le Lettonie, le Géorgie, la Pologne, le Tchéco-Slovaquie etc. La hausse en question a été causée, en plus des causes énumérées dans notre article, par les décisions prises à la Conférence de Paris dans l'affaire des réparations (devises des Etats alliés) ainsi que par la reconnaissance *de jure* des Etats baltes et de la Géorgie. Les devises de l'Allemagne qui, comme les autres, manifestaient une tendance à la hausse, ont vu leurs cours retomber, après la Conférence de Paris.

Quelques remarques sur la question agraire.

La question agraire est devenue des plus actuelles dans tous les Etats qui naquirent sur les ruines de l'ancien empire de Russie. Les raisons qui invitent à la revision de la situation agraire existante sont par connu les mêmes dans tous ces pays: il s'agit de fournir un établissement aux masses campagnardes qui n'ont pas de terre ou en ont trop peu, et, par là même, d'améliorer leur situation matérielle et, par la suite, de hausser le niveau de la civilisation dans les campagnes. Ici et là s'ajoutent encore des facteurs de nature politique: ces Etats tendent à déraciner chez eux les restes du féodalisme (barons allemands en Lettonie), à démocratiser les titres de la propriété rurale etc.

Cependant à la base même de la réforme agraire repose tacitement un aperçu indubitablement partiel: on envisage la réforme en tant que question qui n'intéresserait uniquement que la campagne, c. à d. les grands propriétaires

et les paysans. On assigne aux villes le rôle d'un spectateur plutôt indifférent, qui ne serait pas directement intéressé à telle ou telle solution des problèmes ruraux. De même que la question de tel ou telle éclairage des rues ne concerne que la ville, la question agraire n'intéresserait, et pour les mêmes raisons, uniquement que les campagnes. Cet aperçu a rarement été formulé avec cette netteté. Mais il *apparaît* dans les discussions à ce sujet, on le retrouve aussi dans les publications concernant la question. Ajoutons, que cet aperçu a sa raison d'être là où la ville ne constitue, pour ainsi dire, qu'un supplément à la campagne, où elle n'est qu'un centre administratif et non un centre de vie industrielle intensifiée, où, avant tout, la ville à cause de son rôle secondaire, n'est pas arrivée à se développer suffisamment.

La question se présente et doit se présenter tout autrement dans les pays où existent

de nombreux centres industriels, où les villes ont acquis des proportions considérables et concentrent en elles un pourcentage de population plus important.

Dans de pareilles conditions le règlement ou, plutôt l'assainissement de la question agraire est pour les villes de toute première importance. La réforme agraire touche de très près les intérêts de la population urbaine dont le bien être aujourd'hui est gravement atteint par la fourniture insuffisante des denrées alimentaires. Autrement dit, la ville ne peut rester indifférente à telle ou telle solution concernant les malaises de la campagne; elle doit, à son point de vue agir sur la réforme, pour arrêter la baisse de la production agricole. Une telle action est d'autant plus indispensable que, indépendamment de la forme que prendra la démocratisation de la propriété rurale, la quantité des produits agricoles amenés à la ville devra baisser et les petits propriétaires qui actuellement sont condamnés à la sous-alimentation, devront *convertir* à la satisfaction de leurs propres exigences une partie des récoltes actuellement envoyées en ville par la grande propriété.

Il existe donc dans la réforme agraire une question de toute première importance pour les grandes villes et les centres industriels, notamment celle de savoir si le transfert de la grande propriété aux petits fermiers augmentera ou diminuera le rendement actuel de la terre.

La réforme agraire qui aurait pour but de fournir des établissements aux travailleurs de la terre, doit entraîner de tout autres conséquences dans des pays à basse culture comme la Russie, ou dans des pays où, comme en Allemagne la culture rurale est intensifiée d'après les dernières méthodes du progrès.

En Russie, c. à. d. dans la portion de l'ancien empire qui ne fera pas partie des Etats nouveaux ni de l'Ukraine, la culture des grands domaines a été négligée et se trouve à un niveau très bas. La plus grande partie des terrains de l'Est quoique parfaitement apte à la culture, est restée en friche. „A proprement parler—notre district ne possède pas de propriété bien aménagée”, disait N. Kablionkoff il y a quelques dix ans, et ses paroles se conserveront leur actualité en grande partie même pour l'année 1914. Il arrivait souvent que l'organisation de la propriété consistait en une administration qui partageait avec les paysans les produits des terres arables et des prairies affermées à ces derniers, à des prix considérables pour la Russie. Dans beaucoup de cas la grande propriété ne constituait donc pas une organisation meilleure et plus haute de la production agricole mais consistait uniquement en une exploitation intensifiée des paysans-fermiers. Les grandes propriétés en Russie possédaient un château, un beau parc, un *haras* de chevaux pur-sang, parfois des étables de bétail de race et beaucoup

plus rarement une petite superficie de terrains bien cultivés; mais au point de vue de l'agronomie européenne les champs étaient généralement mal entretenus, et les rares phénomènes de culture plus intense constituaient plutôt un genre de sport seigneurial qu'une exploitation basée sur un calcul financier. Naturellement, il existait, par ci par là, des essais de culture rationnelle mais, d'abord ils ne constituaient que de rares oasis parmi les énormes étendues de terrains affermés aux paysans, ou des étendues non moins grandes d'exploitation extensive et désordonnée; en plus, ces cultures se trouvaient à un niveau supérieur par rapport à l'entourage, mais n'auraient pu être comparées même au niveau moyen de l'agriculture allemande.

Le grand propriétaire russe ne savait, en un mot s'acquitter de ses obligations civilisatrices et économiques; il savait exploiter les paysans et stériliser la terre, mais il n'améliorait pas la production agricole par l'introduction de moyens perfectionnés. C'est probablement pour cette raison, sauf erreur due à nos impressions forcément très subjectives, que le rendement de la propriété paysanne en Russie, là du moins où le paysan possédait *bétail et chedail* en quantités suffisantes, ne le cédait en rien au rendement moyen de la grande propriété.

Dans de pareilles conditions le passage de la terre aux mains des paysans, ce qui constitue un des résultats les plus importants de la révolution russe, ne pourra probablement, plus être mis en question par les gouvernements futurs de la Russie, quels qu'ils soient; il ne pourra sous aucun prétexte, influencer défavorablement sur la production agricole. Le changement accompli constitue non seulement une base solide de bien être pour la population rurale dans l'avenir le plus proche, mais il est encore un facteur important pour l'augmentation du rendement du sol. L'abaissement de ce rendement peut être considéré uniquement pour les propriétés tant soit peu aménagées si peu nombreuses du reste, qu'elles ne peuvent entrer en ligne de compte. Le passage de la terre aux ouvriers agricoles constitue donc sous le rapport social et économique un progrès certain en comparaison avec l'état d'avant-guerre. Il est utile d'ajouter, que les villes qui possèdent un pourcentage relativement insignifiant de la population totale, ne peuvent être exposées, une fois la Russie revenue à son équilibre économique, à ressentir le manque d'approvisionnement. L'exportation à l'étranger du blé et de se quelques autres produits agricoles peut seule être diminuée.

L'Allemagne présente un aspect très différent.

En Allemagne la grande propriété constitue une unité économique de progrès dont l'organisation est parfaite. Quelques fois même elle constitue une unité organique, c. à. d. ainsi constituée que son morcellement doit amener des suites défavorables. Cette asortion concerne avant

tout les propriétés drainées; les drainages sont en un certain sens, un organisme distinct qui exige une même direction sur toute sa surface. A un moindre degré cela concerne aussi les propriétés basées sur l'irrigation artificielle des prairies. Ajoutons les installations électriques assez nombreuses, qui dans les cas de nécessité de travaux urgents permirent l'éclairage des champs, des routes et des bâtiments, c. à d. la continuation du travail pendant la nuit et dans la majorité des cas procurent la force motrice aux batteuses, faucheuses etc. La grande propriété emploie différentes machines, par exemple, la batteuse à vapeur, dont l'emploi est onéreux au dessous de certaines étanomes. Il faut enfin prendre en considération les capacités des propriétaires leur permettant d'augmenter dans une large mesure le rendement des champs et du bétail.

En principe, la grande propriété par rapport à la petite, constitue un moyen d'agriculture plus rationnel. Le morcellement de la propriété devrait amener la destruction de nombreux arrangements très utiles et de modes perfectionnés de production plus intense. Dans de telles conditions le passage de la grande propriété aux petits fermiers et le remplacement de la grande culture par la culture paysanne constituerait en quelque sorte une pas en arrière dans le domaine de l'agriculture pas dont la suite immédiate serait la diminution de la récolte. Cette diminution, vu le très fort pourcentage de la population urbaine, se transformerait forcément en calamité sociale. Il faut donc chercher ici d'autres voies de démocratisation de la propriété foncière. En réalité le seul moyen praticable et qui éviterait la destruction des grandes unités d'exploitation organisée serait la création de coopératives agricoles. A la tête de ces coopératives se trouveraient des agronomes qualifiés et compétents. Nous ne connaissons pas un autre moyen rationnel qui pourrait en même temps maintenir les grandes unités d'exploitation et démocratiser les titres de la propriété foncière. Les villes et les centres industriels doivent agir avec énergie dans le sens d'une telle solution de la question agraire et cela dans leur propre intérêt bien compris.

Nous avons pris en considération deux pays se trouvant pôles opposés. Entre ces deux pôles se trouvent les Etats qui se formèrent après la guerre entre l'Allemagne et la Russie. Chacun de ces Etats possède de grandes propriétés organisées soit d'après les modèles occidentaux, soit d'après les modèles allemands. La Lettonie dans sa partie orientale, quoique supérieure à la Russie présente cependant certaines analogies avec cette dernière. En Pologne il existe de grandes propriétés bien administrées, dans l'ancienne Pologne prussienne, en Couïavie, dans la province de Kalisz, aux environs de Varsovie etc. et qui, certainement ont un niveau de culture supérieur à celui de la petite propriété. Les drainages y sont connus, on y rencontre des essais d'irri-

gation artificielle, l'exploitation y est rationnelle, l'élevage de haute qualité.

A côté, surtout dans les districts situés plus à l'est, les grandes propriétés se trouvent à un niveau de culture plus bas. La guerre, dans certaines localités, a complètement détruit les exploitations. Nombreux sont les endroits où de jeunes forêts ont commencé à croître à la place des anciennes cultures. Dans ce dernier cas le passage des propriétés dévastées aux petits propriétaires constituera le moyen le plus prompt et le plus rationnel du relèvement de la culture. Par contre, en ce qui concerne les propriétés en bon état d'entretien la question reste fort douteuse. L'opinion publique s'en ressent dans les villes où les esprits sont devenus inquiets à cause des lacunes dans l'approvisionnement et de la cherté croissante. On parle de la nécessité qu'il y a à former des coopératives agricoles. On dit même que le Bureau Agricole Central, auquel on a confié l'exécution de la loi sur la réforme agraire, votée par la Diète, aurait l'intention de fonder à titre d'essai de pareilles coopératives sur les propriétés de donations, revenues à l'Etat. Il est certain, en tous les cas, que l'application des méthodes russes, c. à d. le transfert de toute la propriété foncière aux paysans ne peut être appliquée dans son intégrité. Il est indispensable de varier le schème uniforme de la réforme paysanne, c. à d. attribuer la terre au petit propriétaire seulement là où les propriétés sont mal entretenues ou dévastées et chercher d'autres voies pour les propriétés normales où la grande exploitation doit être maintenue, peut être au moyen de sociétés et de coopératives.

Les villes sont d'autant plus intéressées aux modes de solution de la réforme agraire que la terre existante ne suffira pas toujours à assouvir les appétits de la population rurale. Même après la réalisation la plus large de la réforme, nombreux seront ceux qui n'auront pas obtenu un seul lopin de terre. Ce surplus de la population rurale refluera dans les villes et ces dernières pour suffire à la tâche devront avoir leurs moyens de développement assurés, du moins en ce qui concerne l'approvisionnement.

La République Polonaise se trouve dans la situation suivante: si même on partageait entre les paysans toute la terre se trouvant en la possession des Polonais, celle-ci ne suffirait pas aux besoins de toute la population possédant trop peu ou ne possédant pas du tout de terre.

D'après les données officielles russes, en 1912 dans l'ancien Royaume de Pologne les grands propriétaires (après déduction faite de la superficie occupée par les forêts et celle des districts du gouvernement de Souvalki qui revinrent à la Lithuanie) possédaient 5500000 arpents (morg). Les mêmes données officielles évaluaient en 1902—1904 le nombre des paysans sans terre à 1000000—1200000 âmes, qui après défalcation de 16% d'ouvriers de fabriques, d'ar-

tisans et de petits marchands, nous donneront de 840000 — 1000000 d'âmes vivant du travail agricole en tant que palefreniers, employés etc. Cela constituerait de 170000 — 200000 familles. Comptant par famille environ 15 hectares, nous aurons épuisé toute la réserve de la grande propriété. En outre, sur l'étendue de l'ancien Royaume il existait en 1904 126000 familles possédant moins de 3 arpents; 140000 fermes paysannes de 3 — 6 arpents et 225000 de 6 — 10 arpents!

Les choses ne se présentent pas mieux en Galicie.

La propriété dépassant 50 hect. y comprenait 3093000 ha (y compris les forêts) en 1902. Par contre, les propriétés au - dessous de 2 ha y étaient au nombre de 560000, celles de 2 — 5 ha au nombre de 104000. Il faut déduire de ces chiffres une certaine quantité de villégiatures et d'établissements non agricoles. En tous cas, nous y voyons la répétition du même phénomène que dans Royaume de Pologne: les terres de la grande propriété ne suffiront même pas aux besoins d'agrandissement de la propriété trop petite de façon à ce que les paysans n'aient pas besoin de chercher ailleurs leurs moyens d'existence (pour la Galicie nous ne prenons même pas en considération nos paysans sans terre).

En Posnanie la grande propriété en 1912 comptait, y compris les forêts, 1175000 ha. Il y avait 113000 fermes au - dessous de 2 ha et 26000 fermes de 2 — 5 ha, sans parler des sans-terre. Ici se répète aussi quoique en moins la même disproportion entre l'appétit de la terre parmi la population paysanne et la réserve de terre des grandes propriétés.

* * *

La réforme agraire entraîne, cependant, encore d'autres conséquences.

Nous devons avouer en toute sincérité que le niveau de la culture paysanne en Galicie et dans l'ancienne Pologne russe aussi bien que dans les autres Etats qui se sont formés entre la Russie et l'Allemagne, laisse infiniment à désirer. Les longues années de joug tzarien ne manquèrent pas d'y laisser leur empreinte néfaste: le niveau général de la civilisation très bas, tous les ressorts de la vie économiques négligés, petits rendement des terres etc. tout cela est dû à la tactique imbécile du gouvernement russe. Le tzarisme craignait les organisations économiques les plus inoffensives, préférait ne pas avoir d'écoles si ces écoles ne servaient pas à la russification, et négligeait même ces dernières. Ce n'est qu'au XX siècle à admettre la nécessité des coopératives agricoles qu'il commença du type le plus simple. Une telle manière d'ager empêchait le progrès économique dans les campagnes. Les suites de ce régime apparaissent d'une manière éclatante sur le territoire de la République Polo-

naise, surtout si nous comparons l'ancienne Pologne prussienne avec l'ancien Royaume de Pologne, c. à d. la Pologne anciennement russe. Le joug du hobereau prussien n'était pas moins lourd que celui du bureaucrate russe, peut être même étant systématique, l'était il plus. Mais l'administration prussienne ne détruisait pas brutalement son propre avenir économique: elle comprenait les besoins de la culture agricole.

Ainsi donc, tandis que dans le Royaume de Pologne on récoltait en 1912, 13 mesures de froment par hectare, la même récolte au G-d Duché de Poznań était de 22,0; les récoltes respectives de blé par hectare étaient de 11 et 18,3 celles des pommes de terre de 78 et 155,8; du foin 22 et 42,3; autrement dit, le rendement des terres était double. Le nombre d'animaux domestiques diffère aussi et ceci indépendamment de la manière dont nous le comparerons par rapport à la superficie ou avec la densité de population. Sur 1 km² il y avait dans l'ancien Royaume de Pologne 18,4 pièces de bétail et 31,7 pièces en Poznanie. Pour la même superficie les chiffres relatifs à la race porcine étaient de 4,8 et 44,4!

Le niveau de la culture agricole en général est, il faut en convenir, assez bas dans tous les Etats entre la mer Baltique et les Carpathes. Il s'agit de le relever: de relever avant tout le rendement de la terre cultivée par le paysan, ce relèvement étant, conditionné au relèvement de l'instruction dans les milieux paysans en général. Ceci est une condition indispensable pour l'avenir de chaque pays; c'est aussi dans l'intérêt immédiat des villes. La réalisation de la réforme agraire doit devenir le point de départ d'une croisade contre le niveau trop bas de la culture paysanne. Un dicton polonais nous enseigne: „qui a dit A, doit dire B”.

Le pays qui aura réalisé la réforme agraire sur une grande échelle devra tirer toutes les conséquences du fait accompli, c. à d., employer toutes ses forces à la réalisation du progrès dans les campagnes. L'école élémentaire obligatoire, de nombreuses écoles inférieures d'agriculture et des stations expérimentales, des instructeurs agricoles et de très nombreux centres d'amélioration du bétail et chedail: des exposition fréquentes, des coopératives agricoles et alimentaires, des laiteries coopératives, des bibliothèques, ambulantes et de conférenciers enfin, toute sorte de sociétés et d'associations — voilà les moyens qui aideront au développement de la mentalité paysanne et en même temps augmenteront le rendement économique. Il est permis d'économiser dans d'autres domaines, mais il est défendu de négliger les besoins des campagnes, tellement lésées déjà pendant les longues années du régime tzarien. Et, nous le soulignons encore une fois, toute cette activité est étroitement liée l'intérêt bien compris de la population urbaine et doit trouver en elle un appui sans réserve...

Ludwik Krzywicki.

Chroniques économiques.

POLOGNE.

Etat de l'industrie avant et après la guerre européenne.

La division des territoires polonais en trois parties, dont chacune appartenait à un Etat, dont la structure économique était différente, engendra toute une série de suites anormales et contraires à la tendance naturelle de développement du pays. L'influence de ce partage se manifesta presque dans tous les domaines de la vie sociale, soit ce dans l'agriculture, dans l'industrie, dans la structure agraire générale, ou dans l'état des voies de communication. Partout apparurent de profondes différences qui devaient retarder et rendre plus difficile le procès de l'unification réelle de ces trois parties. Ce procès ne put s'accomplir dans un temps accéléré aussi pour une autre raison: chacune des trois parties, quelques fois même les subdivisions de ces parties rentrèrent dans le giron de l'Etat à des époques différentes; l'appartenance de certaines d'entre elles à la Pologne, telle, par exemple, la Haute Silésie à l'ouest, ou le territoire de Vilna à l'est, ne doit être définitivement résolue que dans un avenir plus ou moins proche.

Cette unification graduelle des territoires polonais détermina une grande lenteur et une circonspection non moins grande dans l'organisation de l'administration et plus encore de la législation.

Beaucoup de travaux statistiques indispensables furent intentionnellement retardés jusqu'à l'époque de la réglementation définitive de la question des frontières de sorte qu'à l'heure actuelle nous ne possédons réellement aucunes données statistiques exactes en ce qui concerna l'état de l'agriculture ou de l'industrie dans toute la Pologne. Les calculs provisoires, établis par le ministère de l'industrie et du commerce ou par différentes associations professionnelles sont très approximatifs et n'ont aucune prétention à l'exactitude.

Même la constatation de l'état d'avant guerre se butte à de très grandes difficultés, occasionnées par la différence des méthodes statistiques appliquées par les trois Etats copartageants. Un bilans approximatif du commerce a été établi pour le Royaume de Pologne (anciennement russe), pour le duché de Poznań et la Prusse Occidentale (anciennement prussienne). Par contre, en ce qui concerne la Petite Pologne, ce n'est qu'en Janvier 1921 que parut un ouvrage du Dr. Biegeleisen, qui donne un certain aperçu sur le bilans commercial de la Petite Pologne occidentale et qui contient des calculs théoriques concernant le bilans commercial de toute la province dans son entier. Le bilans commercial des territoires dits de l'Est qui reviennent à la Pologne de par le traité de Riga n'a pas encore été étudié.

Malgré tous ces manques les données statistiques actuellement établies permettent déjà de dresser un tableau approximatif non seulement des conditions de développement des différentes parties de la Pologne, mais encore celui de l'état général de l'industrie avant la guerre et même, jusqu'à un certain point de son état présent.

Nous avons mentionné, plus haut l'influence fatale de l'appartenance des différentes parties de la Pologne à trois états différents ainsi que les résultats de cette influence s'exprimant dans la structure économique différente de chaque partie, structure adaptée aux exigences des Etats copartageants et allant souvent à l'encontre des tendances réelles de développement du pays.

L'ancien Royaume de Pologne n'ayant pas d'accès à la mer fut condamné d'avance à une étroite collaboration avec la marché intérieur de la Russie. L'étendue de ce marché rendit possible le développement d'une industrie relativement importante et basée en grande partie sur l'exportation. Cependant, l'état de cette indu-

strie et la rapidité de son développement ne correspondaient ni aux besoins réels du pays, ni à la densité de sa population qui ne trouvent pas de travail chez elle était forcée à le chercher en dehors des frontières. En 1908 l'émigration ouvrière temporaire en Allemagne était de 260,446, tandis qu'en 1912 elle atteignait le chiffre de 360,142 ames, c. a. d. s'était accrue de 34% en l'espace de 4 ans. En même temps le morcellement de la petite propriété rurale s'accélérait très visiblement. En 1887 les propriétés de 2-5 ha. constituaient le 21,4% du chiffre total, tandis que leur nombre monta à 37,9% en 1904 (année du dernier cadastre).

Le développement anormal de l'industrie du Royaume s'exprime nettement dans la corrélation existante des diverses branches de cette industrie. L'industrie textile presque exclusivement adaptée aux besoins des marchés orientaux y occupe la première place, tandis que d'autres branches qui possédaient des bases naturelles de développement dans l'existence sur place des matières premières indispensables à leur production, telles l'industrie minérale ou celle du bois se laissent distancer et n'atteignent qu'un développement médiocre. Dans l'industrie métallurgique se développa surtout la production de divers ustensiles de ménage et de petits objets en fer trouvant acquéreur sur les marchés russes, tandis que la production des machines ne suffisait pas aux besoins du marché intérieur et l'exploitation du minerai de fer local ne put se développer à cause de la concurrence au minerai russe. Evidemment une telle tendance du développement industriel est due non seulement au fait d'appartenir à la Russie, mais souvent aussi à la politique du gouvernement russe, qui avait pour but d'empêcher le développement de l'industrie polonaise. Les traits caractéristiques de cette politique consistaient en une protection donanière relativement élevée de la production des matières premières et en des droits d'entrée très bas pour les produits fabriqués, ainsi qu'un des tarifs de chemins de fer favorisant spécialement l'exportation des matières premières et des produits à demie-fabriqués. Les difficultés de crédit y jouaient aussi un rôle important. Le premier de ces traits distinctifs empêchait dans une forte mesure le développement de la production des produits manufacturés, le deuxième influait sur la diminution de la production de certaines matières premières (p. e. du minerai de fer). On tâcha aussi d'empêcher le développement de l'industrie la plus florissante—celle des produits textiles et c'est dans ce but que furent, entre autres, haussés les droits d'entrée du coton, importé par terre (par la frontière, dite-sèche). Le développement du réseau ferroviaire était complètement négligé. L'artère principale de communication fluviale—la Vistule avec ses affluents: le Boug, le Narew et le San ne fut jamais régularisée malgré les conventions passées à ce sujet avec les gouvernements austro-hongrois et prussien. Des canaux d'une importance primordiale et qui furent construits encore à l'époque de l'indépendance polonaise, reliant le bassin de la Vistule à ceux du Dnieper et du Niemen, ne furent pas entretenus. Les chaussées construites pendant toute la période d'occupation russe, depuis 1874 jusqu'en 1912, c. a. d. pendant la durée de 38 années atteignirent au total à peine 1559,8 verstes,*¹) tandis qu'à l'époque du Duché de Varsovie de 1809—1817, c. a. d. pendant 8 ans le gouvernement polonais en avait construit 1000 verstes. Sous le rapport du réseau ferroviaire le Royaume de Pologne malgré sa population infiniment plus dense

*¹) Dont la moitié spécialement destinée à des buts stratégiques.

n'égalait même pas les gouvernements du centre de la Russie d'Europe (gouv. de Moscou, Kharkow, Toula, Ekaterinoslaw etc.).

Telle était la situation générale du Royaume. La situation de la Petite Pologne se trouva infiniment pire. Au point de vue géographique cette province était intimement liée au Royaume de Pologne. Telle quelle, coupée des autres provinces de l'empire austro-hongrois par la haute chaîne des Carpathes à sa frontière méridionale la Petite Pologne devint en réalité une colonie intérieure d'exploitation pour la monarchie bicéphale. Ayant contre elle l'industrie german et tchèque fortement établie et protégée par le pouvoir central elle ne put malgré ses richesses naturelles ni créer sa propre industrie, ni même augmenter sa production agricole. Aussi dès les années 1890 on y remarque un fort courant d'émigration, déterminé par une population relativement très dense (102 personnes par 1 km²). Pendant les dernières années d'avant guerre l'émigration ouvrière pour la saison agricole dépassait le 1/2 million. c. a. d., les 6% de la population totale devaient chercher à gagner leur vie au delà des frontières du pays.

En même temps le nombre des propriétés de 2 ha, atteignit les 44% du nombre total et celui des propriétés de 2—5 ha, les 37%.

L'ancienne Pologne prussienne se trouva dans les conditions relativement meilleures. Grâce à un réseau ferroviaire très dense, à de nombreuses chaussées et chemins fluviaux, grâce à des engrais chimiques à bon marché et à une politique douanière modérée du gouvernement allemand, la production ainsi que les industries agricoles augmentèrent dans de très fortes proportions. Par contre, l'appartenance à l'Allemagne fortement industrialisée rendit impossible le développement d'une industrie de quelque importance. La majeure partie de l'accroissement de la population rurale trouva un écoulement en Allemagne ce qui ralentit dans une grande mesure le procès de morcellement de la petite propriété (le nombre de petites propriétés de 2—5 ha constituait en 1907 à peine le 9% du chiffre total). Le tableau ci-dessous expose les conditions générales de développement économique des différentes parties de la Pologne, comparé celui d'autres Etats (1910—1913 *).

E T A T	Densité de la popul. totale par 1 km ²	Densité de la popul. rurale par 1 km ²	Accroissement annuel naturel par 1 km ²	% de la population occupée dans l'industrie et les mines	Production de blé par hectare en quintaux met.	Densité du réseau ferroviaire par 100 km ²	Densité des chaussées par 100 km ²
1. Belgique	252	54	1,0	42	22,1	29,9	78,0
2. Pays Bas.	171	—	1,5	35	18,0	11,0	—
3. Angleterre	144	58	1,1	45	20,8	12,0	84,3
4. Italie	121	74	1,1	25	11,1	6,1	28,6
5. Allemagne	120	42	1,4	40	18,8	11,8	48,6
6. Petite Pologne	102	78	1,5	9	12,3	5,2	12,6
7. a. Royaume de Pologne	98	55	1,5	15**)	11,0	2,9	6,6**)
8. Autriche	95	58	1,1	27	14,2	6,8	33,3
9. Pologne (entière)	92	60	1,6	14	13,2	5,4	12,7
10. Suisse	91	—	1,1	45	—	11,7	—
11. France	74	31	0,1	32	12,3	9,5	104,8
12. Grande Pologne	72	46	1,9	23	18,3	12,1	24,8
13. Danemark	71	34	1,4	25	—	9,8	17,5
14. Prusse Occidentale	67	46	1,9	24	15,7	11,3	28,0
15. Hongrie	64	45	1,1	14	11,7	—	12,6
16. Russie	19	15	1,7	10	10,0	1,2	0,5
17. Suède	13	—	1,1	21	15,0	3,2	12,9

Il appert suffisamment de ce tableau que l'industrie polonaise n'atteignit point son plein développement et que la campagne polonaise fut surpeuplée, particulièrement en Petite Pologne. Il appert aussi que l'ancien Royaume et jusqu'au certain point la Petite Pologne se trouvaient lésées sous le rapport des chemins de fer et des chaussées.

Le tableau ci-dessous illustrera l'état général de l'industrie, le développement relatif de ses diverses branches, le nombre des usines et la quantité d'ouvriers occupés dans ces usines. Ce tableau comprend seulement les établissements employant plus de 50 ouvriers, car, vu les diverses méthodes statistiques appliquées dans les différentes parties de la Pologne, les chiffres généraux ne peuvent être comparés.

La différence des méthodes statistiques consiste en ce que la statistique russe ne prenait en considération que les ateliers à moteur moyens et les grands ateliers, tandis que la statistique prussienne enrégistrait même les plus petites industries, les artisans et les ouvriers à domicile. Cela n'empêche que l'industrialisation relativement grande de l'ancienne Pologne prussienne est démontrée avec toute évidence par le % des ouvriers relativement au chiffre total de la population. L'industrie textile occupe la première place en Pologne est dans l'ancien Royaume qui, comme il appert du tableau ci-dessus tient une place dominante dans toute l'industrie polonaise; vient en second—l'industrie métallurgique, en troisième de l'alimentation, puis l'industrie minière, celle du bois etc.

En Petite Pologne la première place appartenait à l'industrie des mines et des hauts fourneaux, la deuxième—à l'industrie minière, la troisième à celle de l'alimentation, la quatrième à la métallurgie, puis venait l'industrie du bois etc. En Pologne prussienne venait en premier l'industrie métallurgique (fabriques de machines et d'instruments agricoles), puis celle de l'alimentation, l'industrie minière et l'industrie du bois.

Le Royaume primait sous le rapport de la concentration et de la grandeur moyenne des entreprises, tandis que sous ce même rapport la Pologne prussienne venait en dernier. Pour une entreprise (occupant plus de 50 ouvriers) on comptait 298 ouvriers au Royaume, 188 en Petite Pologne et 136 en Pologne prussienne. Parmi les diverses branches de l'industrie celle des mines et hauts fourneaux possédait en moyenne le plus de grandes entreprises (499 ouvriers en moyenne par installation), puis venait l'industrie textile (387 ouvriers), ensuite l'industrie métallurgique (244) et celle de l'alimentation.

*) Sans la Haute Silésie et les territoires de L'Est.

**) Le % de la population occupée dans l'industrie et les mines pour la Royaume de Pologne concerne l'année 1897, pendant laquelle eut lieu le dernier recensement. Depuis cette époque l'industrie s'accrut plus du double, ce qui fait que le % que nous citons pour toute la Pologne fut en réalité beaucoup plus bas.

Nombre des usines et ouvriers occupés dans les diverses branches de l'industrie.
(sans les territoires de l'Est, réunis à la Pologne par le traité de Riga).

GENRE D'INDUSTRIE	a. Royaume de Pologne			Petite Pologne			a. Pologne pruss. *)			Total		
	Fabriques	Ouvriers	% du chif. fre total	Fabriques	Ouvriers	% du chif. fre total	Fabriques	Ouvriers	% du chif. fre total	Fabriques	Ouvriers	% du chif. fre total
1. Industrie textile	432	150.821	47,90	27	5.093	7,49	28	2.757	2,71	487	158.671	32,75
2. „ métallurgique	184	46.114	14,65	47	9.907	14,60	84	20.836	20,50	315	76.857	15,86
3. „ minière et hauts fourneaux	79	43.354	13,77	26	12.497	18,41	10	1.632	1,61	115	57.483	11,87
4. „ alimentaire	105	29.455	9,36	41	9.635	14,17	102	13.826	13,60	248	52.916	10,92
5. „ minérale	100	17.397	5,53	85	10.868	16,00	107	11.087	10,91	292	39.349	8,13
6. „ du bois	36	7.530	2,40	60	8.776	12,90	66	6.779	6,67	168	23.085	4,76
7. „ chimique	37	7.031	2,23	28	4.029	5,93	18	2.524	2,48	83	13.584	2,80
8. „ du papier	27	5.871	1,89	15	2.943	4,33	7	529	0,52	49	9.343	1,99
9. „ de produits anim.	42	5.514	1,75	4	440	0,65	1	129	0,12	47	6.083	1,25
10. „ graphique	14	1.575	0,50	11	897	1,32	15	1.546	1,52	40	4.018	0,83
11. „ autres	2	236	0,01	17	2.855	4,20	308	40.009	39,36	327	43.100	8,90
Totaux	1.058	314.898	100,00	361	67.940	100,00	746	101.651	100,00	2.165	484.489	100,00
% de la population totale . . .	—	25 96	—	—	8,46	—	—	26,72	—	—	27,22	—
Avec les usines occupants moins de 50 ouvriers	3.363	361.663	—	3.786	101.808	—	78.019	308.498	—	85.168	771.969	—

Autant que l'on peut en juger par les données fragmentaires réunies pour l'ancien Royaume de Pologne, l'ancienne Pologne prussienne et la Petite Pologne occidentale la participation de ces diverses branches de l'industrie à l'exportation et à l'importation était un tout soit peu différente. L'industrie textile y occupait aussi, il est vrai, la première place, donnant un très fort excédent d'exportation, mais déjà les industries suivantes c. a. d. celle de la métallurgie et des mines et hauts

fourneaux, mais surtout la première, bouclaient par un solde défavorable. Par contre les industries du bois, celle ci dans les trois parties de la Pologne, et celle de l'alimentation, particulièrement l'industrie du sucre et celle de l'alcool bouclaient très avantageusement.

Nous citons plus bas les principaux produits d'exportation et de l'importation en Pologne à l'époque d'avant guerre:

Genre d'industrie.	Produits d'exportation.	Produits d'importation.
I. Agriculture	avoine, orge, pommes de terre, légumineuses, son, tourteaux.	seigle, froment, légumes, fruits.
II. Elevage et produits d'élev.	chevaux, bétail, porcins, volailles, oeufs, beurre plumes duvet, poil et crin, viande, lard.	— — — — —
III. Industrie alimentaire	sucres, alcool, amidon.	denrées coloniales, tabac, poissons, eaux de vie et liqueurs, vin et bière.
IV. Industrie textile	laine et soie, tissus de coton, de laine et de soie.	coton à filer, coton, laine, jute, produits de mercerie et en caoutchouc.
V. Industrie métallurgique	tuyaux, poterie en fer, produits demi-fabriqués, fils de fer et clous fer et fer blanc, zinc, machines agricoles.	minerai de fer, fer brut, produits en fer, chaudières et réservoirs, machines (à l'exception des machines agricoles), rails, armes, appareils etc.
VI. Industrie des mines et hauts fourneaux	pétrole et dérivés, cire de terre, sel.	houille, coke, minerai de fer et autres.
VII. Industrie minérale	ciment, chaux, produits en verre, pierres à bâtisse.	produits céramiques, faïences et porcelaines.
VIII. Industrie du bois	bois brut et travaillé, bois pour mines, meubles, produits de vannerie et jouets.	— — — — —
IX. Industrie chimique	eau de soude, acides, blanc de zinc.	engrais chimiques, produits chimiques et pharmaceutiques, couleurs.
X. Industrie papetière	papier de qualité inférieure, papier à cigarettes.	papier et produits en papier, cellulose, carton goudronné etc.
XI. Industrie des produits à base animale	produits en cuir (chaussures principalement), cuir à semelles, savons de qualité inférieure.	produits en cuir et de mercerie, savons, bougies.

*) (Duché de Poznań) Grande Pologne et Prusse Occidentale.

**) L'industrie de la bâtisse qui n'a pas été prise en considération dans les autres parties de la Pologne.

Nous devons souligner encore une fois la très faible exploitation des richesses minérales du pays, occasionnée par les conditions défavorables existantes. La production locale de houille ne suffisait pas aux besoins intérieurs du pays et des grandes quantités de ce produit, 6 millions de tonnes environ (à côté de 8,8 millions d'extraction annuelle) étaient importées de la Haute Silésie. Cependant la réserve de houille pour la Petite Pologne seulement était calculée à 24,9 milliards de tonnes (production annuelle = 1,9 millions de tonnes) et la même réserve pour la Royaume de Pologne était évaluée à 2,5 milliards de tonnes. On n'exploitait que le 5% des terrains pétrolifères, disposés sur une étendue de 400 klm de longueur et sur une surface d'environ 4 mille hectares. Par suite des difficultés d'écoulement l'industrie pétrolière en Galicie subissait coup sur coup plusieurs crises de surproduction. Dans les dernières 5 années avant la guerre le développement de l'exploitation pétrolière était arrêté: l'extraction de pétrole tomba de 2.077 tonnes en 1909 à 1.144 tonnes en 1912, tandis que le Royaume de Pologne voisin faisait venir son pétrole de Bakou. Les énormes gisements de selustre bitumique courants sur une étendue de 6 mille klm² et que le prof. Szajnocha estimait à 24 milliards de tonnes, n'étaient pas du tout exploités. Les gisements de minerai de fer dans le Royaume de Pologne étaient fort peu exploités et même délaissés à cause de la concurrence du minerai russe de Kriwoi Rog. Ces gisements existent dans la province de Radom (minerai brun), dans celle de Piotrków aux environs de Częstochowa et dans le district de Wieluń, près de Cracovie et en Grande Pologne (gisements de surface renfermant de grandes quantités de phosphore). L'aménagement technique des mines de sel (administrées par le gouvernement autricho-hongrois) ne correspondait nullement aux exigences modernes. La production de sel, proportionnée aux besoins intérieurs de la monarchie, était en 1913 à peine de 61.549 tonnes de sel comestible et de 70.215 tonnes de sel pour l'industrie et n'aurait pu suffire même à satisfaire les besoins de la Pologne dans ses frontières actuelles sans les territoires de l'Est (l'importation de sel au Royaume de Pologne atteignit 125 mille tonnes, celle de la Pologne prussienne 6 mille tonnes). Dans l'espace d'un seul mois en 1920 l'extraction des sels de potasse dans les mines de Kalusz égala l'extraction annuelle de ces mêmes mines d'avant la guerre.

On exploitait aussi dans de très faibles proportions les gisements culcaires répandus en grandes quantités à travers tout le pays, ainsi que le gypse les glaises, la pierre de taille et autres matériaux de bâtisse. Au total, avant la guerre sur toute l'étendue des territoires appartenant actuellement à l'Etat polonais on exploitait 1006 carrières de pierre et mines d'argile en y employant 8813 ouvriers. Les procédés techniques en usage dans ces industries étaient tout à fait primitifs.

Tels étaient approximativement l'état général et les conditions de développement de l'industrie polonaise à l'époque d'avant guerre. Ces conditions grâce à l'indépendance reconquise subirent un changement radical. Le débouché sur la mer acquis annihila, du moins en partie, la dépendance du marché russe et de l'intermédiaire allemand. Le grand marché intérieur sert de base solide au développement de toutes les branches d'industrie et en premier lieu de celles qui sont naturellement favorisées par l'emploi des matières premières du pays, ou bien par la forte demande de la population. Tel est le cas pour l'industrie des mines et hauts fourneaux et pour les industries travaillant les matières premières du pays (la houille, le pétrole, le sel ordinaire et les sels de potasse, la cire fossile, les différents minerais, les calcaires, argiles, marbres, pierres de taille etc.); puis vient l'industrie métallurgique avec, en premier lieu, la production des machines et outils agricoles; viennent ensuite: l'industrie minérale (fabriques de chaux, de ciment, briqueteries, fabriques de porcelaine, de faïence et de poterie, verreries), l'industrie de la bâtisse, l'industrie chimique (distillation de la houille et du bois, produits dérivés du pétrole, produits chimiques à base de sel et d'acide sulfurique etc.); l'industrie ali-

mentaire, du bois, textile et autres qui partiellement sont déjà basées sur la demande des marchés orientaux.

Le changement le plus profice au développement économique futur de la Pologne consiste en la disparition des influences et tendances nuisibles et contrairement au travail du pays qui émanaient de la politique économique des Etats copartageants, ainsi qu'en la possibilité de mener une politique économique propre et adaptée aux besoins intérieurs du pays. Si l'influence bienfaisante de l'indépendance reconquise ne s'est pas encore suffisamment extériorisée, cela tient aux conditions dans lesquelles naissait l'Etat polonais. Ces conditions trouvèrent leur expression, avant tout, dans la destruction, par les effets de la guerre, de toute une série de métiers, qui fut sensible surtout pour les fabriques situées sur la rive droite de la Vistule, c. à d. en arrière de la première ligne du front russe. Le pourcentage des pertes, occasionnées par les opérations militaires proprement dites fut, du reste, relativement peu élevé. Des dommages infiniment plus importants furent occasionnés à l'industrie polonaise, par l'activité méthodique et consciente de l'administration russe, qui avant de quitter la Pologne exportait en Russie l'outillage des fabriques et détruisait les machines et même faisait sauter des fabriques entières à la dynamite. Tel fut, par exemple, au début même de la guerre le sort des mines de charbon du bassin de Dąbrowa, celui des mines métallurgiques les plus puissantes en Pologne de „Lilpop, Rau et Loewenstein“, de „Rudzki et Cie“ et de plusieurs fabriques métallurgiques de Lublin. Cependant, ce qui détermina la destruction définitive de l'industrie polonaise ce fut l'action des pouvoirs d'occupation allemands suivie avec une stricte méthode et d'après un plan établi d'avance qui avait pour but de paralyser la concurrence d'après guerre de l'industrie polonaise sur les marchés russes. Cette action fut dirigée avant toutes autres contre l'industrie la plus florissante et la plus liée avec les marchés russes, c. à d., l'industrie textile, puis vint le tour de l'industrie métallurgique. On commençait par requisionner les métiers premières, puis on requisionnait et l'on exportait en Allemagne les chaînes et transmissions et les fraissences enfui, l'on exportait toutes les parties en énières sans hésiter devant la destruction de machines entières et l'arrêt de travail dans les mines pour l'obtention de quelques dizaines de kilogrammes de cuivre. Les réquisitions de bétail et de chevaux infiniment plus sévères qu'en Allemagne, le manque d'engrais chimiques et de machines d'agricoles occasionnèrent un retrécissement important de la surface cultivée et, par là même une grande diminution des récoltes.

Étant donné la tendance connue des Allemands de poursuivre systématiquement et avec conséquence un but, une fois imposé, leur politique devait inévitablement porter les fruits qu'ils en espéraient.

Réellement, toute l'industrie textile du Royaume fut immobilisée, tous les hauts fourneaux et toutes les mines métallurgiques de quelque importance, qui travaillaient encore, furent obligées d'interrompre leur activité; la majeure partie des usines de produits minéraux et de confection subit le même sort. Le travail continua seulement dans ces branches de l'industrie dont le fonctionnement était désirable pour la guerre en cours et, dans une certaine mesure, celle dont la concurrence n'était ni ne pouvait devenir nuisible à l'industrie allemande. Telles étaient les mines de houille et de gâman, les scières, les sécheries des pommes de terre, de légumes et de fruits et de sucreries. Le nombre des sécheries et des scières augmenta même considérablement, car le bois polonais constituait un moyen important de paiement envers les Etats neutres pour les denrées importées de ces Etats, tandis que les pommes de terre et légumes secs exportés en Allemagne permettaient de couvrir ne fut ce qu'en partie les déficits dans ce domaine.

Pour entretenir le travail dans les mines de houille on fit venir à la place de celles détruites par les russes de nouvelles machines de qualité, du reste, très inférieure et l'on assigna des cartes supplémentaires spéciales d'approvisionnement pour les mineurs.

Tel était l'état de la Pologne quand elle renaissait

après la fin de la guerre mondiale. Les événements ultérieurs ne lui permirent pas de consacrer toutes ses forces à la restauration de sa vie économique à l'intérieur. La guerre prolongée avec la Russie bolsheviste, ses frontières non encore tablies à l'ouest comme à l'est, les manquements et fautes inévitables pendant la formation précipitée d'un appareil d'administration, enfin, toute une série de difficultés intérieures dans le genre, par exemple, de l'antagonisme de classes, exaspéré comme dans beaucoup d'autres pays, de la question agraire, du chômage etc. entraînèrent la baisse vertigineuse du mark polonais et rendirent encore plus difficile l'action de reconstruction.

Néanmoins, on peut affirmer très catégoriquement que le travail entrepris dans ces conditions fut très grand. D'après les données officielles du Ministère de l'Industrie

et du Commerce le degré de mobilisation des manufactures est de 32% au Royaume de Pologne, de 50% en Petite Pologne et de 80% en Pologne anciennement prussienne; il est de 49% pour toute la Pologne en regard de l'état d'avant guerre. En Décembre 1920 d'après les données de ce même Ministère la mobilisation des mêmes industries atteignit les 65%. La mobilisation de l'industrie des mines et hauts fourneaux s'accrut jusqu'à 106% (154% pour les mines et 51% pour les hauts fourneaux). Le tableau ci-dessous illustre la rapidité de la reconstruction industrielle dans l'ancien Royaume de Pologne, c. a. d. dans la partie du territoire polonais qui fut la plus industrialisée et qui, en même temps, subit les dégâts les plus considérables. Ce tableau nous indique le nombre des ouvriers occupés dans les diverses branches de l'industrie à différentes époques.

Nombre d'ouvriers.

Genre d'industrie.	1912	1916/17	1919/V	1919 VIII	1920/I	1920 VI	% par rapport à l'état d'avant guerre
I. Industrie minière.							
1. Mines:							
a) houille	23.000	22.000	—	30.760(XII)	30 582	29.947(III)	132%
b) houille brune	600	—	—	1.430(XII)	1.407	1.523(III)	254%
2. Minerais:							
a) minerai de fer	1.824	—	1.777	1.354	1.615	2.000(IV)	109%
b) " " zinc	1.543	—	1.260	1.337	1.348	1.375 "	89%
c) " " cuivre	—	—	128	126	104	128 "	—
d) soufre	—	—	79	140	156	140 "	—
3. Fonderies:							
a) de fer	18 881	—	3.498	4.722	—	8.500	45%
b) de zinc	754	—	436	451	467	470	62%
II. Manufactures.							
1. Textiles.							
a) de coton	68.175	—	—	10.000	17.800	35.000	25%
b) de laine	57.178	—	3.000	10.360	16.000		
c) de lin, de chèvrefeuille et de jute	14.063	—	—	2.804	3.000		
d) de soie	2.221	—	—	—	—		
2. Métallurgie.	48.715	—	3.179	9.409	7.151	13.540	28%
III. Industrie alimentaire.							
a) sucreries	22.000	12.000	12.000	12.000	12.000	—	55%
b) brasseries	5.000	—	—	1.000	1.400	—	28%
c) distilleries	5.000	—	—	410	700	—	14%
d) fabriques d'amidon	1.200	—	—	403	270	—	22%
IV. Industrie minérales.							
a) fabriques de ciment	3.880	500	1.000	2.000	2.000	2.000	57%
b) " " céramiques	13.375	1.500	6.000	6.500	6.500	6.500	49%
c) " " chaux	3.000	500	800	1.000	1.000	1.000	33%
d) verreries	5.820	1.600	3.103	2.700	2.700	3.000	52%
V. Industrie du bois.							
(meubles)	3.540	—	—	1.200	1.200	1.500	42%
VI. Industrie papetière.	7.000	1.240	1.240	1.124	4.000	4.000	57%
VII. Produits chimiques.	7.511	—	1.000	3.100	3.220	3.220	43%
VIII. Poterie	8.028	1.500	3.000	2.614	2.614	2.614	33%

Le procès rapide de reconstruction de l'industrie polonaise que l'on peut constater dans ce tableau ne correspond, malheureusement, pas à l'augmentation de la production. L'état général fut infiniment plus mauvais sous ce rapport, malgré qu'une certaine amélioration a pu être constatée depuis 1919. La production de houille, par exemple, augmenta de 6,145 milles tonnes en 1919 à 6,395 milles tonnes en 1920; la production de houille brune—de 174 à 238 milles tonnes celle du sucre de 77,1 à 180,0 milles tonn (calculs provisoires). Par contre, la production de pétrole tomba de 830, 6 à 764,8 mille tonnes à cause surtout de l'épuisement des mines de Boryslaw et de l'arrêt des travaux de perfora-

tion (par manque de machines et cherté du coût d'extraction), mais aussi par suite de la crise des transports, de l'immobilisation de grands capitaux dans le pétrole déjà extrait et enmagasiné, du trop-plein des réservoirs et, par là même, de l'arrêt de l'extraction artificielle.

L'augmentation relativement petite de la production par rapport au degré de mobilisation de l'industrie a été déterminé par toute une série de facteurs, dont les plus importants ont été: 1) la crise des transports; 2) le manque de charbon; 3) l'usure des machines et outils; 4) l'insuffisance et l'irrégularité de l'approvisionnement des ouvriers; 5) la baisse du mark rendant

très difficile l'acquisition des matières premières et des machines nécessaires et 6) le manque de capitaux.

Parmi ces facteurs la crise des transports et le manque de houille furent les plus funestes dans leurs effets. Le premier détermina de fréquents arrêts dans la fonctionnement des entreprises mobilisées, occasionnés par des arrêts similaires dans la fourniture des matières premières commandées et de la houille, ce qui augmenta considérablement les frais de production et créa un manque artificiel de marchandises sur le marché, joint souvent à un trop-plein des mêmes marchandises dans les dépôts des fabriques, trop-plein qui empêchait la production subséquente. Le manque de houille rendait difficile le procès de reconstruction et la mobilisation de l'industrie.

Vers la fin de 1920 il manquait, en comparaison avec l'état d'avant guerre, 2,187 locomotives (4,804 avant la guerre) 6,230 wagons de voyageurs (12,011 avant la guerre, et 69,913 wagons de marchandises (120,110 avant la guerre). Ce manque fut le plus sensible dans la seconde moitié de 1920, après la fin de la guerre contre la Russie bolcheviste. Il y eut des périodes où malgré le manque général de houille, d'immense agglomération de ces produits se formaient dans le bassin de Dąbrowa et la réception de la houille de Haute-Silésie attribuée à la Pologne se butait à des difficultés presque insurmontables et n'était effectuée qu'à grand-peine. A cette même époque l'exportation polonaise se butait à des difficultés encore plus grandes de sorte que malgré l'état fatal du change, la capacité d'exportation de la Pologne ne fut que partiellement exploitée. Au mois d'Octobre et en Novembre, par suite de l'interruption dans la fourniture de charbon, cessèrent leur travail les fabriques textiles de Łódź, de Zgierz et de Pabianice, ainsi que la seule fabrique de cellulose en Pologne, celle de Włocławek. Par suite du manque de wagons on n'exporta de la Haute-Silésie que 25% du contingent.

Vers la fin de 1920 et, surtout, au commencement de 1921 la crise des transports se calma presque totalement par suite de l'activité renforcée des ateliers de chemin de fer et des fabriques de wagons, et aussi par suite de la récupération d'une partie du matériel ferroviaire, qui avait été mis à la dispositions des autorités militaires. On peut espérer que la crise ne se répétera plus. Cela appert du tableau comparatif des agglomérations de charbon dans les mines et du chiffre des wagons fournis par les chemins de fer.

M O I S	Chiffre des wagons, fournis aux mines	Wagons non fournis à cause du manque	Etat des agglomérations de charbon vers la fin du mois
Juillet	20,985	6,095	96,800
Aout	12,228	14,085	179,582
Septembre	20,991	4,876	149,969
Octobre	14,966	10,610	165,362
Novembre	20,798	6,153	135,665
Décembre	19,071	4,954	80,080
Janvier	19,878	1,044	—

En dehors des deux fabriques existantes deux nouvelles fabriques de wagons ont été mobilisées à Varsovie et à Ostrowiec, ainsi qu'une fabrique de locomotives à Varsovie. En outre, on est en train de bâtir une grande fabrique de wagons à Ostrow; cette fabrique doit constituer le plus grand établissement industriel en Pologne. Une deuxième fabriques de locomotives est en construction à Chrzanów (Petite Pologne). Les fabriques existantes et celles en construction suffiront, certainement, aux besoins de la Pologne. En ce qui concerne les locomotives, il ne peut être question, pour le moment, que de l'entretien de l'état existant. L'achat à l'étranger de nouvelles locomotives sera probablement inévitable.

La crise de combustibles ne fut pas moins rude. La production du pays ne pouvait satisfaire qu'à une faible partie de la demande. Le manque de charbon provoquait souvent le chaumage forcé dans de nombreuses fabriques, qui étaient déjà prêtes à fonctionner. C'est ainsi qu'au mois de Janvier l'industrie n'obtint que le 32% de sa demande; pendant les mois suivants elle obtenait de 30 — 40%; au mois de Juillet par suite de l'augmentation du contingent Haut-silésien de 200 mille tonnes à 450 mille, elle obtenait 53%, mais dans la seconde moitié de 1920, depuis Juillet jusqu'à Décembre les quantités fournies diminuèrent de nouveau à cause de la crise des transports et en mois de Décembre l'industrie ne recevait plus que les 29% de sa demande. Pendant les premiers mois de 1921 la situation s'améliora sensiblement, cependant, à l'heure actuelle encore la fourniture ne souffit de loins pas à la demande.

Quantité de nouvelles sociétés anonymes et de capitaux en milliers de Mks.

G E N R E	1919		1920/I trimestre		1920/II trimestre		1920/III trimestre		Total	
	Nombre	Capitaux	Nombre	Capitaux	Nombre	Capitaux	Nombre	Capitaux	Nombre	Capitaux
1. Agriculture	1	1,000	—	—	—	—	1	5,000	2	6,000
2. Mines	5	49,625	4	106,800	1	60,000	—	—	10	216,425
3. Hauts-fourneaux	—	—	—	—	1	15,000	—	—	1	15,000
4. Textiles	1	2,000	2	1,900	1	2,000	2	47,000	6	52,900
5. Confections	—	—	1	12,000	—	—	—	—	1	12,000
6. Ind. papetière	1	1,500	—	—	—	—	—	—	1	1,500
7. „ graphique	3	1,700	—	—	—	—	—	—	3	1,700
8. „ du bâtiment	3	10,000	2	41,750	3	43,000	—	—	8	94,750
9. „ du bois	2	26,400	—	—	3	13,500	—	—	5	39,900
10. „ métallurgique	9	52,940	11	51,000	2	45,500	3	34,000	25	183,640
11. „ minérale	2	7,000	1	2,000	1	2,000	1	7,500	5	18,500
12. „ de produits à base animale	—	—	—	—	1	10,000	—	—	1	10,000
13. „ alimentaire	5	13,700	6	16,500	1	6,000	1	2,500	13	38,700
14. „ chimique	2	5,000	2	2,660	4	45,500	1	3,000	9	56,160
15. „ autres	3	5,080	1	3,000	—	—	3	23,000	7	31,080
Total	37	175,945	30	237,610	18	242,500	12	122,000	97	778,055
16. Commerce et l'industrie	33	220,400	12	53,200	12	191,500	12	153,300	69	618,400

Ainsi que nous le disions plus haut l'augmentation de la production de charbon et indirectement de la production générale était empêchée par les manques d'approvisionnements, les difficultés dans les achats de matières premières, par cause de la baisse du mark polonais, l'usure des machines et outils et le manque de capitaux. Les manques d'approvisionnement eurent une influence particulièrement défavorable sur l'industrie minière et se firent sentir surtout pendant les derniers mois de 1920 et les premières journées de 1921. Les grèves quoique de courtes durée furent particulièrement fréquentes à cette époque, il y eut même des cas de grève, dite italienne. Cet état de choses influa nécessairement d'une façon défavorable sur l'extraction de la houille. En Décembre et Janvier il occasionna même une certaine diminution de la production. Les difficultés dans l'achat des matières premières et machines indispensables se firent ressentir surtout dans l'industrie textile, pétrolière et celle du charbon. Pour éliminer ces difficultés on eut recours à la méthode, dite, d'échange: on paya les matières premières, les machines et outils auxiliaires avec la marchandise produite. L'achat des engrais chimiques pour l'agriculture fut organisé avec succès sur la même base, ainsi que l'achat du coton pour l'industrie textile et celui des machines et outils pour les mines de houille et de pétrole. Le manque des capitaux a été partiellement paralysé par l'action concertée des banques qui fournissaient ensemble les capitaux nécessaires aux entreprises en formation, en organisant de grandes sociétés par actions. Le

credit et les commandes fournies directement par l'Etat ne furent pas moins efficaces.

Pendant les deux dernières années 1919 et 1920 au Royaume de Pologne et en Petite Pologne seulement furent créées dans les différentes branches de l'industrie et du commerce les quantités suivantes de sociétés par actions.

L'augmentation constante du mouvement industriel et frappante. Dans la première moitié de 1920 seulement fut créé un nombre beaucoup plus grand de sociétés anonymes que pendant toute l'année 1919. La baisse du chiffre des capitaux pendant la 3-e trimestre 1920 est due aux moments critiques de l'offensive bolcheviste. L'industrie métallurgique tient la première place quand au nombre des sociétés nouvellement créées vient ensuite l'industrie alimentaires, celle des mines et hauts fourneaux etc. Cette dernière industrie vient en premier en ce qui concerne les capitaux engagés.

L'accroissement du nombre des sociétés anonymes a été encore plus grand dans l'ancienne Pologne prussienne, où la création de nouvelles entreprises était favorisée par le meilleur marché des produits alimentaires et les salaires moins élevés. Dans l'espace de deux ans furent fondées dans cette partie de la Pologne 71 sociétés par actions, dont 42 industrielles et 29 commerciales, de transports et d'assurances au capital total de 668,900 mille Mk. Ici aussi en ce qui concerne l'importance des capitaux engagés la première place appartient à l'industrie métallurgique, puis viennent les industries: alimentaire, papetière et graphique.

Industrie métallurgique 7 sociétés anonymes au capital de 130,000 mil. de Mk.					
"	alimentaire	7	"	"	70,000
"	papetière et		"	"	"
"	graphique	9	"	"	58,150
"	textile	6	"	"	48,000
"	chimique	6	"	"	33,000
"	du bois	2	"	"	18,000
"	minérale et		"	"	"
"	du bâtiment	5	"	"	7,550

Le 20 mars 1921 la Pologne aura vécu une crise décisive. Cette crise — c'est le plébiscite de Haute Silésie. La réunion de cette province à la Pologne apportera un changement complet dans la vie économique polonaise. Non seulement les difficultés existantes dans le domaine des combustibles seront aplanies et le bilan commercial de l'Etat, défavorable à l'heure actuelle, aura changé, mais encore une base solide aura été acquise pour un grand essor futur du développement économique. La réunion de cette province influera très cer-

tainement d'une façon très sensible sur la hausse du Mark polonais, la cherté diminuera etc. Cependant on peut prévoir, que la hausse de Mk. déterminera en Pologne une crise industrielle analogue à celle qui sévit actuellement en Europe Occidentale et en Amérique, et dont l'influence ne s'est pas encore fait sentir en Pologne. Cela constituera le seul moment défavorable, du reste passager, qui peut ne pas entrer en calcul vu les énormes profits, économiques assurés pour des siècles entiers.

Le Bilan Commercial de la Pologne pour 1920.

L'année commerciale 1920 fut marquée pour la République de Pologne par une écrasante prédominance des importations sur les exportations. En chiffres ronds, le total de arrivages s'est chiffré par 3,520,000 tonnes pendant que le pays exportait en tout: 168,000 t.

La situations se présentera sous un jour que tout soit peu différent, si nous défalquons du total des importations les 80,000 t. de charbon reçu de bassin de Karwin et les 2,600,000 t. de houille expédiées par la Haute Silésie. Le reliquat, 840,000 t. sera au montant des exportations dans le rapport de 4 à 3. Une telle conection est tout à fait justifiée, étant donné, qu'à bref délai; il n'y aura plus lieu de tenir compte de l'importation de Haute Silésie.

Voilà certes un chiffre qui donne une expression saisissante des rapports économiques qui lient la Haute Silésie et la République Polonaise: le charbon haut-silézien a représenté en 1920 le 73% du tonnage total des importations de la Pologne.

N'oublions pas d'autre part que le tonnage des arrivages a été lourdement grevé par les importations d'armes et de munitions, fait d'ordre exceptionnel, car au cours de l'année écoulée, la Pologne fut seule, parmi les Nations, à être acculée à la défense, les armes à la main, de son indépendance; dans les années qui vont suivre, les probabilités de paix d'une part, l'extension de la fabrication nationale des armements et des munitions d'autre part, contribueront à réduire considérablement les importations de matériel militaire.

La montant précité de 840,000 t. (défalcation faite de la houille) des importations polonaises, se répartit, quant à la quote-part des livraisons respectives, entre quelques Etats, fournisseurs principaux. Au premier rang, vient l'Allemagne (224,000 t.) puis, les Etats-Unis (152,000 t.) représentant plus de la moitié, si ce n'est les 3/4 de l'importation maritime totale via Gdansk (Dantzig); plus loin, vient l'Autriche (76,000 t.), la Tchéco-Slovaquie (69,000 t. non compris de charbon), la Roumanie (45,000 t.),

la Grande-Bretagne (37,000 t.), les Pays-Bas (32,000 t.); quant à la France elle n'a exporté en Pologne que 14,500 t., non compris le matériel de guerre (on atteint le chiffre de 22 500 si on tient compte de l'Algérie); la France se trouve donc être rétrogradée au 8-me rang.

Les importations de la Pologne pour l'année 1920 sont caractérisées par la proportion élevée des produits alimentaires (406,000 t.), qui, toujours défoliation faite du charbon, représentent les 48% des importations totales, dont plus de la moitié fournie par les Etats-Unis. L'importation des matières premières (222,000 t.) est légèrement supérieure à l'importation des articles fabriqués (plus de 203,000 t.), plus les articles mi-ouvrés (8,000 t.).

L'exportation polonaise au cours de l'année exceptionnelle de 1920 s'est élevée à 618,000 t. dont: 143,000 des produits alimentaires; 349,000 t. de matières brutes; 5,000 t. des produits mi-bruts et 121,000 t. d'articles finis. Au premier rang figurent les pommes de terre (environ 100,000 t., dont 79,000 t. à destination de l'Allemagne). Du total des matières premières exportées, 44% fut dirigé vers l'Autriche (plus de 155,000 t.: en majeure partie de la houille de bassin de Dabrowa). Chose curieuse, il apparaît ici que les relations économiques entre Vienne et la Galicie (Pologne Petite) avaient poussé des racines beaucoup plus profondes que pour ce qui concerne les relations de Berlin avec la Posnanie.

Dans le domaine de l'exportation des matières premières, le second client de la Pologne après l'Autriche, était l'Allemagne qui absorbait 90,000 t.; puis venait la Tchéco-Slovaquie (47,000 t.).

Le point le plus digne d'attention est celui relatif à la sortie des produits de l'industrie. Ici, nous voyons l'Autriche absorber le 36% du total de notre exportation en ce domaine, notamment 43,000 t. ce qui balance presque le tonnage des articles autrichiens entrés chez nous (46,000 t.); puis viennent l'Allemagne (33,000 t.) et la Tchéco-Slovaquie (27,000 t.). A part les 3 pays susmentionnés, aucun autre Etat n'honorait devant la Pologne de marché d'écoulement digne d'être pris en considération.

Qu'est-ce que la Pologne a donc exporté au cours de cette année qui fut si pénible?

Pour ce qui est du chapitre „matières premières”, c'est la *ciment* qui se place au premier rang (plus de 40,000 t.), la Tchéco-Slovaquie, l'Allemagne et l'Autriche réunies en ont absorbé le 9/10^{mes}.

Dans la branche „produits alimentaires”, nous mentionnerons le sucre dont la Pologne a exporté 16,000 t.

Le bois n'est pas expédié au dehors exclusivement sous l'espèce de bois de construction mais, aussi en tout que meubles et autres articles manufacturés (plus de 5,000 t.) ainsi qu'à l'état de produits mi-bruts (bois équarris, bois sciés, bois de placage: 3,500 t.). C'est assurément un symptôme des plus rassurants de constater que le bois sous forme mi-ouvrée et sous forme manufacturée a été exporté dans des quantités de 8 à 9 fois supérieures à celles du bois sorti à l'état de grume (1,025 t.).

Mais par-dessus tout, la Pologne exporte beaucoup de pétrole brut (45,000 t.) et de produits du raffinage de celui-ci (environ 93,000 t.), ce qui montre quel rôle de tout premier ordre joue le pétrole galicien dans l'économie de l'Etat polonais.

Collationnant les diverses résultantes des échanges commerciaux de la République Polonaise en cette

année particulièrement pénible que fut 1920, nous arrivons à la conclusion qu'il est impossible d'envisager comme normaux les chiffres relatifs à l'importation ainsi qu'à l'exportation. Ainsi, la Pologne n'a pas exporté les articles dont elle s'était fait une spécialité avant la guerre; notamment, le courant des exportations vers la Russie, d'articles tissés, d'articles de mercerie, de confection, d'ornementation de métaux ouvrés, de l'industrie mécanique, si intense avant la guerre, s'est trouvé pratiquement réduit à zéro, en 1920. Les conséquences néfastes dues au transport en Russie d'installations usinières au complet, de la rafle des moteurs du pays par les Allemands ainsi que de l'exode forcé des ouvriers spécialistes, se font toujours lourdement ressentir.

Même la question des aniveges de matières premières (p. ex. du lin) n'a pas encore pu être mise au point.

Les données relatives au commerce extérieur pour l'année 1920, si elles doivent caractériser quoi que ce soit, ce sera le degré d'anomalie du complexe des rapports économiques de cette période; si nous devons y rechercher quelque indication pour l'avenir, c'est l'accroissement de l'exportation au cours des derniers mois de l'année qu'il faudra prendre en considération. Ainsi, sur un total de 618,000 t. exportées, nous constatons que la part du seul mois de Décembre est représentée par 101,000 t., celle de Novembre, par plus de 80,000 t., ce qui signifie que l'exportation mensuelle moyenne qui pendant les 10 premiers mois s'élevait à 43,700 t. est montée à plus de 90,000 t. durant les deux mois de fin d'année. En Novembre, l'excédent des importations (charbon non compris) sur les exportations se chiffre par 3,000 t.; en Décembre, la situation est inversée, c'est l'exportation qui l'emporte de 12,000 t.

Indubitablement, la paix qui vient d'être vignée à Riga est appelée à exercer une influence considérable sur la balance de notre bilan commercial.

D'autre par, il est à prévoir que le montant de nos échanges commerciaux avec l'Autriche ira en baissant, d'année en année; ainsi p.ex. les 1,300 t. d'oignons que l'Autriche a fourrés à la Pologne seront inéluctablement éliminés par la production de l'industrie mûchère indigène. Même chose serait à dire concernant la Tchéco-Slovaquie.

Par contre, il est des plus probables que se rétablira l'ancien courant d'avant-guerre des exportations vers la Ruthénie-Blanche, l'Ukraine, le Caucase et qu'en Roumanie s'ouvrira pour nous un important marché d'écoulement. Dans le même ordre d'idées, il faut s'attendre à une intensification des importations en Pologne, du lin et de la cellulose comprimée pour papiers des Etats baltes, des phosphorites, des minerais de fer de l'Ukraine, de la pyrolusite du Caucase ainsi que du lin et du bois de la Ruthénie-Blanche.

Enfin le relèvement de l'agriculture aura pour effet de restreindre l'importation des produits alimentaires.

Du somme, l'année écoulée de 1920 devra être considérée comme une sorte de point de repère qui nous permettra d'apprécier à leur juste valeur les progrès accomplis au cours des années qui suivront et qui, à mesure que nous éloignerons de cette période de guerre et de cataclysmes économiques, devront se rapprocher de l'asymptote d'une vie économique saine.

A. Sujkowski.

Données sur la production nationale en Pologne indépendante au début de la paix.

Avant la grande guerre, chacune de trois parties de la Pologne assujettée à une autre domination, vivait sous un régime cultural et économique différent. Cet état de choses devait forcément laisser une empreinte particulièrement forte dans le domaine le plus sensible aux influences civilisatrices d'une part, aux influences économiques à une autre, c. a. d. dans le domaine de l'agriculture. L'état de civilisation influait sur l'intensité des cultures; les conditions économiques sur l'agrandissement ou l'amointrissement des superficies ensemencées qui dépendaient, par exemple, du régime protecteur des douanes, des tarifs ferroviaires ou bien du marché général pour les produits ruraux dans les limites de l'Etat auquel appartenait telle ou autre partie. (Ainsi, les droits protecteurs allemands, appliqués à l'entrée des céréales à la frontière russe, favorisaient l'extension de la culture du blé en Pologne prussienne, tandis que les tarifs ferroviaires en Russie étaient spécialement dirigés contre le développement de cette même culture dans l'ancien Royaume de Pologne).

La grande guerre européenne changea les conditions en ce sens, que dans toutes les parties de la Pologne elle mit l'agriculture en dehors de toute concurrence étrangère (ce qui dans d'autres temps aurait pu favoriser son développement), mais aussi elle détruisit dans de nombreuses localités les surfaces cultivées et causa une forte baisse de la production agricole, en enlevant à l'agriculture la main d'oeuvre nécessaire, coupant l'arivage des engrais chimiques, des semences de qualité etc.

Avant d'aborder les résultats de la dernière année agricole, nous voudrions exposer ci dessous le bilan de la production et de la consommation des principaux produits agricoles avant la guerre. Ce bilan a été établi sur les données concernant la production ainsi que sur les bilans commerciaux (de Tennenbaum) pour l'ancien Royaume et (de Rose) pour la Pologne prussienne. En ce qui concerne la Petite Pologne (Galicie), vu le manque complet d'ouvrages en la matière, nous dûmes utiliser des données partielles à notre disposition et établir des calculs approximatifs.

Production et consommation des produits agricoles pendant les 5 dernières années d'avant guerre (en moyenne) par wagons (de 10 tonnes).

A. Royaume de Pologne (dans ses frontières d'avant guerre).

Genre de produits	Chiffres de production après deduction des semences	Consommation	Excédent de l'importation	Excédent de l'exportation
Seigle	185.066	195.854	10.788	—
Froment . . .	51.804	75.202	23.398	—
Totaux	236.870	271.056	34.186	—
Pommes de terre	788.125	775.713	—	12.412

B. Petite Pologne (Galicie).

Seigle	64.504	128.817	64.313	—
Froment . . .	52.552	49.440	—	3.112
Totaux	117.056	178.257	61.201	—
Pommes de terre	488.066	510.293	22.227	—

C. Pologne prussienne (duché de Poznań et Prusse Occidentale).

Seigle	147.850	114.780	—	33.070
Froment . . .	23.490	15.763	—	7.727
Totaux	171.340	130.543	—	40.797
Pommes de terre	435.510	410.199	—	25.311

Résumé.

	GRAINS		POMMES DE TERRE	
	Excédent	Manque	Excédent	Manque
Royaume de Pologne	—	34.186	12.412	—
Petite Pologne . . .	—	61.201	—	22.227
Pologne Prussienne	40.797	—	25.311	—
Totaux	—	54.590	15.496	—

Il résulterait du tableau ci-dessus, qu'avant la guerre la production de blé des pays polonais ne suffisait pas à leur consommation, le surplus de cette dernière se montant au chiffre important de 54½ mille wagons. Par contre, la production des pommes de terre dépassait la consommation de 15½ mille wagons. Dans le calcul ci-dessus, n'entrent pas en considération l'orge et l'avoine dont la production dépassait généralement la consommation dans des proportions assez fortes.

Cependant, si l'on prend en considération les expériences faites pendant la guerre ainsi que pendant l'occupation allemande de l'ancien Royaume en tenant compte de la surproduction constante des pommes de terre sur les territoires faisant actuellement partie de la Pologne et si l'on y ajoute la production d'orge et d'avoine pour gruaux, semoules et autres succédanés, il faut convenir qu'avant la guerre, la production générale des principaux produits agricoles suffisait aux besoins du pays.

Actuellement la situation est toute autre.

La production des cinq produits principaux pendant les trois dernières années normales dans les trois parties de la Pologne (sans celles de la Silésie, de Cieszyn, de Spisz et de l'Orawa) dans ses frontières actuelles (c. a. d. conjointement avec les trois districts de l'ancien gouvernement de Grodno, mais sans compter le nord du gouv. de Suwalki et dans les frontières occidentales, établies par le traité de Versailles) se présentait (1911—1913) comme suit:

Superficie cultivée par 1,000 d'hectares et récolte en 1,000 quintaux metr. moyenne annuelle pour les années 1911 — 1913.

P A Y S	FROMENT		SEIGLE		ORGE		AVOINE		POMMES de TERRE	
	Superficie en 1000 ha	Récolte en 1000	Superficie en 1000 ha	Récolte en 1000	Superficie en 1000 ha	Récolte en 1000	Superficie en 1000 ha	Récolte en 1000	Superficie en 1000 ha	Récolte en 1000
Royaume de Pologne	500	6.522	2.527	24.262	488	6.147	1.387	11.812	1.074	99.272
Petite Pologne	544	6.351	692	7.607	329	3.778	701	7.451	510	59.356
a Pologne prussienne	125	2.574	907	16.406	158	3.394	237	4.527	411	52.385
Totaux	1.169	15.447	4.126	48.275	975	13.319	2.325	25.790	1.995	211.013

La production de mêmes produits diminua en 1919 (exercice 1918/1919) dans les proportions suivantes

La récolte de 1919, d'après les données du bureau central de statistique ainsi que d'après d'autres sources, constitue approximativement les % suivants des récoltes d'avant guerre.

GENRE DE PRODUIT	5 palat. de l'an. Pologne Russe	Petite Pologne	an. Pologne pruss.
Froment environ	30%	30%	40%
Seigle "	45%	35%	60%
Orge "	40%	15%	60%
Avoine "	35%	15%	55%
Pommes de terre environ	35%	15%	75%

L'année 1920 n'apporte pas l'amélioration espérée. La guerre sur le front oriental ainsi que le manque d'engrais et de semences, ne permirent pas cette amélioration. En outre, la production de blé fut influencée par l'hiver 1919/1920 qui lui fut spécialement défavorable.

D'après les données provisoirement établies par le bureau central de statistique (pour l'ancienne Pologne russe et la Petite Pologne), ainsi que d'après les autres sources il résulte que la production des 5 produits sus-mentionnés était en 1920 (en quintaux metr) :

GENRE DE PRODUIT	5 palat de l'an. Pologn. russe	Petite Pologne	an. Pologne pruss.	Total
Seigle	10002507	2610631	6452720	19065858
Froment	3748691	2618446	847530	6214667
Orge	4106206	2344813	2284800	8735819
Avoine	10618521	5530339	2900000	19048860
Pommes de terre	95902618	45168833	43068000	184139451

Adnotation: pour la Pologne prussienne les chiffres sont approximatifs. En comparant le tableau ci-dessus avec les données de 1913 (établies pour le même territoire) on remarque immédiatement la baisse de la production. Cependant, pour conclure dans quelles proportions cette baisse est due à la diminution de la superficie cultivée et de combien elle fut influencée par le moindre rendement des terres (appauvrissement du sol),

il est utile de comparer les surfaces cultivées et leur rendement par hectare.

Superficie cultivée en 1919/20 en milliers d'hectares.

GENRE DE PRODUIT	5 palat. de l'an. Pologn. russe	Petite Pologne	an. Pologne prussienne
Froment	305	355	66
Seigle	1600	486	817
Orge	361	276	168
Avoine	908	563	200
Pommes de terre	865	396	370

Adnotation: pour la Pologne pruss. les chiffres sont approximatifs. En comparant ce tableau avec celui des superficies cultivées pendant les années 1911—1913, nous obtiendrons pour l'année 1919/1920 le % de diminution, comme suit (exclusion doit être faite pour les superficies employées à la culture de l'orge dans l'an. Pologne prussienne, cette culture y étant en légère progression).

GENRE DE PRODUIT	5 palat de l'an Pologn. russe	Petite Pologne	an. Pologne prussienne
Froment	39,0%	34,7%	47,2%
Seigle	36,7%	29,8%	9,9%
Orge	26,0%	16,1%	6,3% augmentation
Avoine	34,5%	19,7%	15,6%
Pommes de terre	19,5%	22,4%	10,1%

Total pour les 5 produits principaux	32,4%	25,2%	11,2%
--	-------	-------	-------

En passant aux détails on remarquera que les superficies de culture ont les moins diminué dans la Pologne prussienne (à l'exception de la culture du froment qui y fut, du reste, peu cultivé même avant la guerre). Sur tout le territoire de la Pologne, c'est la culture de ce même froment qui se trouve le plus en baisse. La culture de l'orge et de l'avoine a moins diminué dans l'an. Pologne russe qu'en Petite Pologne. En ce qui concerne les pommes de terre, leur culture, comparativement à la culture des quatre autres produits, a subi en superficie les moindres pertes sur le territoire de l'an. Pologne russe. Le % de diminution de cette culture est approximativement le même en Petite Pologne, tandis qu'il atteint le double en Pologne prussienne.

Le rétrécissement général des surfaces ensemencées est le plus fort dans l'an. Pologne russe (32,4%), suit la Petite Pologne (25,2%), et en dernier lieu l'an. Pologne prussienne (11,2%).

Le tableau change, si nous envisageons le rendement des terrains cultivés avant la guerre et à l'heure actuelle.

Rendement moyen des terrains cultivés en quintaux metr. par ha (pour les années 1919 et 1920 d'après les données du bureau central de statistique).

GENRE DE PRODUIT	5 palal de l'an Pologne russe moyenne pour l'année.			Petite Pologne moyenne pour l'année			an. Pologne prussienne moyenne pour l'année		
	1911—1913	1919	1920	1911—1913	1919*)	1920	1911—1913	1919**)	1920
Froment	12,9	10,2	9,0	11,7	7,5 *)	7,4	20,2	18,6**)	12,9
Seigle	9,8	9,2	6,3	11,2	7,7 *)	5,4	18,2	13,3**)	7,9
Orge	12,6	11,5	11,4	11,5	7,1 *)	8,5	21,6	15,5**)	13,6
Avoine	10,5	11,8	11,7	10,8	8,0 *)	9,8	19,8	14,8**)	14,5
Pommes de terre	93,8	91,8	110,9	117,0	53,4 *)	113,8	127,8	118,5**)	11,6

Adnotation *) Ces données ne concernent que la Petite Pologne occidentale. **) Les chiffres pour 1919 sont établis pour la Pologne prussienne en deça de la ligne de démarcation de 1919 c. a. d. sans la Prusse occidentale.

En ce qui concerne le rendement des terrains cultivés, celui ci a subi comparativement la plus forte baisse dans l'an. Pologne prussienne, quoique celle ci soit encore actuellement en avance sous ce rapport sur les autres parties de la Pologne. Ce phénomène s'explique facilement si l'on prend en considération que la culture y est très intensive et que, par conséquent, le manque d'engrais chimiques, par exemple, doit y être particulièrement sensible. Parmi les divers genre de produits la baisse de production atteint spécialement le froment et en second lieu le seigle. Les moindres changements sont à observer pour les pommes de terre (le chiffre de 53,4 pour la Petite Pologne en 1919 est exceptionnel et sujet à caution). Leur récolte s'est même accrue dans l'an. Pologne russe comparativement à celle d'avant guerre.

Nous obtiendrons un tableau des plus instructifs si, pour donner leur plasticité aux chiffres, nous comparons combien il a fallu d'hectares avant la guerre et en 1920 pour la production d'un wagon (de 10 tonnes) de chaque produit.

Pour produit 1 wagon il a fallu d'hectares:

GENRE DE PRODUIT	5 palal de l'an. Pologne russe		Petite Pologne		an. Pologne prussienne	
	en 1911-1913	en 1920	en 1911-1913	en 1920	en 1911-1913	en 1920
Froment	7,8	11,1	8,9	13,5	5,5	7,7
Seigle	10,2	15,9	8,5	18,5	5,0	12,6
Orge	7,9	8,8	8,7	11,8	4,6	7,3
Avoine	9,5	8,5	9,3	10,2	5,1	6,9
Pommes de terr.	1,1	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8

Si l'on prend en considération le travail employé pour la culture des terres, la quantité de bêtes de trait et d'outils nécessaires on comprendra combien de forces productrices se perdent inutilement à cause de l'appauvrissement du sol.

Pour rendre plus plausible le mauvais état de notre production agricole nous la comparerons encore avec l'état des récoltes même cinq produits en France c. a. d. dans le pays où les conditions de production diffèrent, il est vrai, assez sensiblement des nôtres, mais dont le rendement des terrains est plus proche du notre que celui de l'Allemagne dont la culture est infiniment plus intense.

Rendement des terrains cultivés en France en quintaux metr. par ha.

A N N E E	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Pommes de terre
1913	13,3	10,8	13,7	13,0	81,3
1920	12,3	10,4	12,7	12,9	76,3

Nous voyons, que les récoltes de tous ces produits ont également baissé en France, cependant, la baisse y est beaucoup moins sensible qu'en Pologne. Sans parler des fermes dans la Royaume et en Petite Pologne qui eurent à souffrir du fait de la guerre, il serait utile de considérer l'état des fermes dans notre province occidentale, c. a. d. dans l'ancienne Pologne prussienne. Ici, avant la guerre, la culture était incontestablement plus intensive que la culture en France et, cependant, nous y remarquons une baisse de production très forte et dépassant de beaucoup la baisse de la production française. Cela prouve l'appauvrissement du sol par les suites de la guerre — telles que le manque de bêtes de trait (sombrees dans les réquisitions de toutes sortes), d'engrais chimiques; la culture moins bonne etc.

Il est encore curieux de comparer l'état de culture de la grande et de la petite propriété. Ainsi que nous le verrons plus bas, cet état pour la grande propriété commence à se rapprocher sensiblement des résultats obtenus dans la petite culture, ce qui constitue une preuve de plus du décroissement général.

Tableau comparatif de la récolte par hectare (en quintaux metr.) pour 1920 (d'après les données du bureau central de statistique).

GENRE DE PRODUIT	5 palal de l'an. Pologne russe		Petite Pologne	
	Grande propriété	Petite propriété	Grande propriété	Petite propriété
Froment	9,6	8,6	7,1	7,4
Seigle	6,9	6,0	7,9	5,4
Orge	11,4	11,3	8,7	8,4
Avoine	12,6	11,3	10,1	9,8
Pommes de terre	116,0	108,6	120,1	112,9

Ces chiffres sont suggestifs surtout pour la Petite Pologne, où le rendement, par exemple, pour le froment, est inverse, c. a. d. plus fort pour la petite propriété que pour la grande. Cependant cette constatation ne doit être faite que pour la Petite Pologne orientale, ainsi que le démontrait les chiffres suivants:

Récolte de blé en 1920 par hectare en quintaux metr.

	Grande propriété	Petite propriété
Petite Pologne occidentale	6,0	5,7
Petite Pologne orientale	4,4	5,2

Les conditions dans lesquelles s'est trouvée la Petite Pologne pendant toute la durée de la grande guerre, et ensuite en 1919, pendant les luttes entre polonais et ukrainiens expliquent suffisamment ce phénomène.

Il serait curieux encore de constater si, par hasard, le rétrécissement des superficies de culture des produits principaux, n'eut pas pour corollaire l'agrandissement simultané de la culture d'autres produits agricoles (fourrages et autres). Cela semble très probable et s'expliquerait par la tendance naturelle du propriétaire de se soustraire aux obligations onéreuses du contingent par la culture de produits non signestrables) tout le contingent obligatoire n'a pas été déterminé.

Cependant, nous ne possédons pas de données précises en la matière car, la statistique de ces produits n'a pas été faite avant la guerre sur toute l'étendue de la Pologne, d'aujourd'hui quand aux données actuelles, celles-ci inspirent peu de confiance. En tous les cas, on pourrait établir par combinaison un calcul approximatif, ce que nous tâcherons de faire dans un article prochain.

Edward Szturm de Sztrem.

La Finlande.

1. Conditions générales du développement économique de la Finlande.

L'état économique de chaque pays est, ainsi que nous le savons, la résultante de l'entrecroisement de diverses causes, parmi les quelles un rôle relativement prépondérant incombe à la situation géographique, au climat, à la densité de la population, à la quantité et au genre des richesses naturelles, à la structure et à la qualité du sol ainsi qu'au caractère de la politique économique de l'Etat. La situation septentrionale de la Finlande entre le 60° et le 70° degrés de latitude, son climat sévère, quoique mitigé par l'influence de Golfström et la grande extension de ses côtes (1,150 km.), ne pouvaient exercer une influence favorable sur le développement des autres d'habitation à l'intérieur du pays. Aussi bien presque toute la population de la Finlande se concentrait-elle dans la partie méridionale du pays et le long de la côte jusqu'à la limite nord du golfe Bothnique, tandis que la partie septentrionale constituait un conglomerat presque ininterrompu de forêt. La densité de population de cette dernière partie (comprennant une unité administrative unique-celle d'Uleaborg, qui occupe la moitié environ de toute la superficie de la Finlande) ne dépassait pas 2,3 habitants par kilomètre carré, tandis que dans les provinces du sud elle arrivait, par exemple, dans la province de Viborg à 20,7, dans celle d'Abo-Bjorneborg à 22,5, dans le pays de Nyland à 37,5 etc.. La densité moyenne de la population de toute la Finlande ne dépassait pas 8 habitants par kilomètre carré. Excepté la Finlande il n'y a en Europe que la Norvège qui soit aussi peu peuplée. La Suède possède déjà une moyenne de 13 habitants par kilomètre, tandis que cette même moyenne atteint en Russie d'Europe le chiffre de 25. A une densité de population aussi faible devrait correspondre un état proportionnellement bas du développement économique et même culturel de la nation. La Finlande cependant, tout en possédant une densité de population infiniment plus faible que celle de la Russie européenne, a fortement devancé ce pays non seulement au point de vue de la civilisation, mais aussi dans son développement économique. Sur 100 habitants la Finlande possédait en 1910 23,3 qui travaillaient dans l'industrie, les mines, le commerce et les communications, tandis que la Russie d'Europe n'en possédait que 14, la Hongrie 18 et même la Pologne (avec ses 76 habitants par kilomètre carré) n'en possédait que 22. En cette même année 1910 on ne comptait en Finlande que 21,560 analphabètes ayant dépassé l'âge de 15 ans sur un chiffre total de 3,059,300 habitants. Le développement des coopératives était très intense. Depuis la fondation de la première coopérative en 1901 leur nombre s'accrut progressivement en atteignant en 1919 les chiffres imposant de 3,135, dont 740 coopératives de consommation, 714 d'épargne et de prêt, 496 sociétés initiales etc. Aujourd'hui il n'existe plus en Finlande de village quelque peu important qui ne possède au moins une société coopérative. On fonda en même temps, deux universités, une école technique supérieure, une école supérieure de commerce, une académie de sciences etc.

Le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie s'accrut de 30,000 en 1885 à 106,000 en 1914.

Cette promptitude relative du développement économique de la Finlande et due en grande partie à la configuration avantageuse de sa surface, à ses grandes richesses naturelles, ainsi qu'à ses nombreux ports de mer. Un immense réseau fluvial, reliant les contrées les plus éloignées à la côte méridionale de la mer Baltique et facilitant l'exploitation des forêts, des mines de fer, de cuivre et autres, ainsi que le transport de leur production vers les centres industriels du sud; les provisions inépuisables de la force hydraulique calculées à l'état moyen des eaux à 3 millions de HP et à la hausse des eaux à 11 millions de HP, qui facilitent l'électrification de tous les pays; de grande gisement de tourbe, de marbre, de granit etc.—voilà les causes principales qui aidèrent le développement économique, observé pendant les 20 dernières années d'avant guerre, et ce malgré les conditions politiques défavorables, malgré la politique économique franchement hostile du gouvernement russe, malgré l'austerité du climat et la faible densité de population.

Cependant, si le développement économique de la Finlande n'acquies pas une plus grande ampleur, si malgré des conditions géographiques et climatiques, analogues la même densité de population et la similitude de la structure géologique, de la fertilité de son sol de ses richesses naturelles la Finlande a été devancée par ses voisins scandinaves, le fait est dû avant toutes choses, à sa dépendance politique, à ce qu'elle faisait partie de l'empire de Russie. Le gouvernement russe empêchait par tout les moyens le développement économique de la Finlande. Les taxes douanières sur les marchandises, importées de Russie, furent sensiblement abaissées, ou même complètement abolies, tandis que ces mêmes taxes étaient maintenues pour les marchandises finlandaises. En même temps, on empêchait aussi par tout les moyens le développement du régime scolaire, l'extension du réseau des voies ferrées etc. En résultat, tandis qu'en Finlande avant la guerre le % de la population occupée dans l'industrie, les mines, le commerce et les communications était de 26,3%, il atteignait en Suède 29% et en Norvège 41%. A la même époque la récolte de blé en Finlande était de 10 à 12 quintaux métriques par hectare, tandis qu'en Suède elle atteignait 15 q.m. et 17 q.m. en Norvège; de même le réseau ferré en Finlande était à peine de 0,88 km. par 100 km.², tandis qu'il était de 1 km. en Norvège et de 3,2 km. en Suède.

La conquête de l'indépendance politique doit, certainement, influer très avantageusement le développement économique futur du pays. Déjà, à l'heure actuelle, un progrès considérable peut être observé dans certaines branches de l'industrie; ce progrès doit incontestablement s'accroître en corrélation avec le rétablissement des relations normales dans le commerce mondial. Ainsi, sont à prévoir l'extension prochaine des industries forestière, de la papeterie, de la construction navale etc., ainsi que l'augmentation de la production agricole en relation avec l'électrification de l'agriculture, facile à opérer. Déjà, à l'heure actuelle les chantiers

finlandais de construction navale suffisent non seulement aux besoins du pays pour la flotte marchande, mais arrivent encore à exécuter des commandes pour d'autres pays. Dans le domaine, enfin, du commerce étranger des relations directes ont été établies avec les marchés de divers états, nouvellement constitués.

Si, réellement, nous nous trouvons au déclin de l'époque de la vapeur et aux débuts de celle de l'électricité, ce qui semble certain, la Finlande, possédant des réserves inépuisables d'énergie hydraulique à bon marché et des ports maritimes avantageux peut devenir l'un des pays les plus avancés sous le rapport de leur développement économique.

2. Etat de l'agriculture et de l'élevage.

Le caractère du sol de la Finlande ne favorisait pas le développement de l'agriculture. L'intérieur du pays était en grande partie marécageux ou sablonneux ayant eu sous-sol des couches profondes de granit, de gneiss et de seniste et seulement dans sa région côtière possédant des terrains argileux plus fertiles. Par contre, le grand nombre des rivières, des lacs et des marais, ainsi que les pluies très fréquentes dans ces régions favorisaient l'élevage du bétail. D'après une enquête, faite en 1910 la superficie cultivée n'atteignait que 1.878.235 ha., tandis que celles des prairies et pâturages étaient de 959.407 ha., c. a. d. représentait plus que la moitié des terrains arables. Une telle relation est presque inconnue dans les autres pays européens. En 1919 la terre arable en Finlande ne constituait que le 8,5% de la superficie totale du pays.

Etant donné le caractère susmentionné de la glèbe, les récoltes en Finlande étaient sensiblement inférieures à celles des pays scandinaves voisins. En 1919 la récolte moyenne de blé était de 17,6 hkl. c. a. d. d'environ 12,5 quintaux par hectare; la récolte de l'orge était de 19,6 hkl. c. a. d. d'environ 12,3 quintaux par hectare; celle de l'avoine de 21,5 hkl. c. a. d. d'environ 9,8 quintaux, et celle des pommes de terre de 125,4 hkl soit d'environ 106 quintaux par hectare. On cultivait très peu de froment. En cette même année 1919 furent semées 3,160 ha, soit à peine 0,2% de la surface cultivée. La culture la plus répandue était celle de l'avoine et du seigle. Cette dernière atteignait les confins les plus septentrionaux de la Finlande (jusqu'au 69°,5 de latitude).

La production du pays ne suffisait pas aux besoins de la population et de grandes quantités de blé devaient être annuellement importées du dehors. En 1914 on importa au total 40.373,7 quintaux de farine et de blé pour 81,8 millions de marcks; en 1919—2.067.474 quintaux pour 543,2 millions de marcks et en 1920 — 1.277.540 quintaux pour 534,2 millions de marcks, dont 638.150 quintaux de blé (seigle), 207.070 quintaux de froment, 177.610 quintaux de farine de froments 186.010 quintaux de semoule, 34.580 quintaux de fécule de pommes de terre, 21.600 quintaux de gruau d'avoine, 11.620 quintaux de ris et 900 quintaux de farine de seigle.

A ce manque considérable de froment et de seigle correspondait une légère surproduction d'avoine qui ne pouvait influencer que d'une façon insignifiante sur l'abaissement de trois généraux de l'approvisionnement national. C'est seulement sous l'influence de la guerre européenne des difficultés de transport et de la nécessité accrue que la production commença à s'élever dans des proportions plus fortes — ce qui apparaît dans le tableau ci-dessous.

Récolte de blé et de pommes de terre en différentes années en hkl.

Année	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Pommes de terre
1910	43748	3631803	1735304	7105735	6126657
1914	69211	3978946	1521039	6897155	6602533
1917	87020	3488485	1721466	7776219	6930246
1919	100000	4229000	2169000	8600000	9200000
accroissement %	128%	16%	25%	21%	50%

Consommation moyenne par tête d'habitant en 1919
45,9 kg. 174,6 kg. 27,0 kg. 104,2 kg. 181,6 kg.

Le manque considérable de blé était contre balancé jusqu'à un certain point par la surproduction du bétail et des produits lactés; cependant, l'augmentation de la production de céréales correspondait à une forte diminution du bétail. Pendant les années 1910 et 1918 on comptait en Finlande au total et relativement à la superficie et la population les quantités suivantes de chevaux, bétail, porcs, moutons, chèvres et rennes:

1. Chiffre total de bétail et chédail en 1910 et 1918.

GENRE	1910	1918	augmentation (+) ou diminution (—) en %.
1. Chevaux . .	366000	309355	— 15,4
2. Rennes . .	127400	—	—
3. Bétail . . .	1605100	1400261	— 12,7
4. Moutons . .	1329700	1124581	— 15,4
5. Porcins . .	422300	226518	— 46,3
6. Chèvres . .	10900	—	—

2. Nombre de bétail et chédail relativement à la surface et à la population.

GENRE	1910		1918	
1. Chevaux et rennes	par klm ²	par 1000 hab	par klm ²	par 1000 hab
2. Bétail . . .	1	161	1	93 (sans rennes)
3. Moutons . .	4	524	3	421
4. Porcins . .	3	434	2	338
	1	138	—	68

3. Nombre bétail et chédail avant la guerre relativement à la population en comparaison avec d'autres pays.

Pays	Chevaux	Bétail	Moutons	Porcins
1. Finlande . .	161	524	434	138
2. Dannemark .	190	820	—	530
3. Suisse . . .	40	380	—	150
4. Pays-Bas . .	50	340	—	210
5. Hongrie . .	110	350	—	360
6. Russie d'Europe	200	291	345	100
7. Pologne . .	129	260	135	169
8. Allemagne . .	70	310	—	340
9. Angleterre . .	64	324	131	227

Ainsi qu'il appert du tableau 3. la Finlande sous le rapport du nombre de chevaux relativement au chiffre de la population ne le cédait qu'au Dannemark et à la Russie d'Europe; sous le rapport du bétail — au Dannemark seulement; sous le rapport des moutons elle occupait la première place et seulement sous le rapport du nombre des porcins était inférieure à tous les pays sus-mentionnés, exception faite de la Russie d'Europe.

Pendant la guerre une consommation augmentée de viande (par cause de manque de blé) ainsi que les luttes intestines occasionnèrent la diminution de quelques et parfois de quelques dizaines de pourcents du nombre de bétail et chédail ce qui amena la cessation presque complète de l'exportation du bétail, la diminution de l'exportation du beurre et des produits lactés et l'augmentation de l'importation du lard.

En 1914 excédant d'exportation du bétail se chiffrait par 31.146 pièces, de la valeur de 2,8 millions de marcks; celui de l'exportation de la viande et des produits de boucherie était de 25,8 millions de marcks, de conserves (de viande) de 0,4 millions de marcks On exportait en moyenne 12 mille tonnes de beurre par

an et pendant l'année sus-mentionnée de 1914 on importa à peine 475 tonnes de lard et d'autres graisses pour 12, 5 millions de marcks. Par contre, en 1919 l'exportation et l'importation du bétail furent presque égales la valeur de la viande et des produits de boucherie importés dépassa celle de ces mêmes produits exportés de passé 80 millions de marcks; la valeur de conserves 6,4 millions de marcks. L'exportation du beurre en 1919 tomba à 397 tonnes et fut en 1920 de 1138 tonnes; l'importation de graisses ayant monté en 1919 jusqu'à 63,7 mille tonnes d'une valeur de 202,9 millions de marcks, diminua l'année suivante jusqu'à atteindre presque les normes d'avant guerre (585 tonnes pour 8,6 millions de marcks). Des changements très caractéristiques eurent lieu aussi dans le commerce des cuirs, des cornes et des crins. La relation entre l'exportation et l'importation de ces matières se maintint à peu près la même, mais il y eut une hausse formidable non seulement dans la valeur mais aussi dans la quantité des transactions *).

Une aussi forte baisse de l'exportation aussi bien qu'une augmentation aussi considérable de l'importation ne peuvent être considérées comme normales et ne correspondent pas aux facultés réelles d'exportations ni aux nécessités moyennes d'importation. L'année 1919 et partiellement même l'année 1920 furent des années où l'on importa non seulement pour consommer immédiatement, mais aussi et surtout pour combler totalement ou en partie le manque complet ou partiel des réserves, occasionné par la guerre. Telle fut la cause principale de l'augmentation de l'importation. En ce qui concerne la baisse de l'exportation des produits de bou-

cherie, du bétail et des produits lactés la cause première de ce phénomène réside dans le manque artificiel de débouchés occasionné par les restrictions fiscales appliquées par de nombreux Etats, ainsi que les difficultés provenant du cours des changes. Tant que dureront ces difficultés il est impossible d'espérer une amélioration sensible dans ces branches de la production nationale.

Etat de l'industrie avant et après la guerre mondiale.

Le développement subit de l'industrie en Finlande eut lieu comme dans beaucoup d'autres Etats dans les dernières 20 années d'avant guerre. Les années de guerre furent une période de stagnation et même de régression dans certaines branches. Pour s'en convaincre il suffit de comparer le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie pendant ces diverses périodes. Tandis que dans les années 1885—7 leur moyenne atteignait à peine 30000 et la valeur totale de la production industrielle était de 100 millions de marcks, en 1914 l'industrie occupait déjà 106097 ouvriers et sa production atteignait la valeur de 702,1 millions de marcks. Après l'explosion de la guerre en 1915 le nombre des ouvriers tombe immédiatement à 100905 et s'étant momentanément élevé en 1915 jusqu'au chiffre de 109900, retombe en 1919 après deux années de luttes intestines à 93061. Dans cette dernière année la relation réciproque entre les diverses branches de production se présentait comme suit:

Genre d'industrie	Quantité de fabriques	Nombre d'ouvriers	Nombre de HP.	Valeur brute de la production
Industrie forestière	573	19645	65567	340255,8 mille mks
ateliers mécaniques	285	18668	26490	256349,6 " "
industrie papetière	162	13503	166452	395484,9 " "
„ alimentaire	366	10006	8504	350274,8 " "
„ textile	199	8802	31346	401762,7 " "
„ minérale	312	6571	11379	79073,2 " "
„ des cuirs	374	4174	5202	192480,7 " "
„ graphique	152	4035	1863	68047,1 " "
hauts fourneaux	144	3479	10904	132416,5 " "
usines électriques et hydrauliques	138	1844	80988	51293,1 " "
produits chimiques	58	1461	3258	58746,9 " "
fabriques de goudrons, enduits et gommes	57	415	466	35514,5 " "
mines de fer	7	259	1346	918,8 " "
fabriques d'instruments de précision	6	78	39	1030,0 " "
autres	15	121	88	1518,3 " "
	2745	93061	413892	23651579 " "

Il résulte du tableau ci-dessus que l'industrie forestière occupait le plus grand nombre d'ouvriers, venait ensuite l'industrie métallurgique, celle du papier, de l'alimentation, l'industrie textile, minérale et de cuirs. La relation est autre si nous prenons comme base de comparaison la valeur de la production. Sous ce rapport la première place revient à l'industrie textile, la seconde à celle du papier; viennent après les industries de l'alimentation, du bois, l'industrie métallurgique et celle des cuirs.

Il est évident que ce dernier mode de comparaison donne une mesure plus vraie d'appréciation relation de la valeur des diverses branches de production dans

la vie économique de l'Etat, mais seulement dans les conditions normales. Dans les conditions exceptionnelles de l'heure présente par suite de la forte baisse du marck finlandais la valeur des tous les produits à base de matières premières importées de l'étranger a augmenté en disproportion avec celle des autres. La difficulté avec laquelle est liée l'obtention de ces matières premières et le manque de marchandises fabriquées avec ces matières d'une part, l'excédent des marchandises fabriquées avec les matières premières locales et la difficulté de placement de ces marchandises d'autre part, telle sont les raisons en sous ordre qui conjointement avec la baisse du marck finlandais augmentèrent d'une manière artificielle la valeur de production de certaines branches d'industrie, tandis qu'elles abaissaient la valeur de production des autres. Il suffit de comparer les chiffres, usés plus haut, avec les chiffres de 1916 et avec ceux d'avant guerre, pour se convaincre combien pourraient être fausses les conclusions basées sur les données statistiques ci-dessus.

*) L'excédent de l'importation des cuirs était en 1914 de 27,4 tonnes de la valeur de 8,6 millions de marcks. En 1919 il était de 4504 tonnes de la valeur de 88,4 millions de marcks et en 1920 sa valeur représentait 60,7 millions de marcks.

Valeur de la production de diverses branches de l'industrie finlandaise en 1913, 1916 et 1919.

Genre d'industrie	en 1913	valeur de la production		augmentation de la valeur.
		en 1916	en 1919	
1. Industrie du bois	171,2 mil. mk.	147,5 mil. mk.	340,2 mil. mk.	+ 130,6
2. " papeterie	101,4 "	283,0 "	395,5 "	+ 39,7
3. " textile	94,2 "	168,8 "	401,7 "	+ 137,9
4. " métallurgique	84,2 "	211,8 "	256,3 "	+ 21,0
5. " des cuirs	30,6 "	—	192,4 "	+ —
6. " alimentaire	—	140,2 "	350,2 "	+ 149,7

L'industrie textile qui en 1919 venait en premier rang (avec un nombre d'ouvriers presque deux fois moindre en comparaison de celui de 1916) venait à peine en troisième dans les années 1913-1916; l'industrie papetière qui vient en deuxième rang en 1919, venait en premier en 1916; l'industrie du bois quatrième en importance en 1919, était troisième en 1916 et tenait la première place en 1913; l'industrie des produits alimentaires qui vient en troisième, était quatrième en 1916 etc.

En comparant les chiffres des ouvriers occupés dans ces différentes branches de l'industrie en 1916 et en 1919, nous obtiendrons le tableau suivant:

	1916	1919	augmentation (+) ou diminution (-) en %
1. Industrie textile	17283	8802	- 47,9
2. " papetière	12380	13503	+ 9,0
3. " produits alimentaires	13602	10006	- 26,4
4. " métallurgique	21894	18688	- 14,6
5. " du bois	22629	19645	- 13,1

En comparant les deux tableaux ci-dessus nous pouvons constater que dans les industries textiles et

des produits alimentaires augmentait la plus la valeur de leur production tout en réduisant le plus sensiblement leur nombre d'ouvriers c.a.d. la production même. On observe, par contre, la hausse la moins sensible de la valeur de la production dans l'industrie papetière, ou en comparaison de l'année 1916 le nombre d'ouvriers a le plus augmenté.

Si donc nous prenons en considération la hausse artificielle de la valeur de la production dans certaines branches de l'industrie, nous venons de parler, et la baisse relative de cette même valeur dans d'autres branches, si nous considérons, en outre, les changements advenus dans la main d'oeuvres depuis 1913 jusqu'au 1919, nous devons concéder pour son importance dans la vie économique de l'Etat la première place à l'industrie du papier, la seconde à celle du bois, la troisième à l'industrie métallurgique; suivait successivement: l'industrie des produits alimentaires, l'industrie textile, des cuirs, des produits minéraux, des mines et hauts fourneaux etc. L'exploitation d'immenses étendues de forêts (61% de toute la superficie) et les différentes manières de travailler le bois constituaient, en fin de compte le pivot de l'économie industrielle de la Finlande.

Le tableau ci-dessous composé sur les données statistiques de l'exportation pendant les années 1891-1913 nous montrera le prodigieux développement de l'industrie du bois en Finlande.

1891 — 93	2,5 millions de m ³	1,6 millions de m ³	14700 tonnes	700 t.	9300 t.	14500 t.
1901 — 03	5,2 "	2,5 "	25600 "	4000 "	27400 "	39600 "
1911 — 13	7,1 "	3,6 "	50700 "	75600 "	51100 "	132900 "
augmentation en %	184%	125%	245%	10614%	4494%	8165%

Pendant la guerre la production ainsi que l'exportation subirent une baisse très sensible et seulement après la conclusion de la paix commença une période de renouveau. Pendant les années 1914-1916 l'exportation du bois était en moyenne de 3,5 millions, en 1917 elle était de 2,8 millions, en 1918-0,5 millions, en 1919-3,6 millions et en 1920 de environ de 5,0 millions de mètres³: l'exportation de la pâte de bois était en 1914-1916-38,6, en 1917-34,0, en 1918-55,7, en 1919-58,9 et en 1920-81,9 mille tonnes l'exportation de la cellulose en 1914, 16-61,5, en 1917-28,5, en 1918-37,8, en 1919-66,2 *) et en 1920-87,9 mille tonnes l'exportation de carton en 1914-16-44,3, en 1917 17,7, en 1918-7,2, en 1919-16,0, en 1920-40,1 mille tonnes; l'exportation du papier — en 1914-16-147,3, en 1917-114,6, en 1918-23,8, en 1919-46,0 et en 1920-125,8 mille tonnes. Dans le domaine de la cellulose et de la pâte de bois la production de 1920 dépassa de beaucoup celle d'avant guerre et certainement l'atteindra bientôt.

La promptitude de ce développement a été conditionné par le bon marché relatif des produits finlandais, d'une part et d'autre part par le grand manque et la grande consommation des produits en papier dans le monde entier.

Dans les autres branches de l'industrie finlandaise l'amélioration est beaucoup moins sensible. Dans l'industrie textile aussi bien en 1919 qu'en 1920 le tra-

vail était irrégulier à l'exception des filatures, des fabriques de tricotages et de la confection. La preuve du mauvais état de cette industrie est fournie par l'importation relativement très grande des tissus. En 1914 furent importées 46,3 tonnes des tissus pour 23,1 millions de marks; en 1919 cette importation comportait 2905,2 tonnes pour 215,3 millions de marks et en 1920-1720 tonnes pour 166,5 millions de marks.

L'industrie métallurgique subit la même dépression quoique dans les proportions moins grandes. En 1914 l'importation des produits métallurgiques atteignait un total de 53,3 millions de marks. En 1919 la valeur de cette même importation était de 353,5 et en 1920 de 520,7 millions. L'industrie des allumettes fut arrêtée dans son développement par le manque de paraffine et de phosphore ainsi que par la forte concurrence suédoise. L'exportation du beurre (industrie alimentaire) atteignit en 1920 à peine 1/10 de la production d'avant guerre.

La dépression observée dans l'industrie métallurgique est la plus caractéristique car le développement de cette branche de l'industrie donne jusqu'à un certain point la mesure du développement économique du pays en général.

Aussi voudrions nous consacrer quelques lignes à la production métallurgique. Celle-ci se développait dans les conditions spéciales. Le marché intérieur était restreint ce qui rendait très difficile la création de grandes entreprises travaillant uniquement pour les besoins du pays. Dès lors, seule pouvait se développer la production de telles marchandises qui, trouvant en partie des acquéreurs sur le marché local, pouvaient

*) y compris le sulfate de cellulose 23,5 et le sulfate de cellulose 42,7 mille tonnes.

être exportées en Russie. Telles étaient les machines et outils agricoles, les machines pour la coupe et l'industrie du bois, les machines électriques, les pompes, les machines de laiterie, les machines à papier, les machines pour l'extraction de la tourbe, les turbines à eau, les chaudières à vapeur etc.

Le caractère de la glèbe exigeant une culture intensive à l'aide des machines agricoles, constituait un stimulant suffisant pour la fondation des fabriques des machines et outils agricoles, la quantité des forces hydrauliques et le coût relativement modique de leur exploitation permettait l'initiative dans la fabrication des machines électriques, des turbines, pompes etc.; le développement grandiose de l'industrie du bois et de celle du papier pouvait servir de base pour la production sur une plus grande échelle des machines et outils indispensables dans ces branches de l'industrie.

L'influence de toutes ces conditions n'aurait, cependant, pas été grande si ce n'était le voisinage du grand marché russe et la grande demande de ces articles en Russie. A cette occasion unique les lieux avec la Russie donnaient de légers bénéfices, non comparables, du reste, aux pertes subies.

Toute l'industrie métallurgique qui travaillait non seulement avec du minerai importé mais aussi en grande partie avec du fer brut, venu de l'étranger, même sous ce rapport ne possédait aucune base naturelle. L'exploitation insignifiante des minerais locaux était conditionnée non seulement par la petite valeur des gisements mais aussi par la concurrence des mines très riches de Suède et de Russie. Aussi, l'exploitation des gisements à fleur de terre qui dans les années 1891-93 atteignait encore la moyenne de 57078 tonnes tomba-t-elle en 1911-13 à 3398 tonnes et se maintient à ce ni-

veau; l'exploitation minière, qui en 1901-93 fut de 20233 tonnes, tomba à 3130 tonnes en 1914 et la production de fonte à la même époque diminua de 27886 tonnes à 9232 tonnes. Simultanément l'importation de la fonte en ces mêmes années passa de 8928 tonnes à 20542 tonnes (en 1911-3). La perte du marché Russe et la stagnation dans les autres branches de l'industrie créèrent de conditions particulièrement difficiles non seulement pour le futur développement de l'industrie métallurgique en Finlande, mais même pour son maintien au niveau acquis.

Méritaient encore notre attention les mines de cuivres ainsi que les carrières de marbre, de granite etc. célèbres dans toute l'Europe. La production des premières ne dépassa pas avant la guerre quelques centaines de tonnes, mais les nouveaux gisements découverts en 1919 et très riches en minerai garantissent le développement très prompt de cette industrie. La production et l'exportation des marbres et des granits sont empêchées par la crise générale de la bâtisse et de l'industrie de la pierre dans toute l'Europe.

Le bilan commercial de la Finlande.

Déjà avant la guerre le bilan commercial de la Finlande était déficitaire. Cependant, l'excédent de l'importation n'était relativement pas important et les revenus obtenus par d'autres positions avantageuses le contre balançaient assez facilement. Pendant la guerre l'excédent de l'importation sur l'exportation augmenta très rapidement. En commençant depuis l'année 1917 un excédent dépassait la totalité de l'exportation. Une légère amélioration n'eut lieu qu'en 1920.

Années	Exportation		Importation		Excédent de l'importation	
		millions de mks		millions de mks		millions de mks
1870 — 72	46,7		71,3		24,6	
1880 — 82	116,8	" "	153,6	" "	36,8	" "
1890 — 92	96,8	" "	144,2	" "	47,4	" "
1900 — 02	195,7	" "	240,1	" "	44,4	" "
1910 — 12	316,5	" "	432,8	" "	116,3	" "
1913	404,8	" "	495,4	" "	90,6	" "
1914	285,2	" "	380,2	" "	95,0	" "
1915	266,5	" "	578,4	" "	311,9	" "
1916	510,6	" "	962,8	" "	452,2	" "
1917	444,9	" "	1231,9	" "	787,0	" "
1918	226,8	" "	504,6	" "	277,8	" "
1919	873,1	" "	2505,4	" "	1632,3	" "
1920	2906,6	" "	3620,3	" "	713,7	" "

Cette amélioration est due à l'établissement de nouvelles relations commerciales et fut déterminée par le changement de direction dans la production et l'exportation des produits de papétrie et de l'industrie du bois. En 1913, avant la guerre, l'exportation de ces produits, du bois et du papier constituait seulement les 76,7%, en 1920 elle atteignait les 93,3% de l'exportation totale.

Les changements survenus dans le domaine des relations commerciales extérieures portent un caractère nettement révolutionnaire. (v. tabl. p. 43).

En 1913 les relations commerciales de la Finlande se limitaient presque exclusivement à trois Etats: l'Allemagne, la Russie et l'Angleterre, le commerce avec ces Etats constituait approximativement les 80% du commerce total, en 1920 le tableau change du tout au tout. Le commerce avec la Russie cesse complètement: le commerce avec l'Allemagne vient en troisième rang; seule l'Angleterre non seulement ne perd pas sa situation

d'avant guerre, mais arrive encore à occuper la première place. Le commerce avec ces trois Etats ne constitue plus en 1920 que 46% du commerce total, tandis qu'il constituait les 80% de ce commerce en 1913. Le nombre des Etats avec lesquels la Finlande entretenait des relations commerciales de quelque importance augmenta de 13 à 19. On remarque un grand développement de commerce avec de nombreux Etats en particuliers des Etats d'outre mer, qui avant la guerre venaient en dernière ligne (tels les Etats Unis, l'Argentine, le Brésil, la Canada, le Danemark etc.). Ce phénomène est incontestablement favorable. Il atteste l'adaptation de la Finlande aux nouvelles conditions. Par contre la participation prépondérante de l'Angleterre au commerce finlandais semble plutôt désavantageuse.

Des changements, relativement importants, sont aussi à observer dans le caractère même de l'importation et de l'exportation. Avant la guerre les articles principaux d'importation étaient: le blé, les denrées coloniales, les cuirs, les plantons et les semences les pro-

Le commerce extérieur de la Finlande d'après les Etats intéressés pendant les années 1912-13 et 1920
en millions de marks.

E T A T S	1 9 1 3				1 9 2 0			
	Importation en Finlande	Exportation de Finlande	Total	% du com- merce gé- néral	Importation en Finlande	Exportation de Finlande	Total	% du com- merce gé- néral
1. Allemagne	194,6	50,4	245,0	30,16	611,2	129,7	740,9	11,3
2. Russie	135,3	106,0	241,3	20,70	—	—	—	—
3. Angleterre	64,5	98,1	162,6	20,02	1002,8	1257,6	2260,4	34,70
4. Suède	26,4	15,9	42,3	5,20	379,6	237,1	616,7	9,47
5. France	7,3	33,3	40,6	5,00	29,6	229,9	259,5	3,98
6. Pays-Bas	9,8	18,2	28,0	3,45	55,2	250,0	305,2	4,68
7. Belgique	7,3	18,1	25,4	3,12	42,4	140,7	183,1	2,81
8. Espagne	2,5	10,8	13,3	1,64	15,6	64,7	80,3	1,23
9. Norvège	0,6	1,4	2,0	0,25	33,7	25,3	59,0	0,90
10. Italie	1,7	0,2	1,9	0,23	15,7	1,0	16,7	0,26
11. Afrique	0,2	7,0(?)	(?) 7,2	0,88	—	—	—	—
12. Indes orientales	2,0	—	2,0	0,25	167,8	0,3	168,1	2,58
13. Amérique du sud	0,7	—	0,7	0,02	—	—	—	—
14. Etats Unis	—	—	—	—	794,8	192,6	987,4	15,16
15. Australie	—	—	—	—	—	—	—	—
16. Danemark	—	—	—	—	179,6	156,7	336,3	5,16
17. Argentine	—	—	—	—	133,3	57,0	190,3	2,92
18. Brésil	—	—	—	—	47,2	54,6	101,8	1,56
19. Suisse	—	—	—	—	27,1	0,1	27,2	0,42
20. Canada	—	—	—	—	16,1	—	16,1	0,25
21. Estonie	—	—	—	—	15,0	14,7	29,7	0,46
22. Lettonie	—	—	—	—	12,0	17,1	29,1	0,44
23. Egypte	—	—	—	—	—	23,4	23,4	0,36
24. Afrique du Sud	—	—	—	—	41,6	41,8	83,4	1,28

duits textiles, les tissus, les minéraux, les métaux et produits métalliques et les machines. Les principaux produits d'exportations étaient: les produits lactés, les poissons, les cuirs bruts et facturés, les bois et produits

en bois, la cellulose, le papier et produits de papèterie, les tissus et les minéraux. Le tableau ci-dessous nous montrera les changements advenus dans la relation de l'importation et de l'exportation des ces différents articles

Importation et exportation des principaux articles en 1913 et en 1920.

Genre de marchandise	Valeur de l'im- porte en 1913	% de l'importe totale	Valeur de l'im- porte en 1920	% de l'importe totale
1. Blé	99,0 millions mks.	19,9	534,2 millions mks.	14,7
2. Denrées coloniales	55,3 " "	11,2	512,1 " "	14,1
3. Métaux et produits metall.	37,2 " "	7,5	520,7 " "	14,3
4. Machines	33,1 " "	6,7	287,6 " "	7,9
5. Minéraux	29,5 " "	5,9	134,3(?) " "	3,7
6. Produits textiles	27,5 " "	5,5	287,3 " "	7,9
7. Tissus	25,8 " "	5,2	166,5 " "	4,6
8. Semences et plantons	22,9 " "	4,6	— " "	—
9. Cuirs	22,1 " "	4,4	98,8 " "	2,7

Genre de marchandise	Valeur de l'ex- port en 1913	% de l'export totale	Valeur de l'export en 1920	% de l'export totale
1. Bois et produits	227,3 millions mks.	56,1	1633,3 millions mks.	58,2
2. Cellulose, papier et produits	71,3 " "	17,5	1080,6 " "	37,2
3. Produits lactés	43,6 " "	10,7	53,4 " "	1,8
4. Cuirs et produits	12,6 " "	3,1	38,0 " "	1,3
5. Tissus	6,9 " "	1,7	— " "	—
6. Minéraux	6,2 " "	1,5	1,3 " "	0,04
7. Poissons	6,2 " "	1,5	4,6 " "	0,15
8. Allumettes	—	—	19,4 " "	0,66

Il appert des tableaux ci-dessus que la participation à l'exportation de la cellulose, du papier et des produits de papèterie a augmenté plus du double; le % de l'exportation du bois n'a presque pas changé: l'exportation des produits lactés est tombé à $\frac{1}{37}$, l'exportation du poisson à $\frac{1}{9}$ et celle des minéraux à $\frac{1}{37}$. L'exportation des tissus à presque complètement cessé. Dans l'importation ont augmenté les % de participation de l'importation des métaux et produits métalliques, des denrées coloniales, des

produits textiles et des machines; ont baissé, par contre, ceux du blé, des cuirs, des minéraux (?) et des tissus. Ces changements prouvent l'adaptation de l'industrie finlandaise aux conditions nouvelles du marché. Ces conditions ainsi que nous les disions déjà en parlant de l'industrie, rendait difficile l'écoulement des produits facturés et en particulier des produits métallurgiques et textiles, sur les marchés étrangers par suite de la très forte concurrence des produits analogues et

souvent de meilleure qualité, fabriqués dans d'autres pays. Par contre, la très forte demande de bois et des produits en bois sur ces mêmes marchés, jointe au mauvais change du mark finlandais, cause, pour ainsi dire, automatiquement l'augmentation de la production

de ces produits. L'ouverture des marchés russes et des relations commerciales plus suivies avec les Etats de l'Europe centrale peuvent devenir la base d'un nouvel essor dans les autres branches de l'industrie qui avant la guerre travaillaient partiellement pour l'exportation.

Cours des changes à la bourse d'Helsingfors depuis 1914/VI—1921/I.

D A T E	Suede 100 couronnes = 138,89 mks.	Danemark 100 cour. = 138,89 mks.	Norvege 100 coer. = 138,89 mks	Angleterre 1 L. = 25,22 mks.	Etats Unia 1 D. = 5,18 mks.	Allemagne 100 mks. = 123,46 mks.
Juin 1914	139,40	139,40	139,40	25,44	5,23	124,10
Decembre 1914	149,76	149,76	149,76	28,88	5,84	—
Juin 1915	164,44	164,44	164,44	29,62	6,10	—
Decembre 1915	206,11	203,46	205,15	34,02	7,10	—
Juin 1916	210,73	210,73	210,73	34,00	7,20	—
Decembre 1916	212,62	204,87	208,95	35,03	7,45	—
Juin 1917	215,76	209,76	211,76	34,41	7,46	—
Decembre 1917	256,25	244,04	248,20	36,53	7,83	—
Juin 1918	240,41	219,37	221,70	33,78	7,12	131,89
Decembre 1918	259,91	241,20	251,04	42,61	8,98	109,12
Juin 1919	287,59	265,59	281,22	51,68	11,17	80,86
Decembre 1919	697,30	608,22	666,61	124,60	32,57	70,04
Juin 1920	470,20	367,22	382,36	85,45	21,90	58,88
Decembre 1920	812,24	614,52	609,66	145,36	41,67	57,92

D A T E	Pays—Bas 100 fl. = 208,32	France 100 frs. = 100 mks.	Belgique 100 frs. = 100 mks.	Suisse 100 frs. = 190 mks.	Russie 100 rs. = 206,67 mks.
Juin 1914	210,14	101,04	100,47	—	266,66
Decembre 1914	234,40	109,75	106,76	—	260,—
Juin 1915	241,52	114,64	—	—	257,58
Decembre 1915	300,—	123,30	—	—	221,84
Juin 1916	304,56	121,80	—	—	214,93
Decembre 1916	302,85	126,33	—	—	213,58
Juin 1917	301,92	127,46	—	—	167,76
Decembre 1917	330,62	134,75	—	185,41	102,—
Juin 1918	354,33	121,92	—	175,70	143,12
Decembre 1918	381,33	164,33	—	185,25	—
Juin 1919	427,31	174,81	—	210,86	—
Decembre 1919	1231,91	305,37	—	599,56	—
Juin 1920	787,28	171,50	186,85	396,08	—
Decembre 1920	1286,76	247,56	262,08	646,36	—

Cours des changes à la bourse d'Helsingfors depuis le 1/I—21 jusqu'au 18 II—21.

	3/I	10/I	17/I	24/I	31/I	3/II	9/II	11/II	18/II
Londres	118,—	115,—	120,—	113,75	112,—	110,—	110,—	114,75	118,50
Paris	206,—	188,—	197,—	206,—	204,—	200,—	200,—	212,—	225,—
Bruxelles	212,—	199,—	207,—	215,—	—	210,—	210,—	221,—	235,—
Berlin	46,25	44,—	48,50	50,50	51,50	46,—	46,50	49,50	52,50
Amsterdam	1053,—	1011,—	1054,—	1000,—	985,—	970,—	970,—	1013,—	1044,—
Bâle	516,—	493,—	505,—	478,—	469,—	463,—	463,—	483,—	510,—
Stockholm	667,—	858,—	685,—	650,—	640,—	625,—	625,—	655,—	678,—
Christiania	515,—	519,—	554,—	575,—	537,—	516,—	505,—	534,—	523,—
Copenhague	515,—	527,—	569,—	595,—	557,—	544,—	525,—	554,—	556,—
New York	33,50	31,50	32,50	30,—	29,—	28,75	28,50	29,75	30,50

On voit d'après les tableaux ci-dessus que la baisse de marks finlandais commença dès le début de la guerre et continue sans cesse jusqu'à la fin de 1919. Vers le milieu de 1920 par suite de la première vague de la crise mondiale, le change du mark finlandais suivant le mouvement de tous les changes dépréciés s'améliora très sensiblement. Cette amélioration, cependant, fut complètement annulée dans la seconde

moitié de 1920 par une nouvelle baisse. Depuis le 1 Janvier 1921 en corrélation avec la deuxième crise mondiale qui dure encore, le change du mark haussa de nouveau, mais ne parvint pas à atteindre même approximativement le niveau de Juin 1920 (pendant la première crise). Depuis le 9/II-21 la tendance à la hausse cèda devant une nouvelle baisse, comme dans beaucoup d'autres Etats européens. Nous n'allons pas examiner

ici les causes de l'arrêt de cette hausse, le problème étant infiniment trop compliqué et pouvant être sérieusement analysé uniquement du point de vue international.

Il nous reste seulement à observer que les changes sus-mentionnés, sont de changes officiels et ne correspondent pas aux changes réels, car de par la loi du 18/III-1919 on ne peut obtenir l'argent étranger que par

l'intermédiaire des banques et ce avec la permission special du Conseil de Change. La difference entre les cours officiels et réels atteinait parfois en 25%. Actuellement cette loi a été abolie et le commerce libre a été autorisé avec de légères restrictions pour les objets de luxe. Il est à douter que cette nouvelle mesure puisse influencer favorablement sur le change finlandais.

Quantité d'or à la Banque d'Etat et des coupures en circulations 1914/VI, 1919/I, 1920/I et 1921/I.

	1914/VI	15/I—19	15/I—20	15/I—21
Or en Banque	35,091 mille mks.	42,700 mille mks.	42,600 mille mks.	42,600 mille mks.
Coupures en circulations	123,941 " "	1114,500 " "	1096,500 " "	1304,500 " "
% de couverture	28,3%	3,7%	3,8%	3,2%

On voit d'après ce tableau que le nombre de coupures en circulations a presque cessé de s'accroître depuis Janvier 1919. A cette même époque le change du mark finlandais a commencé à baisser à une allure

accélérée. Il en résulte que la cause de cette baisse résidait ailleurs, c. a. d., dans le bilan désavantageux de payement.

L'augmentation du cont d'entretien depuis le début de la guerre jusqu'en Novembre 1920.

Le „Mercator” (N° 5) publie le tableau suivant du cont de l'entretien depuis le debut de la guerre jusqu'en Novembre 1920.

J U I N 1914	Trois tri- mètres 1920	II trimestre 1920	III trimestre 1920	Octobre 1920
Nourriture 100	907,5	919,8	1068,4	1172,4
Vêtements 100	942,1	1001,5	1074,0	1133,6
Logement 100	307,6	315,6	354,9	380,5
Combustible 100	967,9	1147,3	1300,2	1431,3
Tabac 100	1218,0	1332,4	1366,5	1377,6
Journaux 100	400,8	400,8	400,8	400,8
Trais généraux 100	830,6	856,9	977,1	1063,2

Le renchérissement a été le plus sensible pour le combustible (houille), le tabac et la nourriture, c. a. d. pour les articles oubien provenant de l'étranger (houille)

oubien fabriqués en totalité ou en partie avec des matières premières étrangères (pain, lard, denrées coloniales, légumes, tabac etc.).

(CHRONIQUE OUVRIERE).

Des prix de détail en Pologne.

1. La hausse ininterrompue des prix des articles et des services de première nécessité, augmentent le coût de la vie, fut la cause de conflits incessants entre patrons et ouvriers. Une vague de grèves monta en reponse à la hausse des prix. Les ouvriers se basant sur la cherté toujours plus grande, présentèrent des demandes réitérées d'augmentation des salaires. Cela donna lieu à un nouveau problème qui exigeait une solution pratique: comment mesurer le renchérissement?

Le ministère du travail proposa la création d'une commission, qui opinerait sur l'augmentation du coût d'entretien des familles d'ouvriers, occupés dans la commerce et l'industrie. L'ordonnance du Conseil des Ministres du 25. V. 1920 institua une „Commission pour l'étude de l'augmentation du coût d'entretien auprès

du Bureau Central de Statistique”. Cette commission présidée par le directeur du Bureau se compose de 20 membres, dont 2 représentants du Bureau, six représentants du ministères intéressés, six représentants de syndicats ouvriers et six représentants des patrons. Indépendamment de cette commission centrale furent créées des commissions analogues locales à Poznań, Lublin, Lodz, Sosnowiec et Czesłochowa. Ces commissions définissent chaque mois les changements survenus dans le coût de la vie.

2. La méthode de l'étude des ces changements constitue un des problèmes les plus compliqués de la statistique. Il est utile de remarquer que la hausse de prix et l'augmentation des frais d'entretien sous deux questions distinctes. La hausse des prix sur les articles

de première nécessité dans telles ou autres proportions ne constitue pas absolument une augmentation des frais d'entretien dans les mêmes proportions. D'abord, tels ou autres articles entrent en différentes proportions dans le budget de différents groupes professionnels. Ces proportions dépendent aussi des moyennes particulières de chaque famille ou individu. Il en résulte, qu'il devient presque impossible de composer une liste d'articles qui correspondraient aussi bien par leur composition que par leur importance pour la consommation (poids) à tel ou autre type de budget normal. Cependant si l'on parvient à établir artificiellement un tel budget fictif, l'étude de l'augmentation des frais d'entretien, basée sur cette fiction, se réduit à la définition du pourcent qu'il faut ajouter ou déduire de la somme totale, indispensable à l'acquisition de la quantité de denrées prévue par le budget que l'on a pris pour base. Les frais réels d'entretiens changeaient dans une progression différente de celle, que démontrent les chiffres ainsi obtenus. Les besoins sont élastiques: ils se réduisent ou augmentent d'après l'état du marché et le niveau des prix. Avec la hausse des prix les articles plus chères sont remplacés par des articles meilleurs marché. Les chaussures, les habits, le linge sont portés plus longtemps. Cela se remarque surtout aux époques de la production amoindrie et de la réduction des réserves sociales quand l'adaptation de la vie générale à la réserve existante réduite devient inévitable. La seule méthode rationnelle d'étudier les frais d'entretien serait celle qui prendrait en considération non seulement les changements du coût d'un budget rigide et invariable mais qui envisagerait aussi les changements survenus dans la manière de vivre de la classe sociale dont on s'occupe. L'application d'une telle méthode est, cependant, presque impossible.

8. Au début, la commission prit pour base de calcul un budget fictif comprenant 14 articles, dont 10 denrées alimentaires et 4 articles de chauffage, lumière et savon. On calcula sur cette base les changements advenus pour les frais d'entretien jusqu'à la fin de 1920. Il est probable, que cette méthode qui ne prenait en considération que plusieurs articles types dont la fluctuation des prix sur le marché était particulièrement sensible, donna des résultats faux. La fluctuation des prix des articles de vêtement, qui n'était prise en considération, est toute autre que celle des denrées alimentaires. Toute une série de positions, telle, par exemple, celle du loyer, n'entrait pas dans ce calcul. Il est évident que le calcul des changements dans les frais d'entretien correspond d'autant plus à la réalité, qu'il est basé sur un nombre plus grand d'articles. En partant de ce principe on appliqua depuis le mois de janvier une nouvelle méthode. Actuellement on étudie les prix des articles et des services journaliers d'après les normes suivantes: a) Denrées alimentaires: pain—1,23 kilo; farine de seigle—0,25 kg; gruau d'orge (moyen)—0,05 kg; pois—0,05 kg; pommes de terre—2,46 kg; choucroute—0,41 kg; lait non écrémé—1 litre; fromage blanc du pays—0,04 kg; oeufs de poule—1 pièce; lard—0,10 kg; huile d'arachide—0,04 kg; beurre frais de cuisine—0,04 kg; viande de boeuf (qualité moyenne avec charge)—0,25 kg; sucre (de confinant)—0,04 kg; sel (idem) 0,10 kg; café de blé 0,04 kg; b) Chauffage, éclairage et lampe: houille—6,15 kg; pétrole—0,16 kg; savon ordinaire jaune (qualité moyenne)—0,04 kg; c) Logement et communications quotidiennes: logement, composé d'une chambre, sis dans le quartier ouvrier; taxe d'eau (à Varsovie $\frac{1}{2}$ m³), autres taxes adjointes au loyer conformément à la loi sur la protection des locataires. Tramway 2 courses (1 course matinale à prix réduit et 1 course à prix normal pendant la journée); d) Besoins culturels: 1 exemplaire de journal par jour, acheté en ville; 1 inscription à l'école secondaire de l'Etat (pour les classes 1—4) par an; frais d'école, calculés par 20 cahiers normaux (de 16 pages) par trimestre, achetés en commerce libre. 2 billets de théâtre par mois; c) Vêtements: 1 paletot confection pour homme tous les 6 ans, au 2,8 mètres de drap. Un complet confection pour homme tous les 5 ans 3,1 mètres d'étoffe. 1 habit de travail — confection pour

homme chaque année; 1 paletot — confection pour femmes tous les 6 ans ou 3,5 mètres d'étoffe. 1 robe de sortie tous les 5 ans au 3 mètres d'étoffe. 1 costume journalier pour femme chaque année au 3 mètres d'étoffe. Linge pour toute une famille, calculé par 1 chemise d'homme confectionnée par mois au 3,5 mètres de madapolame. Chaussures pour toute une famille calculées par 3 paires de chaussures confectionnées pour homme (chaussures mécanique de préférence) et 3 paires de semelles pour homme annuellement.

Nous ne possédons aucune donnée pour vérifier si les normes ci-dessus correspondent à la consommation réelle des classes ouvrières en Pologne. En les établissant, la commission était guidée par le sens pratique et l'expérience quotidienne de la majorité de ses membres et non par l'étude des budgets correspondante des familles intéressées. Il semble, toute fois, que les normes indiquées correspondent, à peu près, aux normes réelles de consommation, aussi les chiffres des changements des frais d'entretien établis par la commission peuvent-ils être suffisamment proches de la vérité.

Le tableau ci-dessous illustre les résultats obtenus relativement aux changements survenus dans les frais d'entretien d'une famille d'ouvrier, composée de 4 personnes établis à Varsovie et recevant des subsides en nature (appelés „députats ouvriers“*).

M O I S	Index	Augmentation mensuelle en %
1920 Juin	100	—
„ Juillet	105	5%
„ Août	125	19,5%
„ Septembre	123	1,6%
„ Octobre	142	15,4%
„ Novembre	170	19,7%
„ Décembre	223	31,2%
1921 Janvier	291	30,5%**)
„ Février	359	23,4%

Il résulte de ce tableau que le renchérissement a été continu, à l'exception du mois de Septembre où l'on put constater une légère baisse. Il est à remarquer que la progression, relativement lente au début, s'accéléra chaque mois de plus en plus. Quelles en sont les raisons? Il est impossible d'envisager ici le problème du renchérissement de la vie en Pologne dans toute son étendue. Une des raisons de l'augmentation accélérée des prix depuis Octobre dernier est certainement la ruine partielle de l'économie nationale et particulièrement de l'agriculture et de l'élevage, occasionnée par l'invasion bolcheviste. Une autre raison consiste dans le fait qu'après la cessation des hostilités est apparue une accumulation de revenus qui ne pouvait être intervertis en force active d'achat pendant la période des restrictions de guerre, passèrent, dès la fin des hostilités, de l'état passif, à l'état actif de recherche de marchandises sur les marchés du pays. En outre, depuis Octobre est monté une forte vague de hausse des salaires et traitements qui souvent augmentèrent plus vite que les frais d'entretien. Les émissions constantes de nouveaux billets de banque et la baisse du change eurent aussi une grande influence sur le marché. Entre l'émission des billets et l'augmentation des prix il ne peut y avoir, il est vrai de relation directe et parallèle, aussi tout les tableaux statistiques ayant pour but d'expliquer la série de renchérissement par la série d'émission ne

*) Obtiennent les „députats“ les ouvriers occupés dans les ateliers à moteurs ou bien dans les entreprises qui emploient plus de 5 ouvriers,

**) Les calculs pour Janvier et Février 1921 sont obtenus d'après l'ancienne méthode et n'émanent pas de la commission. Les calculs de la commission d'après la nouvelle méthode donnent pour les mêmes mois 26,05 et 20,88%.

peuvent avoir qu'une valeur démonstrative et ne sont nullement convainquants. Toute fois les émissions de billets étant la source d'une nouvelle force d'achat dont le caractère est essentiellement artificiel, ont fatalement une influence indirecte sur la hausse des prix. Il semble enfin que l'accélération observée du renchérissement

eut été liée jusqu'à un certain point par l'introduction générale d'une échelle mobile de salaires dépendant elle même de ce renchérissement.

Il est curieux de comparer la hausse des prix de différents articles.

Changements des prix depuis juin jusqu'à décembre 1920.

ARTICLES		I n d i c e s							
		Unités ¹⁾	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Octo- bre	No- vembre	De- cembre
<i>A. Au marché.</i>									
1. Pommes de terre	1 l	100	115,1	131,6	78,9	118,4	180,9	215,1	
2. Gruau d'orge	"	100	98,0	176,5	176,5	254,9	294,1	340,6	
3. Farine de seigle	"	100	94,2	108,7	108,7	188,4	222,8	253,6	
4. Farine de froment	"	100	100,0	128,1	156,3	237,5	298,4	296,4	
5. Sucre	"	100	93,3	96,7	100,0	120,0	156,0	189,3	
6. Lait	1 l.	100	118,3	146,7	186,7	200,0	316,7	437,7	
7. Lard	1 l.	100	105,1	148,4	149,5 ²⁾	168,2	172,3	234,3	
8. Viande de bœuf	"	100	102,6	102,6	102,6	102,6	121,0	154,3	
9. Savon	"	100	80,1	78,9	78,9	86,1	89,7	131,6	
10. Bois	1 p.	100	109,2	149,6	158,5	158,8	147,5	179,9	
11. Pétrole	1 l.	100	85,7	125,0	142,9	117,9	128,6	171,4	
<i>B. Pour cartes d'alimentation.</i>									
1. Pain	1 l.	100	100,0	100,0	90,0	90,0	90,0	117,6	
2. Sucre	"	100	113,4	113,4	113,4	113,4	348,8	376,4	
3. Charbon	1 p.	100	136,7	140,0	140,0	140,0	147,5	200,0	
4. Sel blanc	1 l.	100	104,0	219,7	219,7	219,7	219,7	251,4	
5. Pétrole	"	100	103,4	125,7	240,2	240,2	240,2	279,3	

Le problème de savoir si l'échelle mobile des salaires influe sur le renchérissement donne matière à controverses. Si, par exemple, l'économie sociale se trouve en équilibre et la production est normale, si le déséquilibre n'a lieu seulement dans la sphère de l'argent par suite d'émissions de billets économiquement injustifiées, le niveau des prix s'élève de 100 à 150. Si à la fin de la même période les pays et salaires augmentent dans les mêmes proportions, nous ne constaterons qu'une adaption du niveau des salaires à celui des prix et, évidemment ce phénomène ne peut aucunement influencer sur la hausse des prix.

Les choses se passent tout autrement si l'équilibre économique est dérangé et la production amoindrie. Avec la réduction de la production sociale la tendance à maintenir le niveau général d'existence à la même hauteur doit agir comme force supplémentaire et artificielle d'achat, c. a. d. doit influencer sur la hausse des prix. Car il est évident, que, si les dividendes sociaux soit la somme des biens à la disposition des différentes classes sociales s'amoindrie, le niveau général d'existence doit baisser même si l'on applique une échelle mobile des salaires. Différentes classes et groupements sociaux peuvent naturellement profiter du revenu social diminué dans des proportions non seulement égales mais même plus grandes qu'auparavant, mais à côté, doivent exister des masses très nombreuses qui seront distendues dans cette course.

L'échelle mobile des salaires augmente les influence que la cumulation des bénéfices (revenus) exerce sur le regroupement des revenus des diverses classes sociales. Il est notoire que dans la période de cumulation certains groupes sociaux accroissent leurs revenus plus rapidement que ne montent les prix, c. a. d. augmentent leurs forces d'achat indépendamment de la baisse de la valeur de l'argent. Par contre les revenus réels

des autres groupes diminuent. L'application de l'échelle mobile des salaires augmente ces regroupements occasionnés par la cumulation et qui au point de vue social et politique ont un caractère nettement révolutionnaire. Seule des groupes ouvriers suffisamment forts sont capables de maintenir à une certaine hauteur leur niveau d'existence au moyen des l'augmentation des salaires. D'autres, socialement plus faible (par exemple les employés) ne sont pas en état d'augmenter leurs revenus dans les proportions exigées par l'accroissement rapide des frais d'entretien. La force d'achat de ces groupes s'amoindrit et eux mêmes descendent progressivement dans la hiérarchie des revenus.

Le vrai but social et politique de l'application des l'échelle mobile des salaires est d'assurer aux sphères laborieuses un certain minimum d'existence indépendante des fluctuations des frais d'entretien. Pour atteindre ce but il faudrait diviser les salaires en deux parties dont une serait relativement fixe tandis que l'autre changerait proportionnellement aux changements de l'index des frais d'entretien. Cette méthode n'est pas appliquée en Pologne, où les salaires augmentent en entier dans une proportion directe avec l'augmentation des frais d'entretien. Cette manière de procéder accroît certainement les influences de l'échelle mobile des salaires sur le regroupement des revenus. Si, par exemple, les frais d'entretien augmentent de 20% le compositeur en imprimerie qui gagne 50.000 mks. par mois et l'ouvrier en métallurgie qui n'en gagne que 12.000 obtiennent l'un et l'autre une augmentation de salaires de 20%. Il devient évident, que les groupes ouvrier mieux rétribués ne ressentent la hausse des prix continue qu'en tout qu'amélioration continue de leur situation. L'abîme qui sépare ces revenus des diverses classes ouvrières s'accroît progressivement. Des groupes se forment de privilèges, d'aristocratie ouvrière.

Il est clair que ce phénomène n'est pas dans l'intérêt de toute la classe ouvrière dans son entier.

L'échelle mobile des salaires dans les périodes

¹⁾ Livre = 409, 512 g; poud = 40 livres = 16,380 k g.

²⁾ Prix du beurre.

où sevit le rencherissement, devient une nécessité sociale. En Pologne la plupart des contrats collectifs renferme la clause d'un changement automatique des salaires en relation avec la hausse ou la baisse des frais d'entretien. Cette clause influe certainement sur l'accroissement des tendances au maintien de la paix

sociale. Cependant, cette même échelle mobile des salaires a une influence néfaste au point de vue économique, car elle accroît les conséquences de la cumulation des revenus, influe sur le rencherissement, rend difficiles les estimations et constitue, en un mot, un des facteurs aggravants le déséquilibre économique.

Les Coopératives de Consommation en Pologne.

Les Coopératives de consommation représentent aujourd'hui une ramification importante de l'organisme social, embrassant les 20% de la population, mais cette expansion ne date que du jour de la reconstitution d'une Pologne indépendante. Jusque là, le mouvement coopératif vivait, limité dans son action, mais poussant néanmoins toujours plus profondément ses racines tenaces.

La Pologne se trouvant être partagée entre trois États, assujettie dotée dans chacun de ses tronçons à des conditions politiques essentiellement différentes, il en résulta pour le coopératisme de fortes inégalités et différences de développement. C'est dans la province soumise à la domination russe, qu'il s'il s'emacina le plus profondément; c'est en Galicie, qu'il vit son extension réduite au minimum; quant à la Posnanie, exclusivement absorbée par la lutte acharnée qu'elle soutenait contre les assauts de la germanisation, elle n'eut guère d'attention disponible pour l'action coopératiste, malgré tant de factures défavorables, le mouvement coopératiste se développait et même rapidement, dans le cadre où il se trouvait à l'étroit; il suffira, pour étayer notre affirmation que nous rappelions que dans la décade qui va de 1904 à 1914, le nombre des Sociétés coopératives a passé de 100 à 1350, avec un effectif d'actionnaires accru de 10,000 à 132,000.

Le tableau ci-dessous permettra de nous rendre compte de l'inégalité d'expansion suivant les provinces d'annexion, ainsi que du degré d'organisation atteint à la veille de la guerre européenne.

Année 1914.

PROVINCE	Nombre de Sociétés	Nombre de membres (en milliers)	Roulement général pour l'année écoulée en millions de marks
1. Pologne russe . .	1250	110	35
2. Pologne autrichienne (Galicie et Silésie de Cieszyn) . .	100	22	5
3. Pologne prussienne (Posnanie, Haute Silésie, Pomeranie)	—	—	—
Total . .	1350	132	40

La guerre a ouvert de nouveaux horizons devant l'expansion coopérative; la population, accablée sous le poids des difficultés du ravitaillement, cherche une planche de salut dans la voie de l'action sociale concertée.

Ainsi au coins des 3 premières années de la guerre (1914 — 1917) le nombre des Sociétés double presque, passant de 1350 à 2200; le nombre des adhérents s'élève de 132.000 à 250.000; quant au roulement commercial, il triple (de 40 millions de marks à 120).

La triade d'années qui suit (1917 — 1920) est témoin d'un essor, qu'on peut qualifier de formidable, comparé à ce qui avait déjà atteint une extension appréciable. La conquête de l'indépendance et des libertés

politiques s'expriment ici en chiffres tangibles. Le nombre des Sociétés monte rapidement à 4000 enrôlant un total de 1.300.000 membres. Le montant global du roulement atteint le chiffre coquet de 2 milliards de marks.

Ce qui saute de suite à l'œil, c'est la loi de progression suivie; l'accroissement du nombre des Sociétés étant exprimé par 2, celui de l'effectif des adhérents l'est par 5, ce qui prouve que dans la première période de son existence, le coopératisme polonais a évolué en profondeur; puis, les dignes ayant été rompues, la nappe s'est étendue en largeur, les centres nouvellement organisés groupant de suite autour de soi un nombre considérable de fidèles. La coopération en Pologne est donc assise sur de solides fondements.

Jetons un coup d'œil maintenant sur l'état intérieur des organisations. L'accélération de mouvement a été si vive que l'homogénéité du courant en a un peu souffert. Les tendances centralisatrices a qui présidèrent aux origines du processus, ne furent pas de force à embrasser l'ensemble de l'organisme en voie de rapide croissance. Diverses contingences d'ordre local ou tactique firent que l'action coopérative en Pologne s'est cristallisée autour de quatre grands centres, connotant de leurs ramifications l'ensemble du territoire; mais empressons-nous d'ajouter que ces quatre organisations n'ont ramassé dans leurs filets qu'à peine la moitié de la totalité des Coopérateurs. Le restant se groupe autour des centres de district ou des centres régionaux. Il n'est pas douteux que le meilleur élément coopérateur, du point de vue organisation, est celui des Fédérations ramifiées à travers l'ensemble du pays.

Pour ce qui concerne la façon d'envisager les problèmes du coopératisme et la tactique à suivre, trois orientations différentes se dessinent en Pologne, qu'on peut appeler respectivement: neutre, ouvrière et chrétienne. Le tableau ci-dessous permet de se rendre compte de la force relative de ces trois courants du coopératisme. Le tableau donne l'état des diverses Fédérations à la date du 1-er Juillet 1920.

Nom de la Fédération	Nombre de Sociétés	Nombre de membres (en 1000)	Roulement du 1-er semestre 1920 (en millions de marks)
<i>A. Sociétés neutres.</i>			
1. Union des Coopératives des Consommations polonaises . .	709	280	257
<i>B. Sociétés ouvrières.</i>			
2. Union des Coopératives ouvrières	67	101	33
3. Union des Coopératives des Cheminots	189	113	128
<i>C. Sociétés Chrétiennes.</i>			
4. Fédération des Coopératives des Ouvriers Chrétiens . . .	72	21	—

Ces quatre Fédérations, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, n'embrassent pas la totalité du mouvement. En dehors de celle-ci, et maintenant un certain contact avec elles, agissent les groupements ramifiés respectivement dans les anciennes provinces d'annexion ainsi que les petits organismes de district. Se rattachent à la première catégorie nous avons: „l'Union des Sociétés économiques ouvrières" dite „Prolétariat" (en Galicie) ainsi que l'Union des Coopératives polonaises de Cracovie. En Posnanie, nous avons, dans le même ordre d'idées, „l'Union des Associations de consommateurs"; dans la Silésie de Cieszyn (Teschen) „l'Union des Coopératives polonaises de Cieszyn", scindée aujourd'hui en deux par suite du partage de ce district silésien, en Galicie Orientale, nous avons à Léopol „l'Union des Coopératives de consommation" dite „l'Union" (Jedność).

L'état de dispersion des forces de la Coopération en Pologne, tel qu'il apparaît à l'énumération ci-dessus, présente en pratique moins de divergence qu'il pouvait sembler de prime abord; en effet, les Fédérations des provinces dont l'action est autonome, sont effectivement des filiales des Fédérations nationales correspondantes. Il en est de même des nombreuses Sociétés des district (embrassant 20 localités).

La plus ancienne en date et la plus puissante est l'Union des Coopératives polonaises de consommation; ses origines remontent à 1911; sa dénomination actuelle est postérieure aux événements de 1919. Couramment on la désigne sous le terme abrégé de „Spolem" (Ensemble), du nom du quotidien qu'elle édite.

Les chiffres qui suivent permettent de se faire une idée de l'essor de cette Fédération.

Année	Nombre de Sociétés	Nombre de membres	Montant de roulement	Nombre de section	Nombre d'employés
1912	239	28.400	2.648.000	—	20
1917	327	40.500	6.491.000	9	71
1919	628	186.300	145.444.000	16	215
1920*)	712	300.000	375.788.000	15	182

Les Sociétés affiliées à la Fédération sont en majorité urbaine (grandes et petites villes). Voilà pourquoi l'effectif moyen des membres par Société est relativement peu élevé; il s'élève néanmoins constamment: ainsi de 119 en 1912, il a passé à 293 en 1919, pour atteindre 421 en 1920.

La Fédération, en plus de son activité commerciale, exerce une action générale de contrôle, veille à ce que les Sociétés se maintiennent au niveau voulu; elle se livre également à la propagande des idées de la Coopération et à une action éducative des masses, dans le but de relever le niveau de la Coopération d'en consolider les assises, nous donnons plus loin quelques chiffres (relatifs au 1 semestre 1920) à la lumière desquels apparaîtra toute l'étendue du travail exécuté par les divers dicastères de la Fédération. Ainsi, la section de l'inspection a procédé à 723 inspections, à l'examen de 165 bilans, a tenu 550 conférences avec les directions et les conseils d'administration des diverses filiales,

a assisté à 244 assemblées plénières, a organisé 45 conférences de districts.

Le Service de la Propagande a fourni aux Sociétés 12.200 livres de comptabilité, 216.000 imprimés; l'organe hebdomadaire de la Fédération „Spolem" (Ensemble), paraît à un tirage de 65.000 exemplaires.

D'autre part, bien que jeune, l'Union des Coopératives ouvrières de consommation, représente également une organisation de tout premier plan. Elle s'est constituée en 1919; elle comprend exclusivement des Sociétés ouvrières à caractère socialiste.

Voici quelque chiffres.

D A T E	Nombre de Sociétés	Nombre de membres	Effectif moyen par Société	Nombre d'employés
1919 Mars	25	25.641	1.026	—
„ Juin	33	32.789	993	—
„ Septembre . . .	50	48.321	966	44
„ Décembre . . .	57	63.432	1.113	—
1920 Mars	58	80.000	1.380	89
„ Juillet	67	86.000	1.280	—
„ Septembre . . .	72	107.000	1.349	—

D'après ce qui précède on voit que la Fédération ouvrière comprend surtout les grandes coopératives. A ce point de vue, c'est elle qui tient la tête de file en Pologne; en effet le nombre moyen des effectifs par Société se présente comme suit pour les diverses Fédérations:

Fédération d'ouvrière	1349
„ dite „Spolem"	421
„ des Cheminots	600

Les Coopératives ouvrières sont néanmoins moins riches que les Coopératives „neutres". Ainsi le fond de roulement de la Fédération s'élevait à:

3-e trimestre 1919:	4.264.000 mks.
4-e „ „ :	6.064.000 „
1-er „ 1920:	17.829.000 „
2-e „ „ :	28.872.000 „

Pour ce qui est du fonctionnement des services du contrôle et des publications, la situation se présentait comme suit: l'année passée c.à.d. d'Avril 1919 jusqu'au 1920, on a procédé à 399 inspections, on a organisé 44 conférences sur des sujets concernant la Coopération, on a fait paraître 44 numéros de périodiques avec un tirage de 130.600 exemplaires.

Nous avons classé parmi les Sociétés ouvrières l'Union Centrale des Coopératives des Cheminots et cela pour cette raison que la composition du cette Fédération a un caractère éminemment ouvrier et qu'elle se solidarise souvent dans son action avec la Fédération ouvrière. Elle conserve néanmoins son autonomie en tout qu'organisation à cause de sa situation exceptionnelle et de la tâche spéciale qu'elle a assumée devant l'Etat d'avoir à pourvoir au ravitaillement des cheminots.

Quant aux Coopératives chrétiennes, qui effectivement jouent le rôle d'instrument de propagande politique, elles ne jouent, dans le mouvement coopératif de Pologne, aucun rôle positif.

Zet.

*) Les chiffres concernant 1920 sont relatifs à la période qui va du 1 Janvier au 1 Octobre.

Chronique Législative.

1. République polonaise.

Pendant ces derniers mois la diète s'est occupée principalement de la constitution qui vient d'être votée.

En fait de lois, votées par la diète pendant ces trois derniers mois (Decembre 1920, Janvier et Février 1921), la plus importante est la loi du 18 Decembre 1920 sur la protection des locataires (Journal des lois de la République Polonaise 1921 N° 4 chap. 19), qui est obligatoire pour l'ancienne Pologne russe ainsi que pour l'ancienne Pologne autrichienne et partiellement pour l'ancienne Pologne prussienne qui est réglée par des lois de location un peu différentes. En comparaison de l'état précédent, la loi du 18 Decembre 1920 constitue un grand progrès vers l'unification des conditions juridiques dans toute la Pologne.

Les articles de la loi sur la protection des locataires concernent la location de logements où parties de logement, de locaux pour bureaux, écoles, hôtels, pensions et chambres meublées, aussi que la location de magasins et dépôts, de locaux destinés au commerce ou à l'industrie et d'ateliers. La loi prend en considération la baisse du change, permet la hausse des loyers, mais limite en même temps les prétensions exagérées des propriétaires. La hausse du loyer ne peut dépasser d'après la loi plus de 100% pour les logements au-dessous et de six chambres; de 150% pour les logements au-dessus de six chambres; de 200% pour les locaux destinés aux hôtels, pensions et chambres meublées et de 300% pour les locaux destinés au commerce ou à l'industrie et ne faisant pas partie de logements habités. Les loyers payés en Juin 1914 servent comme base de calcul en admettant que 100 roubles valent 216 marks polonais et 100 couronnes = 100 marks polonais. Pour les réparations nécessaires à l'entretien des logements et demandées par les locataires, il est permis de s'entendre avec ceux-ci pour la hausse des loyers proportionnelle aux dépenses occasionnées. En plus, à titre de hausse supplémentaire les propriétaires sont autorisés de faire payer aux locataires des taxes supplémentaires et progressives correspondant aux taxes communales existantes pour l'eau et l'éclairage, pour le canalisation et le service de propreté ainsi que pour le ramonage des cheminées principales. Le propriétaire peut exiger des locataires de couverture de la moitié des frais d'entretien du concierge. Si l'eau et les moyens d'assainissement, par exemple, le service de propreté, le chauffage et l'éclairage des logements ainsi que l'eau chaude sont fournis par le propriétaire, celui-ci est autorisé à percevoir des taxes supplémentaires correspondant aux dépenses réelles faites pour chaque logement. La loi prévoit une exception aux articles traitant de la hausse maximale des loyers et cette exception est due à la tendance de provoquer l'accroissement de la bâtisse; elle prévoit, notamment, que les restrictions ci-dessus ne concernent pas les maisons en territoire anciennement russe ou autrichien qui furent achevées après le 1 Juillet 1919, ni celles en territoire anciennement prussien dont l'autorisation de bâtir a ou aura été accordée après le 27 Janvier 1917. En outre, si l'objet de la location n'était pas loué en Juin 1914 il est permis après l'entrée en vigueur de la loi sur la protection des locataires d'exiger de ces derniers un loyer correspondant aux loyers en cours au moment de l'établissement de contrat de location. Cette clause concerne, évidemment les maisons, bâties après 1914.

Pour rendre impossible l'augmentation forcée des loyers au moyen du dédit de bail, la loi statue que le dédit peut avoir lieu, si le bail cesse par la faute du locataire conformément au code civil, où bien s'il existe des raisons majeures pour le rompre. La loi énumère plusieurs raisons considérées comme valables pour la rupture du bail. Il est à remarquer, que la loi

permet le dédit pour les logements, employés antérieurement par leurs propriétaires à des buts industriels, si à l'heure actuelle ces logements sont nécessaires pour en faire des magasins ou des ateliers. La soulocation usurière constitue ainsi une raison valable pour le dédit de bail. La justice et les offices d'arbitrage pour les questions de location sont appelées de statuer dans chaque cas particulier sur la validité ou non-validité des raisons de dédit.

En tout que développement et complément à la loi aigraire doivent être citées comme importantes les lois: du 17 Decembre 1920 sur la transmutation de propriété dans certains districts de la République Polonaise (Journal des lois de la Rép. 1921 N° 4 chap. 17) et la loi du 17 Janvier 1921 sur la distribution de terrains aux soldats des armées polonaises (Journal des lois de la Rép. 1921 N° 4 chap. 18). Ces deux lois sont strictement liées entre elles car les soldats doivent obtenir des terrains provenant de la réserve de l'Etat, réserve qui sera constitué par le transfert à l'Etat Polonais de la propriété des terrains situés aux confins de l'Est, notamment de ceux qui furent antérieurement propriétés de l'Etat russe, des membres de la famille régnante de Russie, des propriétés ecclésiastiques et des couvents des majorats, institués par l'administration russe, des propriétés du fisc, des propriétés privées abandonnées ou non cultivées ainsi que des terrains dépassant 400 hectares de la superficie totale de chaque ferme aménagée. Les propriétaires des propriétés passées à l'Etat seront rémunérés d'après les principes d'une loi spéciale non encore établie; si ils reviennent au pays après le 1 Avril 1921 ils peuvent obtenir une autre propriété foncière dans un autre endroit en qualité et en quantité correspondant à leurs anciennes possessions, mais, cependant, ne dépassant pas 45 hectares.

Les anciens soldats de l'armée polonaise qui se sont spécialement distingués ou qui se sont rengagés et ont servi au front ont droit d'obtenir la terre gratuitement; les autres soldats, d'après l'état des réserves peuvent en obtenir moyennant paiements, tout exclus de ce privilège les soldats punis pour desertion, pour crime contre la force armée de l'Etat Polonais etc. Les parcelles attribuées à chaque soldat ne peuvent dépasser en totale 45 ha. conjointement avec la terre dont le soldat peut déjà être propriétaire. Le soldat, ayant obtenu une parcelle doit s'y établir dans le délai d'une année et la faire valoir dans le délai maximum de trois ans. Le prix des terres, acquises par les soldats sera calculé sur le prix de 30 — 100 kilos de blé par ha, par année et sera payable à l'Etat en 30 annuités et en espèces.

La loi du 3 Février 1921 sur les délégués des villes aux diétines des districts (Journal des lois de la Rép. 1921 N° 18 chap. 99) statue, que les villes ayant de 10.000—15.000 habitants envoient 3 délégués à la diétine du district auquel elles appartiennent; celles de 15.000—20.000 habitants en envoient 4 et les villes de plus de 20.000 habitants en envoient 5, jusqu'à présent les villes avaient droit à l'égal des communes rurales à l'envoi de 2 délégués seulement ce qui le mettait vis-à-vis des campagnes en état d'infériorité manifeste et injustifiée.

La loi du 20 Janvier 1921 sur l'organisation des bourses en Pologne (Journal des lois de la Rép. 1921 N° 13 chap. 71) règle entre autres le contrôle de l'Etat sur la bourse, les conditions aux quelles doivent répondre les membres de la bourse, l'assemblée générale des membres et de la commission d'arbitrage; elle statue sur les statuts et sur les transactions des bourses, sur les fonctions des agents etc. Cette loi est valable pour toute l'étendue de l'Etat Polonais et elle élimine les lois et règlements précédemment en vigueur, si elle se trouve en contradiction avec ces derniers.

La loi du 17 Decembre 1920 en modification de la loi du Août 1919 sur la responsabilité des militaires dans les crimes de profits illicites (Journal des lois de

la Rép. 1921 N° 2 chap. 4) a trait à la justice pénale militaire. La loi du 1 Aout 1919 statuait que les vols, les fraudes et les détournements effectués par des militaires au détriment de l'Etat, entraînent la peine capitale si le dommage occasionné dépasse la valeur de 2000 marks et si l'inculpé a 18 ans révolus. La loi du 17 Décembre 1920 exige, pour l'application de la peine de mort, un dommage dépassant 10.000 mks. et l'âge de 20 ans.

La loi du 17 Décembre 1920 annulant le décret du Conseil de la Défense Nationale du 17 Septembre 1920 sur les peines pour offenses à l'honneur du Chef de l'Etat (Journal des lois de la Rép. 1921 N° 3 chap. 7) indique son contenu dans son titre

La loi du 22 Février 1921 en modification de certaines lois concernant la procédure civile et obligatoires sous la Pologne anciennement autrichienne (Journal des lois de la Rép. N° 23 chap. 124) et la loi du 26 Février 1921 en modification de certaines prescriptions finales, obligatoires sur le territoire de l'ancienne Pologne autrichienne etc. (Journal des lois de la Rép. N° 23 chap. 125) sont dues à la baisse du change. Elles augmentent la valeur de l'action qualifiant le procès au tribunal d'arrondissement; elles augmentent aussi les pénalités, les taxes judiciaires etc. prévues par les lois précédentes. Les taxes notariales, celles des avocats et des co-

misaires priseurs, les rétributions aux témoins et aux experts etc. ont aussi été augmentées pour l'ancienne Pologne prussienne (Journal des lois de Rép. 1921 N° 13 chap. 73-75).

La loi du 4 Février 1921 sur la régularisation de l'Etat politique et légat des territoires annexés à la République par l'armistice et la traité préliminaire conclu à Riga le 12 Octobre 1920 (Journal des lois de la Rép. N° 16 chap. 93) concerne l'organisation des territoires de l'Etat, qu'elle divise en trois palatinats (de Volhynie, de Polesie et de Nowogrodek); elle autorise le Conseil des Ministres à abolir toutes les lois et décret d'exception concernant ces territoires, et ce, quelle que soit leur origine, si elles ont été décrétées au détriment ou en privilège de telle ou autre nationalité ou confession et ordonne l'application aux territoires de l'Etat des décrets, lois et ordonnances obligatoires pour tous les territoires de la République. Vu la nécessité de régulariser la situation dans les territoires de l'Etat, le Conseil des Ministres et les différents ministères ont édictés une série d'ordonnances concernant l'instruction publique, le service de surêté, le service de la senté publique etc.

Le Journal des lois N° 11 publié l'ordonnance du ministre des finances du 13 Décembre 1920 concernant la procédure douanière.

La Bourse

Nous donnons ci dessous le tableau des cours de la bourse de Varsovie, à partir d'Avril 1919, jusqu'au moment présent. La hausse des différentes valeurs, que nous y remarquons, démontre le jeu de multiples influences. Les oscillations des valeurs à la bourse de Var-

sovie dépendent non seulement des oscillations des bourses mondiales, mais aussi de secousses de nature locale. Les cours des roubles, par exemple, cotés à la bourse, démontrent un principe notoire de spéculation. Sans analyser le cours des différentes valeurs, nous

	1		2		3		4		5		6		7		8	
	Dollar américain		Florins hollandais		Livre sterling		Franc Suisse		Couronnes suédoises		Couronnes danoises		Couronnes norvégiennes		Franc belge	
Parité (M.)	4,1979		168,74		20,43		81,00		112,50		112,50		112,50		81,00	
Data	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%
1919 r.																
2.IV	11,75	279,8	—	—	54,00	264,3	—	—	325,00	288,9	—	—	—	—	—	—
10.VI	—	—	—	—	74,00	362,6	—	—	390,00	346,7	—	—	—	—	—	—
11.VIII	21,25	506,2	—	—	96,00	469,8	—	—	410,00	364,4	—	—	—	—	—	—
10.X	34,50	821,8	—	—	145,00	709,7	615,00	759,3	815,00	724,4	710,00	631,1	—	—	—	—
5.XII	72,00	1715,1	—	—	305,00	1541,8	1650,00	2037,0	—	—	1700,00	1511,1	—	—	—	—
1920 r.																
10.II	156,25	3721,6	—	—	521,00	2550,2	2550,00	3148,1	—	—	—	—	—	—	—	—
10.IV	165,00	3933,3	—	—	723,00	3538,9	3275,00	4043,2	—	—	—	—	—	—	—	—
10.VI	176,00	4192,6	—	—	723,09	3538,9	3500,00	4311,0	4250,00	3777,8	3050,00	2711,1	—	—	—	—
10.VIII	250,00	5955,4	—	—	890,00	4356,3	4050,00	5000,0	—	—	—	—	—	—	—	—
10.X	270,00	6431,8	8550,05	5067,0	960,00	4699,0	4400,00	5432,1	5400,00	4835,6	4125,00	3666,7	4175,00	3711,1	1925,00	2376,6
10.XII	565,00	13459,1	18000,00	10677,3	2000,00	9789,5	8825,00	10895,1	11050,00	9822,2	8400,00	7457,8	8400,00	7457,8	3650,00	4561,7
1921 r.																
10.I	730,00	13389,6	23700,00	17045,3	2685,00	13143,4	11100,00	12481,5	15500,00	13777,8	12150,00	10800,0	11950,00	10662,2	4630,00	5716,0
20 "	830,00	19771,8	29750,00	17630,7	3450,00	16886,9	13500,00	16666,7	18600,00	16533,3	15400,00	13688,9	15000,00	13333,3	6300,00	7777,8
29 "	880,00	16198,6	—	—	2450,00	12992,2	—	—	—	—	10700,00	9511,1	—	—	—	—
10.II	775,00	18461,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20 "	802,00	19104,8	—	—	3200,00	15663,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
28 "	890,00	21201,1	—	—	3530,00	17278,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

de Varsovie.

attirerons l'attention sur le fait principal, que les circonstances et événements du temps, compris dans le tableau ci-dessous, on été extrêmement défavorables aux finances de l'Etat. La guerre à l'Est, qui a duré deux ans, épuisant les forces productrices de la Pologne, et les

efforts de l'Allemagne, tendant à la dépréciation du papier-monnaie polonais, sont parmi beaucoup d'autres causes encore, deux facteurs contribuant d'une manière stable à la baisse de la Mark polonais.

9		10		11		12		13		14		15		16			
Franc français		Lires italiennes		Marks finlandais		Leis roumains		Marks allemands		Couronnes tchequo-slov		Coronnes autrichiennes		R o u b l e s			
81,00		81,00		81,00		81,00		100,00		85,06		85,06		216,00		216,00	
Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%	Mk.	%
201,00	248,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	47,00	55,6	116,00	53,7	68,00	31,5
249,00	307,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54,00	63,5	117,00	54,2	—	—
292,00	360,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	51,00	60,0	109,00	50,5	50,00	23,1
410,00	506,2	355,00	438,3	—	—	155,00	191,4	140,00	140,0	—	—	54,00	63,5	117,00	54,2	43,00	19,9
820,00	1012,3	—	—	—	—	270,00	333,3	—	—	—	—	67,00	78,8	135,00	62,5	50,00	23,1
1045,00	1287,7	960,00	1185,2	—	—	225,00	277,8	169,00	169,0	—	—	50,00	58,8	161,00	74,5	—	—
1200,00	1481,5	900,00	1111,1	—	—	283,00	349,4	300,00	300,0	—	—	—	—	210,00	93,1	52,00	24,1
1380,00	1703,7	1130,00	1395,1	—	—	382,00	471,6	470,00	470,0	—	—	112,50	132,3	249,00	115,3	—	—
1800,00	2222,2	—	—	—	—	500,00	617,3	545,00	545,0	—	—	—	—	325,00	150,5	—	—
1850,00	2284,0	1100,00	1358,0	635,00	784,0	500,00	617,3	445,00	445,0	385,00	452,6	82,00	96,4	301,00	139,4	60,00	27,7
3450,00	4271,6	2050,00	2530,9	850,00	1049,4	850,00	1049,9	765,00	765,0	650,00	764,2	102,00	119,9	415,00	192,1	—	—
4400,00	5432,1	2550,00	3148,1	2175,00	2685,2	950,00	1172,8	1020,00	1020,0	825,00	969,6	112,00	131,7	442,50	204,9	83,00	38,4
6000,00	7407,4	3000,00	3703,7	2350,00	2901,2	1250,00	1543,2	1300,00	1300,0	1175,50	1382,0	118,00	138,7	540,00	250,0	81,00	37,5
5000,00	6172,8	—	—	—	—	900,00	1111,1	1225,00	1225,0	—	—	129,00	151,7	430,00	199,1	93,00	43,1
5650,00	6975,3	—	—	—	—	—	—	1280,00	1280,0	—	—	117,00	137,5	492,00	227,8	75,00	34,7
5950,00	7345,7	—	—	—	—	—	—	1375,00	1375,0	—	—	126,00	148,2	470,00	217,6	66,00	30,6
6500,00	8024,7	—	—	—	—	—	—	1475,00	1475,0	—	—	126,00	148,2	—	—	—	—

Livres et Périodiques.

Dr. Alphonse Goldschmidt: Moscou 1920.

Édité par Ernst Rewohl. Berlin.

(Dr. Goldschmidt/Alfons: Moscou 1920).

Style court, haché; souvent ni sujet, ni attribut.

Ainsi on narre ses impressions, à la hâte, nerveusement; mais rarement on écrit ainsi. Le livre se résume en somme à une collection de notes, rédigées à la bonne fortune des circonstances; extérieurement, ce qui les relie c'est la simultanéité temporelle et l'identité spatiale. L'ensemble fait l'impression d'un tableau de l'école des impressionnistes. Le peintre a exécuté une pochade aux taches hurlantes. De près, on ne peut distinguer qu'une cacophonie de couleurs, où le jaune, le vert, le bleu grimpent l'un sur l'autre, au hasard des caprices du pinceau; mais à une certaine distance les contrastes se fondent, le chaos apparent s'évanouit, et la tache qui semblait fortuite apparaît partie intégrante du tableau qui fut l'effet d'un tout, fini en soi et organisé.

L'auteur sait regarder et sait voir; mais ce à quoi il s'entend le mieux c'est au silence et aux silences; il est expert en l'art d'évoquer les impressions qu'il désire être évoquées. On ne le verra donc pas démolir les affirmations de Mrs Snowden quant à la Russie Soviétique; par contre, il consacra une page entière au chapeau et aux bottines à tige de Mrs Snowden. La conclusion est limpide de clarté: une femme qui se costume de la sortie mérite-t-elle d'être prise au sérieux? Peut-elle même être prise au sérieux?

De la même façon cavalière, Mr. Goldschmidt règle leur compte aux nouveaux Etats baltes. La description qu'il en fait suinte le grotesque; décidément il ne voit par là qu'étoffe à caricature et à blague. Etats petits, où règne la petite bourgeoisie, où dominent les petites passions, où se font jour de mesquines prétentions, où s'étale la tout puissance du bakchich, où pululent les ronds-de-cuir, où fait rage la spéculation des trafiquants aux devises.

Si la capacité d'achat du mark finlandais, écrit Goldschmidt, fait prime sur celle du mark esthonien, alors on voit les pommes de terre esthoniennes se pourrir dans le port d'Helsingfors bien que la Finlande soit à court de pommes de terre.

Il est en effet inadmissible que les tubercules du pays des Esthes soient appelés à bénéficier de la capacité d'achat du mark finlandais; non, il est préférable que les précieux tubercules se muent en fumier. Voilà le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (sic!).

Le gaster de l'étranger est le maître des devises du pays, mais le pays ne peut rassasier sa faim de pommes de terre. En vérité, le droit de libre disposition vaque au papier-monnaie mais n'a cure des pommes de terre. (p. 12).

Aussi, rien d'étonnant si à Helsingfors, Mr. Goldschmidt n'ait su déceler qu'une grotesque parodie de prussianisme, qui ne va guère de pair avec ce vestibule du pays des forêts, des lacs, des rochers. Ce prussianisme singe la mode de Londres; c'est un ostentation d'apparat officiel, d'uniformes spécifiques; c'est un ostentation d'apparat officiel, d'uniformes spécifiques; les postes et télégraphes sont nationaux, les couleurs sont nationales, mais c'est l'étranger qui tire les cordons de la bourse et c'est la sainte „frousse” de toute idée nouvelle qui règne sans conteste. Quant à Mr. Goldschmidt qui revenait de Russie, il fut traité avec tous les égards dus à un pestiféré.

En Esthonie le prussianisme s'est montré moins expert en matière d'étiquette et plus leste à empêcher

les pourboires. Avec l'appoint de quelques billets de banque, on parvenait à s'entendre.

A Revel, Mr. Goldschmidt a vu fonctionner une locomotive, digne paraît-il de figurer dans un musée. La vénérable machine avait vu le jour en 1871 et avait été tenue sur les fonts baptismaux par la firme Schwarzkopf de Berlin. Ce monstre antédiluvien gémissait, sifflait, geignait, hululait, hurlait sur tous les tons, déchirant sans pitié les membranes du tympan et faisait semblant de faire quelque chose. Cette locomotive „comme toute ce que possède l'Esthonie appartient jadis à la Russie. Aujourd'hui, elle joint du droit de libre disposition, et tout comme les employés esthoniens, elle ne quitte les hautes altitudes de la gamme des sonorités. Voilà une locomotive symbolique. Mais elle est bigrement vieillote; c'est de la fenaille tout juste bonne à jeter au rancart, comme d'ailleurs l'idée de la libre disposition, que la rouille de la vétusté s'est lassée de rouger” (p. 16).

Mr. Goldschmidt ne peut être rangé parmi les misanthropes. La corde de l'admiration sait vibrer en lui, mais il réserve jalousement le trésor de ses émotions, pour la Russie. La, tout à l'heure de lui plaire; tout, à commencer par Lénine et à finir par le corps de ballet; tout est digne des fleurs de ses louanges. Partout, c'est le règne de l'ordre, de l'organisation, de l'initiative, de l'honnêteté, de la sécurité, des forces créatrices et par dessus tout: la propreté, encore la propreté et toujours propreté! Il se trouve des nigauds pour raconter qu'à Moscou règne la dictature, une sanglante terreur. Mr. Goldschmidt n'est pas de ces gobemouches qui avalent des couleuvres de cet acabit; sur des boulevards de Moscou il a entendu rire; il a même vu des couples adonnés aux douceurs du flirt et qui se contaient fleurette; il a vu le sourire de femmes vêtues avec coquetterie. Comment, en telle occurrence, viendrait-il de parler terreur?

Mr. Goldschmidt n'a pas vu en Russie trace de prostitution. C'est à Revel qu'il vous est loisible d'acheter les complaisances d'une enfant docile. Il n'a pas pu non plus découvrir à Moscou de vestiges de vermine. Il paraît qu'en Russie soviétique les parasites des genres diptère et hémiptère existent encore; cependant, Mr. Goldschmidt n'a pas eu la chance de mettre la main dessus. Il faut en inférer que ces catégories d'insectes ont passé à l'état de raretés entomologiques. Et pourtant: ils existent; il n'y pas doute, ils existent et cela à Moscou même. Mais ils se sont soigneusement tenus hors de portée de Mr. Goldschmidt. Il paraîtrait même que l'engeance en question serait assez abondante dans les localités qui ont vu la retraite de Koltchak et de Denikine. Mais Mr. Goldschmidt n'a pas eu le plaisir de visiter ces parages; il n'a pu gratifier de sa visite que les centres soviétiques, Pétrograde et Moscou. Ce fut à Revel d'ailleurs que pour la première fois une puce osa s'en prendre à l'épiderme de Mr. Goldschmidt; ce n'était pas une puce soviétique mais une puce de la plus pure race esthonienne. C'est chez un médecin de Revel que l'évènement se produisit; le médecin en question était justement occupé au libellé du certificat d'épouillage et d'épucage qu'il devait délivrer à Mr. Goldschmidt.

En vérité, je vous le dis, Mr. Goldschmidt n'a pas rencontré de puces en Russie. Si vous doutez ouvrez le livre de Mr. Goldschmidt à la page 94 et lisez attentivement le bas de sus-dite page 94 et le haut de la page suivante, la 95-me.

Risum teneatis.

J. K.

Les publications de l'Institut d'Economie Sociale.

1. Biuletyn Instytutu Gospodarstwa Społecznego (Bulletin de l'Institut d'Economie Sociale). Varsovie.

a) N. 1. Drożyzna w miastach b. Królestwa Kongresowego i obw. Białostockiego. (La cherté de vie dans les villes de l'ancien Royaume de Congrès et du district de Białystok), par T. Szturm de Sztrem. Pages 4. (avec une carte). Mars 1920. Prix—M. p. 5 50

b) N. 2. Preliminarze budżetowe sejmików powiatowych b. Królestwa Kongr. na rok 1919-20. (Les préliminaires du budget des conseils de district de l'ancien Royaume de Congrès pour les années 1919 et 1920) par. A. Bogusławski Pages 3. Avril 1920. Prix—M. p. 10.

c) N. 3. Obecne przesilenie walutowe. (La crise de changes actuelle.) par T. Szturm de Sztrem. Pages 15. Mai 1920. Prix—M. p. 10.

d) N 4 et 5. Stosunki narodowościowe Europy Wschodniej, (z mapą). (La configuration des nationalités dans l'Europe Orientale, avec une carte.) par W. Wakar. Pages 4. Janvier 1921. Prix—M. p. 120.

2. Almanach Polonais pour 1921 année. Varsovie. 1921. Pages 150. Prix M. p. 100.

3. La lutte pour la Haute-Silésie. par W. Faber-kiewicz. Pages 32. Varsovie 1921. Prix—M. p. 40.

4. Ruch zawodowy w Rosji Sowieckiej. (Szkic historyczny i materiały). (Le mouvement Syndical dans la Russie des Soviets-Eusquise historique et documents) Pages 88. Varsovie 1921. Prix—M. p. 160.

5. Polska w styczniu 1920 r. (La Pologne en janvier 1920 — une carte.) par E. Maliszewski et Szturm de Sztrem. Varsovie 1920. Prix—M. p. 20.

6. Wschodnie granice Polski. (Les frontières orientales de la Pologne — une carte.) par E. Maliszewski. Varsovie 1920. Prix — M. p. 80.

7. Stosunki narodowościowe na terenach b. Zarządu Cywilnego Ziem Wschodnich według spisu z 1919 r. (La configuration des nationalités sur le territoire de l'ancienne Administration Civile des Provinces de l'Est d'après le recensement de 1919—une carte.) par T. Szturm de Sztrem. Varsovie 1921. Prix — M. p. 120.

8. Résultat du plébiscite en Haute-Silésie. (une carte). Varsovie. Avril 1921 Prix — M. p. 75.

A cause d'une négligence de l'imprimerie l'article intitulé „La Finlande” a été placé avant les articles: „Des prix de détail en Pologne”, „Les coopératives de consommation en Pologne”, „Chronique législative République Polonaise” et „La bourse de Varsovie”.

